

REFLEX *ES*
Trimestriel antifasciste • 20 FF • hiver 1994 n°44

LES FRÉQUENTATIONS
DE LA
**NOUVELLE
DROITE**

DE VILLIERS
GOLDSMITH

**ROI DES VILS
et RAT DES
CHOUANS**

POLICE
**LA CIBLE
AU
CŒUR**

ROMS

Le voyage
dont ils ne
revinrent
pas...



étranger

RÉPUBLIQUE TCHEQUE • RWANDA • PALESTINE

qu'est-ce que REFLEX :



REFLEX est une association qui a pour objectif de **lutter contre le racisme, le fascisme, les idées et pratiques sécuritaires et xénophobes**. Dans ce cadre, nous élargissons nos activités à toutes les mesures de répression prises par l'État français : prison, discrimination vis-à-vis des populations étrangères, contre les peuples en lutte (basque, corse, kanak, etc.). Notre lutte n'est pas simplement hexagonale et nous accordons une grande place à l'Europe. Notre choix de combattre sur ces terrains ne signifie pas que nous nous désintéressons des autres questions qui se posent dans notre société : Tiers-monde, environnement social, économique... Mais nous savons que nous ne pouvons répondre et agir sur tous les terrains à la fois. D'autres associations le font. Et nous souhaitons qu'elles se renforcent. A certains moments, **des rencontres peuvent s'opérer et entraîner des discussions et des actions communes**.

Nous luttons pour la constitution d'un **mouvement social reposant sur des collectifs de base** auto-organisés dont l'objectif est de reconstruire des **espaces autonomes et des contre-pouvoirs**. Réoccuper l'espace social, réinvestir le tissu associatif, établir des solidarités, mettre en place des structures alternatives nous semblent des tâches décisives pour élaborer une force qui, au-delà de l'antifascisme, pose les jalons d'une autre société. Depuis sept ans, nous avons travaillé avec le mouvement culturel alternatif, sans pour autant réduire nos contacts et nos actions à celui-ci. Mais il est vrai que, de par ses modes de fonctionnement, ses idées et ses pratiques, nous étions très proches. Demain, nous continuerons ce travail en l'élargissant.

ÊTRE MEMBRE DE REFLEX

Notre association ne peut vivre que par ses adhérents. En effet, nous ne bénéficions d'aucune subvention et nous n'en demandons pas. **Appartenir à REFLEX, c'est être d'accord avec ses objectifs et participer à la propagation des idées et des actions qui sont contenues dans le journal et dans l'association.**

C'est agir dans son quotidien, à l'intérieur d'associations, de collectifs, individuellement dans les lieux que nous fréquentons.

C'est participer aux campagnes de solidarité, aux actions, aux manifestations, etc. C'est participer avec sa personnalité à l'action collective.

REFLEX n'a pas pour objectif de créer autour de lui une identité organisationnelle. C'est dans ce sens que nous travaillons avec les Scalps et avec d'autres groupes d'une façon non-concurrentielle. Pour nous, il s'agit de créer un mouvement qui repose sur l'entraide et la mise en commun de ses forces et de ses outils.

Fonder un groupe REFLEX, c'est donc **renforcer son action** (en tant qu'association, collectif, individu) par l'outil REFLEX qui existe maintenant depuis sept ans (information, documentation, actions, initiatives, campagnes de solidarité). C'est aussi **reprendre les objectifs de l'association et les faire connaître**. C'est **participer aux initiatives nationales** de l'association, en les reprenant dans son coin. C'est avoir du matériel à sa disposition.

Organisons la résistance antifasciste !

A noter, pour suivre de plus près l'actualité de la vie des groupes appartenant au Réseau national antifasciste, la parution d'un nouveau mensuel, No Pasaran, qui, laissant à REFLEX le soin d'analyses plus précises, essaye de faire circuler l'information pour permettre une mobilisation active sur les luttes en cours et à venir.

NO PASARAN!

Pour tout courrier, écrire à REFLEX

OURS

REFLEXes est édité par le réseau REFLEX

directeur de publication

B. Delmotte

dépot légal à parution

ISSN 0764 - 9339

commission paritaire

68 888

**Pour tout contact :
écrivez-nous !
(NOUVELLE ADRESSE !)**

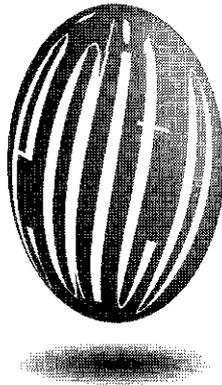
REFLEX

**21^{TER}, rue Voltaire
75011 Paris**

Fax : 40 24 08 52

**COUPON D'ABONNEMENT
AU JOURNAL PAGE 22**

(ajouter 20 francs
pour l'international
et les eurochèques)



IMMIGRATION

ROMS :
HISTOIRE DE
LIEUX COMMUNS
PAGE 4

DROITE EXTREME

À PROPOS DE
JIMMY GOLDSMITH
PAGE 6
DE VILLIERS : LE VICOMTE
À DORMIR DEBOUT
PAGE 8

NOUVELLE DROITE

QUAND LES LIAISONS
SE FONT DANGEREUSES
PAGE 30

SÉCURITÉ

POLICE :
L'ARME AU POING
PAGE 27

Le 13 août 1994, Sadia Ayata, journaliste, est arrêtée et gardée à vue pendant six heures. Son crime : avoir critiqué publiquement un contrôle d'identité au faciès. Résultat : 2 500 francs d'amende et de dommages et intérêts ordonnés par les juges de la 24^e chambre correctionnelle du tribunal de Paris, le 15 novembre. Pour sa part, Jean-Pierre Perrin, militant de la FASTI à Orléans, est mis en examen pour «diffamation publique envers la police nationale». Il a osé diffuser un tract comparant les camps de rétention actuels aux camps d'internement des Juifs et des Tziganes sous le régime de Vichy. Au train où sont votées les lois, bientôt le délit d'opinion sera de nouveau reconnu comme un crime par l'État français. La légalisation de nouvelles formes de répression (restriction du droit à manifester, possibilité d'intervention de l'armée), de la vidéosurveillance (dans l'enceinte du métro, dans la ville de Levallois), l'instauration de centres de rétention pour étrangers (Orléans, Aniane dans l'Hérault), n'ont fait que formaliser des pratiques existantes depuis plusieurs années. Peu de protestations se sont faites entendre à l'époque. La passivité est encore de règle actuellement.

Jusqu'où laisserons-nous évoluer la société ?

Livret étranger

RÉPUBLIQUE TCHEQUE :
DES TCHEQUES EN BLANC
ET BRUN
PAGE 11

WAFFEN SS :
PASSÉ RECOMPOSÉ
PAGE 13

RWANDA :
LA SOLUTION FINALE
PAGE 15

ALLEMAGNE :
L'ANTIFA DE GÖTTINGEN
PAGE 17

PALESTINE :
DES NÉGOCIATIONS ?
QUELLES NÉGOCIATIONS ?
PAGE 19

AFRIQUE DU SUD :
«OUBLIONS LE PASSÉ»
PAGE 24

SEARCHLIGHT / SRA
PAGE 25 /26

RUBRIQUES

NOTES DE LECTURE

PAGE 33

Roms : Histoire de lieux communs



UNITED et le Roma National Congress (RNC) ont organisé et proposé une campagne de solidarité avec le peuple rom pour le 9 novembre 1994, insistant sur les persécutions qu'il a connu hier, en particulier sous le III^e Reich, et qu'il connaît encore aujourd'hui. REFLEXes, qui s'est engagé dans cette campagne, tente de faire le point sur l'histoire des Roms, en s'appuyant sur ce texte tiré de *Zeichen* et en proposant dans son prochain numéro une interview avec Claire Auzias, spécialiste française de la question et auteur du livre *La compagnie des Roms*.

L'ouvrage protestant de référence *Religion in Geschichte und Gegenwart* semble bien le savoir : les Tziganes «sont [venus] en masse» d'Inde, et «la population en a vite eu assez de leurs vols», jusqu'à aujourd'hui, ils sont restés des chasseurs et des mendiants, «voyager est un besoin vital pour eux», et malheureusement, ils perdent «en se sédentarisant à moitié leurs traits caractéristiques attachants». Il faut bien sûr espérer que ce fatras de stéréotypes, de mensonges et d'idéologie racistes ne réapparaîtra pas

dans la prochaine édition de cet ouvrage. Cependant, l'article se contente seulement de répéter des préjugés et des idées toutes faites déjà existants sur les Sinti et les Roms², et, parmi ces *a priori*, deux en particulier :

- 1) Les Tziganes sont des nomades parasites, qui voyagent parce qu'ils le veulent bien.
- 2) Leur mode de vie (la musique et les feux de camp) les rend sympathiques, ils vivent libres et sans contraintes.

Les préjugés positifs et négatifs sont bel et bien l'envers et l'endroit d'une même médaille, avec comme meilleur exemple, la prétendue volonté de voyager des Sinti et des Roms.

Historiquement, ce préjugé est difficile à tenir.

À l'origine, les Roms viennent du nord-ouest de l'Inde : leur langue, le romani, est sans aucun doute de la même famille que certaines langues indiennes. Ils ont très vraisemblablement été déportés dans les Balkans au IX^e et au X^e siècles par des conquérants islamiques, à la suite de quoi apparut le nom «Tzigane», qui vient du turc ancien «tschigan», qui signifie pauvres gens, ceux qui n'ont rien.

Aujourd'hui, on a malheureusement oublié que l'esclavage a existé jusqu'au XIX^e siècle non seulement en Amérique mais aussi en Europe. C'est seulement à partir de 1855-1856 et finalement en 1864 que l'esclavage des Roms a été aboli en Moldavie. Pendant des siècles, l'esclavage a

également existé dans les autres régions des Balkans. Les plus anciens documents faisant état du commerce d'esclaves roms datent du XIV^e siècle. Les esclaves roms étaient répartis en *tigani de casati* (esclaves pour les travaux domestiques) et *tigani de ogor* (esclaves pour les travaux des champs).

Les Roms du premier groupe étaient les esclaves soit de la Couronne, soit de l'État, soit de l'Église (*sclavi monastivesti*). Les esclaves des champs, quant à eux, servaient aussi bien les barons que les petits propriétaires terriens. Les Roms qui voulaient par exemple traverser la Moldavie et la Wallachie étaient capturés et réduits en esclavage. Comme ils étaient esclaves, ils ne pouvaient choisir ni leur lieu de vie ni leur travail ; les mariages étaient arrangés par les propriétaires, ou bien le consentement de ces derniers était nécessaire.

Dans le carnet de bord de son voyage dans les Balkans en 1839, le journaliste français Félix Colson décrit comment les Roms étaient fouettés et tués pour des motifs sans importance. La fuite était l'unique façon d'échapper à l'esclavage. Ainsi, les «Netotsi» regroupaient les Roms qui avaient fui, se cachaient dans la forêt, vivaient dans des conditions extrêmement désagréables et risquaient en permanence d'être à nouveau faits prisonniers. L'unique véritable refuge pour les fuyards était l'Europe centrale et occidentale. Des documents datant du début du XV^e siècle font état des premiers Roms qui prirent la fuite, en 1407 à Hildesheim et en 1416 dans la Hesse. Les Sinti en Allemagne, les Manouches en France ou les Gitans en Espagne sont leurs descendants.

Ainsi, il n'y avait pas d'esclavage en Europe centrale et occidentale, mais les Roms ont été dès le début en butte à la répression et aux persécutions. La première loi allemande anti-Rom remonte à 1416 ; jusqu'en 1774, 47 autres lois ont suivi. Comme les Juifs, les Roms étaient soupçonnés d'être des espions, de propager la peste et d'être des hérétiques. Les directives données par l'empereur Maximilien en 1500 sont symptomatiques de la politique pratiquée par l'Allemagne vis-à-vis des Roms : selon ces directives, les Roms avaient jusqu'à Pâques de l'année prochaine pour quitter l'Allemagne. Comme ils ne pos-



sédaient pas de terre et n'appartenaient à aucun corps de métiers, les Roms restaient, tout comme les Juifs, réduits au commerce et aux petits travaux manuels.

L'unification de l'État allemand n'apporta pas non plus aux Roms l'égalité devant la loi et l'État. La façon dont les Roms étaient traités par la police sous l'empire et pendant la République de Weimar relève d'une pratique discriminatoire particulièrement évidente. En 1899 fut fondée la *Landfahrzentrale*³, le premier bureau de police chargé exclusivement de la surveillance, du recensement et de la persécution des Roms. Il ne fut fermé qu'en 1982.

La libération des Roms de l'esclavage en 1894 leur a certes apporté, du moins formellement, la liberté juridique, mais elle les a cependant conduits, pour la plupart, à dépendre économiquement de leurs anciens propriétaires. Les tentatives d'émigration vers l'Europe centrale et occidentale ont fini par les contraindre au nomadisme : ils ont en effet été expulsés d'un pays vers l'autre et ils le sont encore aujourd'hui. Cet état de fait concerne environ vingt à trente mille Roms (surtout ceux qui sont issus des *Kalderaches*⁴ et des *Lovara*⁵).

La persécution des Roms et des Sinti a atteint son paroxysme pendant le national-socialisme. Leurs familles furent déchirées, des milliers d'entre eux furent stérilisés de force ; ils furent persécutés par les lois « raciales » de Nuremberg, enfermés dans des camps, fusillés par les groupes d'intervention, déportés dans les ghettos et dans les camps d'extermination, où ils trouvèrent la mort. Les SS, la police, l'administration, la justice, la Wehrmacht, l'Église et le milieu scientifique ont travaillé main dans la main au recensement et à l'extermination d'environ 500 000 Sinti et Roms.

Les développements de l'histoire mettent en évidence les problèmes auxquels les Roms se trouvent confrontés aujourd'hui. Ils vivent de la même façon que les minorités,

Depuis le XIX^e siècle, ils sont expulsés d'un pays à l'autre.

Depuis novembre 1988, des milliers d'entre eux s'opposent aux expulsions répétées des leurs hors d'Allemagne et exigent le droit de séjour.

dispersés dans les différents pays européens. Depuis le XIX^e siècle, ils sont expulsés d'un pays à l'autre. Depuis novembre 1988, des milliers d'entre eux s'opposent aux expulsions répétées des leurs hors d'Allemagne et exigent le droit de séjour. Avec des actions publiques comme l'occupation du mémorial de l'ancien camp de concentration de Neuengamme ou encore la Marche des Mendiants à travers la Nord-Rhénanie-Westphalie, ils tentent d'attirer l'attention du peuple allemand sur leur situation. Lorsque la Marche des Mendiants a été finie, le gouvernement du land de Nord-Rhénanie-Westphalie n'a pas tenu sa promesse, à savoir les reconnaître comme *apatrides de facto*.

La situation en Europe de l'Est est toujours



allée en s'aggravant. Les Roms vivent au ban de la société et sont le plus souvent rejetés ; ils vivent dans des ghettos, sans travail ni espoir. Ils se trouvent au beau milieu des conflits qui opposent différentes nationalités et ont été à plusieurs reprises victimes d'agressions et de pogroms. En ce qui concerne le territoire de l'ex-Yougoslavie, leurs familles ont été déchirées pendant la guerre civile et ils ont été enrôlés de force dans les rangs de l'armée.

Les premières associations de Roms en Europe de l'Ouest ont vu le jour dans les années 1970. Depuis le début du processus de démocratisation en Europe de l'Est, des associations et des partis politiques ont également été fondés là-bas. Ceux-ci sont partiellement représentés dans les Parlements par leurs propres listes, comme par

exemple en Hongrie, en République tchèque et en Roumanie. À côté du Conseil central des Sinti et des Roms allemands, d'autres groupes politiques sont nés ces dernières années, comme le RNC (Roma National Congress), qui se comprend comme un groupe de défense des intérêts des Roms comme peuple européen, car les Roms ont l'habitude que leur culture, leur langue et leurs traditions dépassent les frontières des seuls pays européens.

Les institutions européennes se sont exprimées à plusieurs reprises sur la situation des Roms. Ainsi, le conseil des ministres européens en 1975 et la commission parlementaire du Conseil de l'Europe en 1981 se sont prononcés contre la discrimination des Roms *apatrides* et ils ont demandé aux gou-

vernements européens d'accorder un droit de séjour à ces groupes établis dans leur pays.

En mars 1992, la commission pour les Droits de l'Homme des Nations unies a adopté une résolution intitulée « Protection des Roms ». Seule l'Allemagne a voté contre ce projet.

En août 1992 a eu lieu un rassemblement de l'EUROM. En novembre 1990 lors d'un congrès à Mülheim auquel participèrent des représentants d'associations roms de seize pays, un regroupement politique européen des Roms a été fondé, qui s'appelle EUROM. Dans le futur, l'EUROM doit servir de Parlement européen. Ainsi, le présidium provisoire a été chargé d'organiser dans les prochaines années des élections parmi les Roms d'Europe. En janvier 1991 a commencé un dialogue conséquent entre l'EUROM et le Conseil de l'Europe.

5

Traduction d'un article paru dans le magazine allemand *Zeichen* (Ce numéro de septembre 1992 était consacré aux Tziganes)

1. *La Religion dans l'Histoire et le temps présent*, Tübingen, 1962.
2. Ils s'appellent eux-mêmes les Roms, seuls les non-Roms les appellent Tziganes en Allemagne. Sinti, c'est le nom que se sont donnés les Roms qui vivent depuis six cents ans en Allemagne.
3. Centrale des gens du voyage.
4. Tziganes résidant essentiellement en ex-URSS, mais certains résident en France.
5. Tziganes résidant essentiellement en Hongrie, mais certains résident en France.

À propos de Jimmy Goldsmith



Jimmy Goldsmith, vedette des médias, milliardaire, ami de Philippe de Villiers, député européen sur la liste de ce dernier... Voilà ce que l'on sait principalement du personnage en France. Mais n'y a-t-il pas d'autres éléments qu'il serait intéressant de connaître concernant Jimmy Goldsmith ?

Le contrat Sizewell

En 1979 est créée en Angleterre une entreprise appelée Zeus Security Consultants Limited. Zeus était entièrement financée par Goldsmith, et au bureau directeur de la compagnie se trouvaient Sir Philip John (un ancien major général de l'armée britannique), Peter Hamilton (ancien des services secrets), Lord Chalfont (ancien secrétaire à la Défense travailliste et ancien directeur général d'une chaîne de télévision commerciale) et Antonio von Marx. Von Marx faisait aussi partie du bureau de la Zeus Security Guards Limited et de la Générale Occidentale Limited. Jusqu'en 1980, la plupart des actions de la compagnie appartenait à la General Omega AG du Liechtenstein, à Anima von Marx en Suisse, et à une autre compagnie appelée Argyle Securities. En 1981, la Générale Occidentale entre dans le capital de la société.

Quelles sont ces sociétés et qui sont ces individus ?

Argyle Securities est une filiale de Cavenham Limited qui était entièrement contrôlée par Jimmy Goldsmith. General Omega AG est aussi une société de Goldsmith, dirigée par Anina von Marx. Les von Marx sont liés à Goldsmith, Antonio est son neveu. Ainsi, à travers ses sociétés et sa famille, Zeus appartient à Goldsmith. En 1982, deux autres sociétés (River Plate & General Investments et National and Foreign Securities Limited) ont acheté des actions de Zeus. Après que Zeus a fait ses premiers bénéfices à la fin de 1983, Goldsmith a vendu la moitié de ses actions. C'était au moment où Zeus avait obtenu un contrat pour la centrale nucléaire Sizewell B qui faisait l'objet d'une enquête d'utilité publique pour savoir si on allait ou non la construire. Ce projet Sizewell est une partie importante de cette histoire.

L'objectif de la société, qui est officiellement enregistré auprès du gouvernement britannique, était le suivant : « Organiser une agence de sécurité afin de fournir toutes sortes de services à toutes formes de gouvernement ou autres autorités [...] entreprises ou sociétés de toutes sortes [...] » C'est assez justement défini. Un article du magazine *Lobster*, spécialisé dans le rensei-

gnement, définissait Zeus comme « un quasi service secret à l'âge électronique » qui avait toutes les possibilités pour organiser des surveillances et du renseignement. L'ancien ministre David Mellor admit que Zeus Security Guards, une filiale, avait été utilisée pour fournir au gouvernement des agents de sécurité à trois occasions au moins. L'article de *Lobster* faisait référence à une source appelée « Captain » qui avait travaillé pour le MI5¹ et les SAS², et indiquait que Zeus avait participé à des campagnes de dénigrement et à d'autres affaires et qu'elle était utilisée comme couverture pour des opérations du MI5.



Hilda Murrell

Le contrat de Zeus pour le projet Sizewell a été donné à Goldsmith par une société appelée Westinghouse, qui avait dessiné le réacteur nucléaire. Peter Hamilton, un directeur de Zeus, a sous-traité le travail à Barrie Peachman, qui possédait un bureau d'enquête appelé Sapphire Investigations. Peachman a offert à son tour le travail à un de ses agents réguliers, Vic Norris. Vic Norris, également appelé Adrian Hampson, est un néo-nazi bien connu. Il a fondé la Nazi Phoenix Society et il est un membre important de la Slavo et du 5000 Group³. Il possède également une société de vente par

correspondance d'articles de militaria nazie, AH Services (AH pour Adrian Hampson mais aussi pour Adolf Hitler). Parallèlement, Norris a été condamné pour sévices sur enfants : il a fait six ans de prison pour avoir prostitué sa propre fille⁴.

Le meurtre de Hilda Murrell

L'ordre qu'avait reçu Zeus pour le projet Sizewell était « de s'assurer des identités des principaux opposants [...] si possible, d'obtenir la liste des opposants, de leurs contacts avec les médias, de leurs affiliations politiques, etc. ». Et c'est exactement ce qu'a fait Norris. Une des opposantes était une vieille femme de 78 ans, Hilda Murrell. Horticultrice de renom, elle était très active au sein du mouvement antinucléaire et préparait un dossier sur l'enquête de Sizewell. Malgré son âge, elle était très active et faisait preuve de beaucoup d'intelligence ; elle est devenue la première cible pour les espions de Zeus. Elle se savait sous surveillance : un mois avant sa mort, elle confia à ses amis qu'elle était inquiète et qu'elle sentait sa vie en danger. Son meurtre a eu lieu le 21 mars 1984, et l'enquête le concernant a été très suivie en raison de ses circonstances troublantes⁵. Son corps a été trouvé dans un bois quatre jours après qu'elle ait été kidnappée. Il est possible qu'elle ait été violée. L'enquête a conclu qu'elle avait dû déranger des cambrioleurs alors qu'elle rentrait inopinément chez elle. Cependant, les enquêtes des journalistes ont montré qu'il ne s'agissait pas d'un cambriolage, même si quelqu'un était présent dans la maison ce soir-là. Il semble que, en rentrant chez elle, Hilda Murrell aurait surpris un ou des agents qui cherchaient des papiers ou des documents. Des enquêtes ont montré plus tard que son téléphone avait été placé sur écoute.

La connexion Belgrano

Une des théories concernant l'identité des agents présents ce soir-là supposait qu'ils cherchaient un livre de bord manquant de HMS Conqueror. Car le neveu de Hilda Murrell, Rob Green, avait été capitaine⁶ dans la Marine britannique pendant la guerre des Malouines. Il était officier de renseignement et avait intercepté le message de Margaret Thatcher qui décidait de changer les règles de la guerre et autorisait l'attaque contre le croiseur argentin General Belgrano en dehors des eaux territoriales britanniques.

Puisqu'on en parle...

«Le GRECE a 25 ans !» se réjouissait le staff de la Nouvelle Droite réuni pour son 28^e colloque à Bagnolet. Ça se fête : les intervenants, exceptionnels pour l'occasion, étaient invités à disserter sur le thème «Gauche-Droite, la fin d'un système». Marco Tarchi, le De Benoist italien, a bien évidemment parlé des événements en cours dans son pays, se réjouissant du dialogue existant en ce moment entre son école et les intellectuels de gauche. Très attendu, l'ancêtre Dominique Venner, créateur du très fascinant Europe-Action, aux origines du GRECE, et directeur de la revue *Enquête sur l'Histoire*, a tenu un discours curieusement très «vieille Droite», appelant à «l'éthique du devoir chevaleresque contre les non-valeurs du commerce». Gilbert Comte, ancien chroniqueur au *Monde*, ancien membre des cabinets de Chevènement et Cresson, a vitupéré contre la «gâche» pendant plus d'une demi-heure, dans un pamphlet décousu qui a curieusement «oublié» la droite. D'où de vigoureux applaudissements des 400 personnes de la salle. De Benoist n'a pas fait cet oubli : discours puisant aux sources, de Raymond Aron à Rosenzweig, en passant par Serge Latache, analyse fine et absolument sans faille sur «cette gauche qui a perdu ses principes face à une droite qui ne s'est jamais soucié d'en avoir», et détruisant dans son discours la «démocratie commerciale qui ne laisse plus d'autre choix qu'entre le social-libéralisme et le libéralisme social». Il n'était donc pas vraiment curieux, vu ce discours, de voir à la tribune un représentant de la voie chérie depuis plus d'un an par le GRECE, à savoir l'écologie. Et pas n'importe lequel : Edward Goldsmith est une des autorités mondiales en matière d'environnement. Il a reçu en 1991 le prix Nobel alternatif et a fondé la revue *The Ecologist*. Tenant modérée de l'écologie profonde, en opposition avec l'écologie sociale, Goldsmith s'est attaqué dans son discours au GATT et à la paupérisation qu'il entraîne au niveau mondial. Il propose comme solution des micro-structures économiques, socle créateur de nouvelles solidarités et à même de revitaliser le tissu social. «La Nouvelle Droite, ajoutait-il, est la bienvenue dans ce combat». Le REP (GUD-FNJ) qui assurait le service d'ordre du colloque, ainsi que les quelques élus FN et Vlaams Blok présents étaient-ils compris dans l'invitation ?

Goldsmith est très décrié dans les milieux écologistes français. Si certains reconnaissent son apport indéniable à la pensée «verte», d'autres s'inquiètent de son soutien financier à des associations comme ECO-ROPA, très investie dans la lutte anti-GATT. Certains soulignent que l'argent vient de son frère Jimmy, ce qui pose nombre de problèmes politiques. ECO-ROPA, à la suite de cette affaire, a subi une scission interne. La présence d'Edward au colloque du GRECE va-t-elle amener d'autres positions ?

Ordre avait été donné au Conqueror de couler le Belgrano : il y eut 368 personnes tuées. Green devait savoir que le message de Thatcher pouvait s'apparenter à ce qui pouvait être un crime de guerre. Il prit sa retraite après la guerre, mais il fut soupçonné de laisser filtrer, contrairement au Official Secrets Act, des informations sur la vérité à propos des ordres concernant le Belgrano, qui quittait les Falklands lorsqu'il a été attaqué. On pensait que Rob Green avait donné le livre de bord à sa tante pendant qu'il faisait l'objet d'une enquête. Green fut disculpé, et certains suggérèrent que le meurtre avait eu lieu alors que des agents du gouvernement cherchaient le journal de bord manquant.

Mais qui a tué Murrell ?

Les preuves réunies par les journalistes suggèrent que les événements touchant la mort de Hilda Murrell peuvent laisser penser qu'il s'agit là d'un cas classique d'opération de services de renseignement qui tourne mal. L'informateur qui a renseigné *Lobster* a indiqué qu'il avait le nom des trois suspects. Curieusement, Barry Peachman de Sapphire, qui avait loué les services de Vic Norris, s'est tué quelques jours après le meurtre de Mme Murrell. Il a raconté à «Captain», la source de *Lobster*, qu'il avait «de graves problèmes» et qu'il voulait se suicider.

Il y avait d'autres raisons à ce suicide : il faisait en effet l'objet d'une enquête due à des irrégularités financières concernant son entreprise, il avait une aventure avec une des directrices de Sapphire... Mais la date de sa mort pourrait laisser penser qu'il aurait pu être impliqué dans la mort de Mme Murrell. Peachman aurait ainsi pu être un des agents qui a tué Mme Murrell, ou du moins connaître les meurtriers. Le 14 mars 1985, un an après le décès de Mme Murrell, un appel anonyme est arrivé à la BBC disant que Peachman avait tué Mme Murrell. Par ailleurs, Peachman s'est suicidé devant la maison de sa maîtresse, Shirley Anna Smith. Selon la source de *Lobster*, cette dernière était directement impliquée dans l'opération Sizewell, et ne peut par conséquent pas être exclue de la liste des suspects. Vic Norris ne peut pas non plus en être exclu.



Il est le genre d'homme à cambrioler une maison, et par ailleurs, il a été impliqué plusieurs fois dans des affaires sexuelles. Il a été employé par Peachman sur le contrat Sizewell et pourrait avoir commis un

crime d'une telle brutalité ; après le meurtre de Hilda Murrell, il a disparu, et tous les efforts pour le retrouver ont été vains.

La société Zeus est indirectement responsable parce qu'elle a financé cette opération, et elle a été sanctionnée par les services de sécurité britannique pour l'avoir menée. Les services de sécurité sont eux aussi impliqués dans cette affaire. Aucune enquête officielle n'a été menée contre Zeus ou Sapphire ni sur le rôle de Peachman et Norris, c'est-à-dire leurs contacts avec les services secrets, précisément parce que cela aurait été trop embarrassant pour le gouvernement, en particulier parce que cette enquête aurait montré que derrière Zeus on trouvait un ancien ministre (Chalfont qui, à la fin des années 1980, était à la tête d'une boîte à penser de droite extrême sur le terrorisme), et un capitaliste international en vue (Goldsmith). Après l'affaire Murrell, Zeus a changé son nom, d'abord en Peter Hamilton (Security Consultants) Ltd, puis en Securipol Ltd.

Zeus et l'écologie

Les relations entre Goldsmith et Zeus posent problème. Goldsmith a toujours dit qu'il était opposé au nucléaire et à la pollution, et il a aidé au lancement de l'Ecological Foundation et financé Friends of the Earth dans ses activités antinucléaires. Il a aussi apporté des fonds à son frère Teddy (Edward) pour lancer un magazine vert appelé *The Ecologist*. Mais Zeus n'a jamais été une organisation uniquement préoccupée par l'espionnage d'opposants au nucléaire. C'était une société d'enquête, et Zeus était utilisée à l'origine pour espionner ses concurrents en affaires. Ainsi, il était logique pour Goldsmith d'entrer dans le jeu des services secrets. Il n'était pas directement impliqué, ayant seulement financé cette société : il peut donc aisément nier toute implication dans le meurtre de Hilda Murrell.

Goldsmith et la droite

Goldsmith et Zeus ont des liens permanents avec le Parti conservateur. En 1974, quand le premier ministre Edward Heath préparait les élections législatives (qu'il perdit), Goldsmith a fait une série de réunions publiques avec Heath à propos du financement de sa campagne. Goldsmith avait déjà contribué au financement du parti à hauteur de plus de 100 000 £ (soit près d'un million de francs). On a suggéré que si les conservateurs gagnaient des élections, Goldsmith pourrait avoir un poste ministériel. À la

même époque, Goldsmith a fondé et financé le Centre for Policy Studies, une boîte à penser de droite qui fut partie prenante dans l'ascension de Thatcher et de la Nouvelle Droite dans le Parti conservateur. Cet organisme est toujours actif aujourd'hui. En 1984, Goldsmith a été invité à prendre la parole à un forum organisé par le National Security Information Centre (NSIC) qui est lié à la CIA et emploie d'anciens membres de l'Agence. Il a tissé des liens avec les États-Unis lorsqu'il a fondé AIM (Accuracy in Media) avec Richard Nixon et Spiro Agnew. AIM est un lobby qui travaille pour la droite et dont le principal porte parole était Richard Melon Scaife, qui est lié à l'organisme de droite l'Heritage Foundation, lui-même lié à la WACL⁶. Goldsmith a mis en place le Council of the Campaign for a Free World, un groupe de droite radical fondé par l'Heritage Foundation.

Spycatcher

Goldsmith a été cité par Peter Wright de *Spycatcher* comme étant un des personnages qui avaient comploté pour renverser le gouvernement Wilson⁷. Ceux qui ont lu le livre savent qu'il a été beaucoup corrigé par l'auteur avant l'impression, parce qu'il avait peur d'être poursuivi par le gouvernement britannique pour avoir brisé l'Official Secrets Act. Avec Goldsmith, Wright implique aussi David Stirling, le fondateur des SAS, et George Kennedy Young, un

ancien membre du MI6 et du Monday Club. Le Monday Club était un groupe-passerelle entre le Parti conservateur et l'extrême droite en Grande-Bretagne. Les trois hommes ne sont pas cités dans le livre, Wright ayant caché leurs identités. Cependant, lors d'un programme télévisé montré en Grande-Bretagne à *Panorama*, une émission très respectée consacrée ce jour-là à l'affaire *Spycatcher*, une page écrite à la main, non publiée, a été brièvement montrée à l'écran. L'émission fut enregistrée par le 1 in 12 Club⁸ qui déchiffra la page avec *Black Flag* ; le texte en fut publié plus tard⁹. L'homme appelé Victor dans le texte est Victor Rothschild, qui travailla pour les services secrets britanniques et fut le conseiller de Edward Heath ; c'est aussi un ami et une relation de Jimmy Goldsmith. Le texte original est le suivant (les parties illisibles sont laissées en blanc) :

«Je savais déjà par Victor qu'il était un ... le faire et il était occupé à se faire bien voir ... dans l'espoir d'un titre. Éméché, Goldsmith dit assez librement qu'il avait besoin de conseils venant de quelqu'un qui serait «au parfum» sans expliquer vraiment ce qu'il voulait dire exactement, ou combien il était préparé à payer pour cela. Ensuite, il suggéra que je mange avec lui et quelques-uns de ses collègues dans un hôtel de Londres afin de discuter sa proposition en détail. Ses collègues formaient une bande curieuse. David Stirling, le fondateur des Special Air Service, était là,

ainsi qu'un homme appelé George Kennedy, un ancien officier du MI6 que Dick White n'aimait pas du tout et qu'il a mis à la retraite dès qu'il a pu, après être devenu directeur. Il y avait d'autres personnes, principalement des hommes d'affaires...» Cela ne fut jamais publié dans le livre, mais Paul Greengrass, qui aida Peter Wright à écrire *Spycatcher*, confirma que la page qui a été montrée à *Panorama* concordait avec ce que Wright lui avait dit et représentait le témoignage non censuré de Wright. À chacun de tirer ses conclusions !

1. Service de renseignement britannique.
2. Special Air Service, troupes d'élite de l'aviation britannique.
3. Il s'agit de trois organisations d'extrême droite assez peu connues.
4. Toutes ces informations viennent de *Black Flag*, n°184, 15 août 1988.
5. On trouvera l'histoire complète de ce meurtre dans *Death of a Rose Grower*, Graham Smith, Cecil Woolf, London, 1985 et *Who Killed Hilda Murrell*, Judith Cook.
6. Lieutenant Commander en anglais.
7. *Black Flag*, n°185, 3 octobre 1988.
8. World Anti-Communist League, Ligue anticommuniste mondiale.
9. *Spycatcher*, Peter Wright, éditions Robert Laffont, Paris, 1987.
10. Un centre anarchiste et un groupe de recherche basé à Bradford.
11. *Black Flag*, n°187, 12 décembre 1988.

De Villiers : Le vicomte à dormir debout

« Je suis le cavalier blanc,
je parcours les bois et les champs... »



8

Faire un papier sur Philippe De Villiers n'est pas chose évidente pour une revue militante comme *REFLEXes*. Non seulement l'individu est retors et politiquement incohérent comme nous pourrions le voir ci-après, mais il a surtout déjà été beaucoup «couvert» par la presse nationale dans toutes ses composantes. C'est d'ailleurs certainement à cette «couverture» que l'on reconnaît en De Villiers un pur produit de notre époque politique, tant il en présente toutes les tares : vacuité intellectuelle et suprématie de l'apparence.

La presse de droite est bien sûr l'espace où De Villiers a pu le plus s'exprimer ; non seulement dans le groupe Hersant, ce qui va de soi (tous journaux confondus : *Figaro*, *Figaro-magazine*, *Madame-Figaro*, *France-soir*...), mais également dans *Le Quotidien*

de Paris, *Le Point*, *L'Express*, *Paris-Match* (grâce à l'ineffable Jean Cau), *Valeurs actuelles*... *Le Figaro-magazine* et *Madame-Figaro* ont assuré à eux seuls plus d'une trentaine d'articles depuis 1989. Ce n'est pas foncièrement étonnant : Philippe De Villiers n'a fait que remplacer Jean-Marie Le Pen dans le cœur de Louis Pauwels à partir de 1991. Il bénéficie donc de la même pub que celle qu'a pu avoir Le Pen en son temps (1984-1986) et qui prend bien souvent l'allure des aventures de Tintin : De Villiers avec ses enfants, De Villiers sans ses enfants, De Villiers et Karol Wojtila, De Villiers et les Bolcheviks, Les vacances de Monsieur De Villiers, De Villiers, Gaudino et le juge Jean-Pierre sont dans un bateau, etc. Mais l'on retrouve Philippe De Villiers également dans la presse de sensibilité dite de

«gauche» : *L'Événement du Jeudi*, *Globe-Hebdo*, *Le Nouvel Observateur*, *Vendredi*... Le personnage n'a d'ailleurs pas d'a priori et fait preuve d'une grande largeur d'esprit puisqu'on le retrouve aussi dans *Entrevue'* (le torchon d'Ardisson), coïncé entre un reportage sur Tabata Cash, et un autre sur le porno amateur, et dans *Lui*² (le torchon de Phillipacci). La presse de qualité en somme...

L'aspect le plus spectaculaire de cette couverture médiatique est l'image qu'elle a réussi à imposer et qui revient comme un leitmotiv au fil des reportages, sans que les journalistes fassent le moindre effort critique. Ainsi, De Villiers serait un «gauchiste de droite», un «fin connaisseur de Gramsci»... La notion pourrait faire rire (au même titre que celle d'anarchiste de droite) si elle ne parvenait à faire du Vendéen un «dangereux» iconoclaste. Or, il est difficile

de transpirer plus le conformisme et l'auto-satisfaction que De Villiers. Il en va de même pour sa prétendue connaissance de Gramsci qui est censée lui assurer une aura tout à la fois sulfureuse et une certaine ouverture d'esprit. Or, pas un seul journaliste qui répand bêtement cette légende ne semble avoir saisi les erreurs grossières que De Villiers commet par rapport au marxisme, erreurs qui montrent à l'envi que le Vendéen n'a jamais lu Gramsci... à moins qu'une «fine connaissance» de Gramsci ne se résume à la vague notion «d'hégémonie culturelle». Ainsi, pour De Villiers, Marx aurait inventé la «calamiteuse» théorie des classes sociales, si nuisible à l'unité de la nation (alors que c'est en fait A. Smith dont Philippe De Villiers est pourtant si friand), de la même façon que Marx n'aurait rien compris aux libertés «formelles» et aux libertés «réelles», les libertés formelles étant les valeurs pour De Villiers³ ! Mais rassurons-nous, le Vendéen ne connaît pas plus l'anarchisme, qui est pour lui une «doctrine cousine» de l'ultra-libéralisme⁴ (les libertariens américains). A contrario, De Villiers serait un vrai maurrassien... Mais la simple honnêteté intellectuelle suffit à constater que ce genre d'affirmation est offensant pour l'ultra-nationaliste et antisémite que fut Maurras, et il n'y a bien que *Le Nouvel Observateur*⁵ pour décrypter une quelconque once de maurrassisme dans le discours du Vendéen. N'est pas intellectuel, même de droite, qui veut...

L'une des autres facettes du personnage construite par la presse est sa prétendue qualité «d'agitateur d'idées» et de faiseur de bons mots. En ce qui concerne ses fameux «bons mots», le tour est vite fait. Le Vendéen sait se montrer caustique, mais il est surtout maître dans l'art de réchauffer les plats, et une blague foireuse peut servir de nombreuses années : ainsi, sa comparaison du tandem Chirac-Giscard au couple Liz Taylor-Richard Burton apparaît pour la première fois en 1989⁶ et ne cesse depuis de parsemer ses déclarations, la dernière en date se trouvant dans l'interview accordée à *Entrevue* (il faut dire qu'il y est interviewé par Basil de Koch, sinistre animateur de la revue *Jalons* et qui sait par conséquent se contenter de peu en guise d'humour). *Idem* pour sa blague où il se compare à un «beur de seconde génération»⁷ parce que l'installation de la famille De Villiers en Vendée remonte à son père. Bref, un joyeux luron et un vrai boute-en-train... Pour ce qui est de sa qualité «d'agitateur d'idées», les politologues de tout poil ont beaucoup discuté pour savoir de quelle nature était le phénomène De Villiers. En particulier, l'un des enjeux était de savoir dans quel courant de pensée on pouvait situer De Villiers selon la grille de lecture théorisée par René Rémond sur *les Droites en France* : orléaniste, bonapartiste ou contre-révolutionnaire (légitimiste). Les suffrages se portaient en général sur ce dernier courant, à la fois pour sa qualité revendiquée de «vendéen» et pour son catholicisme rigoriste affiché. Cependant, il est évident qu'à ce niveau apparaissent des différences de conception liées à l'apparte-

nance politique. Ainsi, c'est bien évidemment à gauche⁸ que cette théorie est le mieux acceptée, certains allant même jusqu'à le taxer de «fasciste», comme si ce qu'il propose n'était pas déjà suffisamment insupportable sans qu'on ait à en rajouter. Cela présente en outre le réel désavantage de masquer l'origine politique du Vendéen, qui est la droite dite «parlementaire». Ce courant s'est d'ailleurs évertué à prouver que De Villiers était un jeune homme moderne, de droite mais sans plus. On peut même lire dans sa biographie officielle (écrite par deux journalistes de *Valeurs actuelles*, et qui ressemble bien plus souvent à un panégyrique façon «Fils du Peuple» qu'à un travail sérieux) qu'il est en fait inclassable car il est tout simplement un «mutant». Il fallait oser et on ne leur fait pas dire !

Finalement, la plupart des journalistes s'accordent sur quelques critères : traditio-



nalisme catholique, anticommunisme, moralisme, nationalisme et *tutti quanti*. Seulement, il est rare de trouver autant de contradictions pour venir désavouer ces critères sur une aussi courte carrière politique. Anti-maastrichtien, De Villiers ? Oui, sauf qu'avant d'en faire un cheval de bataille médiatique, il y trouvait peu de choses à redire et votait, sans état d'âme particulier, la ratification de l'accord de Schengen... Anti-cohabitationniste ? Oui, sauf qu'après avoir annoncé qu'il combattrait tout gouvernement «collaborateur»⁹, il votait l'année dernière la confiance au gouvernement Balladur sans tambour ni trompette. Incorruptible ? Oui, sauf que le népotisme semble être une règle de fonctionnement normale

pour la famille De Villiers et que le Vendéen n'hésite pas à mettre les sous du citoyen à contribution lorsque cela l'arrange : affaire du château de la Chabotterie¹⁰, subventions illégales aux écoles catholiques, spectacle du Puy-du-Fou (cinéscénie, comme il dit) sous perfusion pendant des années, «affaire» de l'assistant parlementaire¹¹, bref un sens de la légalité à géométrie variable... Grand défenseur de la culture française, De Villiers ? Oui, sauf qu'en dépit de ses imprécations «contre la culture Coca-Cola contre laquelle il aurait été de notre devoir de lutter»¹², le début des années 1980 le voyait faire le voyage à Disneyland tous les ans¹³. Soucieux du respect des engagements, De Villiers ? Oui, sauf que le constat dressé par *Le Canard enchaîné*¹⁴ sur son (in)activité parlementaire est édifiant et qu'à l'heure actuelle, il n'a toujours pas appliqué ses promesses d'avant les élections européennes. La liste est fastidieuse, mais elle pourrait l'être plus encore, et c'est sans doute un vieux fond de charité chrétienne qui me pousse à ne pas te l'infliger, ami(e) lecteur et lectrice. Mais, parmi les gens lucides, qui cette liste pourrait-elle surprendre, lorsqu'on connaît le parcours politique du Vendéen, guère plus cohérent que ses grandes déclarations. Le seul point commun entre la cohabitation dans le gouvernement Chirac, le soutien à Raymond Barre, l'aventure des «rénovateurs» quadras, la croisade anti-corruption et le nationalisme exacerbé n'est-il pas l'opportunisme de De Villiers et la conviction chez celui-ci que ce sont des thèmes ou des engagements «porteurs» pour son ambition personnelle qui semble démesurée ? Mais il est vrai qu'il aurait tort de se gêner, puisque l'électorat susceptible d'être touché par ses incantations fait l'impasse totale sur son passé et ne s'intéresse à lui qu'en tant que vecteur d'un certain courant d'idées. Cela est parfaitement clair en Côte d'Or¹⁵ par exemple, où De Villiers a fait parmi ses meilleurs scores lors des élections européennes. Les individus qui se sont engagés pour lui, organisant des cars pour le meeting de Paris, préparant sa venue à Dijon, collectant des fonds, sont bien souvent issus de la petite bourgeoisie dijonnaise et ont réussi à entraîner dans leur sillage des éleveurs bovins proches de la FFA, des viticulteurs de la Côte, des petits patrons... Solidement ancrés à la droite du RPR, ils vouent une admiration sans faille à Charles Pasqua, même si le premier tour des élections les a souvent vu voter Front national. Ce sont d'ailleurs les mêmes qui, il y a de cela quelques années, s'amusaient beaucoup à faire circuler dans des soirées privées et parmi un public averti un pseudo-questionnaire concocté par le directeur de la police municipale de Dijon de l'époque et dont le racisme anti-maghrébin était immonde. Ce courant d'idées, sur quoi repose-t-il ? Tout d'abord sur un nationalisme virulent qui s'accompagne d'un ethno-différentialisme mal digéré. Mal digéré car contrairement à la Nouvelle Droite qui prétend aborder toutes les cultures sur un pied d'égalité, De Villiers, tout en affirmant qu'il respecte les étrangers quand ils sont chez eux, ne rate



Blanche-Neige et les sept nains (portrait de famille)

pas une occasion d'affirmer la suprématie des Européens, que ce soit en proposant le rétablissement des mandats occidentaux sur les pays africains comme au beau temps des colonies et de la SDN ou en rappelant que seul l'Occident a produit une vraie prospérité, la misère des pays du Tiers-Monde n'étant que le résultat de leurs propres civilisations. Il est, de fait, particulièrement cocasse de le voir stigmatiser «l'insuffisance des connaissances de nos contemporains en matière d'anthropologie et d'histoire»¹⁶, alors que son approche de l'Islam est manifestement plus que sommaire. Ensuite, une affirmation constante de la nécessité de la propriété privée (en particulier des moyens de production) qui acquiert de fait une valeur «d'ordre naturel» c'est-à-dire voulue par Dieu. Son anticommunisme et son opposition à l'ultra-libéralisme ne prennent tout leur sens que par rapport à cet attachement quasi «sacré» à la propriété privée : le communisme est ainsi contre-nature et l'ultra-libéralisme met en péril la petite propriété au sein de «l'entreprise France». D'ailleurs, pour lui, la «véritable tâche des entrepreneurs est la création de richesses et d'emplois»¹⁷, ce qui est bien sûr une escroquerie intellectuelle car tout le monde sait que dans le système capitaliste, le but de l'entreprise est de faire du profit et rien d'autre ! Cette adhésion sans retenue aux valeurs patronales explique mieux certaines positions :

- la haine de l'administration et des fonctionnaires¹⁸ accusés de «faire payer leur sécurité aux autres». De Villiers ne trouve pas de mots assez durs pour dénoncer la «soviétisation» de l'administration française et ne cesse de renier son passé d'énarque pour mieux vanter son activité d'entrepreneur de spectacle alors même que la ciné-scène du Puy-du-Fou fut une association longtemps subventionnée par le conseil général.
- la condescendance vis-à-vis des chômeurs qui se voient rebaptisés «accidentés»¹⁹ du chômage et suspectés d'être des parasites du système.

- la déférence devant les économistes et institutions économiques telles l'OCDE, l'INSEE (ou d'autres), qui sont censés déterminer la vérité absolue même s'ils ont des pratiques que l'on impute à l'adversaire. Ainsi, alors que Marx est accusé d'être un idéologue dogmatique, Maurice Allais est paré de toutes les vertus lorsqu'il déclare que le libre-échange mondial est une théorie correcte et que c'est la pratique qui est mauvaise²⁰... À dogmatique, dogmatisme et demi !

Mais cela explique d'autres positions comme celle concernant le travail des femmes. Contrairement à ce qu'on lit habituellement, De Villiers n'est pas pour un retour strict des femmes au foyer. Il préférerait en effet qu'elles puissent choisir le retour à la maison (car il est convaincu que c'est ce dont elles rêvent toutes), ou mieux le temps partiel²¹, celui-ci étant particulièrement avantageux pour les entreprises (une femme à temps partiel, c'est donné pour un patron !). On peut faire la même analyse pour l'école, et ce n'est d'ailleurs pas une surprise si Philippe Nemo fait parti de ses aficionados.

En réalité, les véritables passerelles avec la droite nationaliste se font à la fois sur la question de l'avortement et du vocabulaire. En effet, de façon similaire à la stratégie développée par l'extrême droite, De Villiers a entrepris de travestir des termes habituellement connotés comme «résistants». Ainsi, l'avortement devient un «génocide», l'immigration devient une «déportation» dont les «responsables seront jugés», la Révolution française devient la préfiguration de tous les grands totalitarismes et les massacres de Vendée une répétition de «dizaines et dizaines d'Oradour-sur-Glane»²², etc. Bien sûr, Philippe De Villiers se défend de toute parenté avec le Front national, sachant trop tout ce qu'il peut perdre en quittant la majorité libérale. Cet attachement à d'ailleurs pris ces derniers temps un aspect assez cocasse puisqu'après s'être fait virer du radeau du PR, il tente désespérément de se raccrocher au rafiote UDFR sous la ban-

nière Adhérent Direct. Ce dernier courant n'ayant pas l'air décidé à s'encombrer du bébé, De Villiers crée son parti... Cela ne règle rien par rapport au FN qui continue à ne pas trop savoir comment prendre le bonhomme. Récemment sur *Radio Courtoisie*, Jean-Claude Martinez essayait de définir sa position vis-à-vis du Vendéen en lançant que si «De Villiers était un grand garçon», il se rallierait au FN et les deux entités pourraient alors lutter ensemble. Dans le cas contraire, il resterait un «petit garçon»... Il n'y avait qu'à entendre l'embarras du représentant de Combat pour les Valeurs sur la même antenne face à la question d'un auditeur s'interrogeant sur la «nature profonde» de Jimmy Goldsmith²³ pour comprendre qu'un certain nombre d'adhérents du mouvement ne sont pas prêts à cotoyer ces éventuels nouveaux (et encombrants) amis. Ceux-ci en sont d'ailleurs tellement convaincus qu'on ne trouve pas un seul article qui ne soit critique parmi tous ceux parus dans *Minute*, *Présent*, *National Hebdo*...

Nous ne le répéterons jamais assez : le danger n'est pas tant que des mouvements réactionnaires et xénophobes arrivent au pouvoir, mais que leurs idées et propositions soient directement appliquées par des gouvernements libéraux ou sociaux-démocrates. De Villiers a suffisamment été soutenu par le passé par certaines figures de cette pseudo-gauche (Bernard Kouchner entre autres) pour que ce danger ne soit pas ignoré. Ceci d'autant plus que l'époque semble aimer cette catégorie de gredin politique...

1. n°2, septembre 1992.
2. Novembre 1989.
3. *Madame-Figaro*, 21 juillet 1990.
4. *De Villiers ou la politique autrement*, p. 99.
5. 26 septembre 1992.
6. *Ibid.*, p. 128.
7. *Le Figaro*, 9 octobre 1988, et *Globe-Hebdo*, 3 août 1993.
8. *Vendredi*, 29 mai 1992.
9. *Le Quotidien de Paris*, 19 janvier 1993.
10. *Le Canard enchaîné*, février 1992.
11. *L'Événement du Jeudi*, 20 juin 1992.
12. *Opus cité*.
13. *Ibid.*
14. *Le Canard enchaîné*, 4 mai 1994.
15. Attention, c'est du vécu !
16. *Figaro-Magazine*, 4 janvier 1992.
17. *Opus cité*, p. 168.
18. *Opus cité*, pp. 182 et 204.
19. *Opus cité*, p. 206.
20. *Opus cité*, p. 33.
21. *Opus cité*, pp. 134-135.
22. Il est d'ailleurs plus qu'affligeant de voir certains libertaires ou prétendus tels (en l'occurrence Michel Ragon) s'associer à De Villiers pour parler de la Vendée, et dans le *Figaro-Magazine* qui plus est ! *Figaro-Magazine* du 24 avril 1993.
23. À savoir qu'il était juif...



REFLEXE

étranger

Supplément au REFLEXE n° 70

Des Tchèques en blanc et brun

Depuis l'éclatement du bloc soviétique, et plus récemment, depuis le soi-disant «divorce de velours» entre la Slovaquie et la République tchèque, cette dernière est devenue l'un des lieux de prédilection des néo-nazis en Europe de l'Est. Ce phénomène n'est pas seulement marqué par les activités des néo-nazis tchèques, mais aussi par l'intérêt que lui portent les revanchistes allemands.

Les skinheads

Avant les rapides changements sociaux de 1989, la République tchèque (alors territoire de la Tchécoslovaquie) se distinguait par sa tolérance envers les différents groupes ethniques, raciaux et nationaux. Cependant, le racisme et la xénophobie existaient avant 1989, bien qu'ils aient été seulement latents (une conséquence de la société «fermée»). Depuis, l'intolérance s'est développée d'une manière effrayante, et les Vietnamiens sont devenus une cible privilégiée de la haine raciale, tout comme les Roms. L'antisémitisme reste quant à lui un phénomène marginal.

La violence des skinheads envers les Roms est soutenue par 22 à 37% de la population, suivant les

régions, et 30% des Tchèques souhaitaient que les Roms soient expulsés ou isolés.

Les premiers skinheads se sont organisés en 1990 autour d'un groupe de rock raciste appelé Orlik. Lorsque Orlik a sorti un LP et un CD en 1990, plus de 140 000 exemplaires se sont vendus dans les six premiers mois, démontrant ainsi que leurs textes racistes étaient acceptés par une grande partie des jeunes Tchèques, et pas seulement par des skins néo-nazis. Les groupes antiracistes tchèques estiment à environ 3000 le nombre de skins néo-nazis actifs, en plus des 4000 hooligans impliqués dans le mouvement raciste. Il existe principalement cinq groupes skins néo-nazis actifs :

- Les Hammerskins, réseau international basé aux États-Unis, qui

a des ramifications à Prague, Hodonin et Trutnov ; cette section publie un magazine intitulé *Patriot*. Les Hammerskins déclarent avoir pour objectif «l'unification de la race blanche».

- La WAR (White Aryan Resistance, Résistance aryenne blanche), également basée aux États-Unis ; elle a une section à Brno.

- L'Unité tchèque nouvelle, un groupe pseudo-intellectuel qui fait la guerre aux drogues et à l'alcool et aux «parasites roms», et base sa philosophie sur les mythes bohémiens du Moyen-Âge.

- Le European National Socialist Movement, Mouvement national-socialiste européen, qui est affilié au NSDAP-AO.

Les skins néo-nazis sont aussi impliqués dans les principaux partis néo-fascistes (en plus de ceux cités ci-dessus). Il y a en tout treize organisations nationales dans lesquelles les skins néo-nazis sont impliqués ; certaines surestiment cependant le nombre de leurs effectifs.

Il existe également en République tchèque des petits groupes

L'actualité a été fertile ces derniers mois pour l'extrême droite européenne : en Autriche, le FPÖ, parti d'extrême droite, a obtenu le meilleur score de son histoire avec près de 23% des voix ; en Belgique, le Vlaams Blok a recueilli 28% des suffrages à Anvers et le Front national entre 8% et 16% selon les bureaux de votes de Bruxelles. Apparemment, le seul résultat électoral satisfaisant serait l'Allemagne avec 2% des voix pour les Republikaner, mais ce serait oublier les dizaines de milliers de néo-nazis et leurs dizaines d'organisations qui continuent à faire régner la terreur dans le pays. Le seul vrai motif de satisfaction de cette rentrée a été la fin du procès des sept antifascistes turcs, kurdes et allemand qui a dévoilé la collusion existant entre la police berlinoise et l'extrême droite néo-nazie et a montré l'efficacité de la solidarité internationale des antifascistes. ■

de skins SHARP et de redskins qui sont actifs sur la scène antiraciste.

Le SPR

La plupart des organisations de skins néo-nazis sont liées aux grands partis fascistes et à leurs organisations périphériques.

Le parti le plus important est le SPR (Union pour la République) de Miroslav Sladek, également connu sous le nom de Républicains. Les antifascistes tchèques comparent le SPR au Front National (FN) français. Plus importants sont les liens officiels entre le SPR et les Republikaner (REPs) d'Allemagne : Franz Schönhuber a envoyé un message de félicitations à Sladek à l'occasion du premier congrès du SPR, et ce malgré la rhétorique anti-allemande de Sladek. Le SPR a même choisi comme logo celui



des Republikaner. Le SPR a adopté le même langage nationaliste et raciste que celui du FN et des REPs, et sa propagande s'adresse aux mêmes groupes sociaux. Les discours enflammés de Sladek sont anticommunistes et anti-roms ; il cherche à tirer parti de l'insécurité sociale provoquée par le changement de politique économique et obtient d'excellents résultats. En 1992, le SPR a obtenu plus de 6% des suffrages (avec plus de 600 000 voix), et il s'est vu attribuer onze sièges au Parlement tchèque. Cette progression s'est effectuée en moins de deux ans : en 1990 en effet, le SPR représentait moins de 1% dans les sondages. Le message anti-rom de Sladek est la clé de voûte de la politique de son parti. Alors que le SPR déclare ne pas être un parti fasciste, un simple coup d'œil sur ses propositions racistes prouve le contraire. Son programme annonce en effet pouvoir «résoudre le problème des Gitans en les expulsant». De plus, ce parti a favorisé un projet de loi, établi par le Procureur de la République, qui a déclaré vouloir donner aux autorités locales de plus grands pouvoirs pour contrôler les «groupes indisciplinés d'immigrés». Cette loi s'adressait clairement aux Roms, affirmant que toutes les personnes vivant temporairement dans une municipalité ne peuvent y rester que pour un maximum de cinq jours, et ce seulement avec le consentement du conseil municipal. La police aurait alors eu la possibilité d'inspecter les domiciles sans avoir besoin de mandat, et de renvoyer ou d'emprisonner les occupants «illégaux». Sladek a

affirmé que ces propositions étaient «une chose normale». La sécurité est l'un des autres thèmes favoris de Sladek. Son programme réclame de nouvelles lois pour permettre à la police «de pouvoir intervenir rapidement et en toute responsabilité», sans spécifier contre qui ou contre quoi. Le manifeste du SPR demande aussi le rétablissement de la peine de mort, une plus grande facilité d'incarcération et un renforcement des services de sécurité. Il est intéressant de noter que Sladek soutient la réunification de l'Union tchéco-slovaque, et ce dans une région du monde où se sont déroulés quelques-uns des pires conflits et quelques-unes des pires divisions inter-ethniques. Cependant, il veut aussi intégrer la Ruthénie sub-carpathique (appartenant actuellement à l'Ukraine) dans une grande Tchécoslovaquie. Cette région a par le passé appartenu une fois seulement à l'ancienne Tchécoslovaquie, durant la République

de 1918-1938. Elle est devenue partie intégrante de l'Union soviétique en 1945. Sladek affirme que 90% de la population vivant dans cette région souhaite revenir sous l'autorité tchécoslovaque. Il se rend fréquemment en Ruthénie sub-carpathique, brandissant le drapeau tchécoslovaque et promettant à la population qu'un jour ils reviendront au pays.

Mis à part les liens existant entre le SPR et les Republikaner allemands, les contacts internationaux les plus importants de ce parti sont ceux entretenus avec la communauté tchèque américaine. L'un de ses plus fervents partisans est Milos Voboril, un homme d'affaires américain, dont la famille aisée était dans l'importation de voitures avant la Seconde Guerre mondiale. Voboril se décrit lui-même comme étant «un conseiller politique officieux vivant à l'étranger», loin de l'Europe de l'Est. Il a entretenu de bons rapports avec la Maison blanche pendant la période Reagan. Lors d'une visite à Prague au printemps 1990, Voboril a rencontré Sladek. Dans un échange mutuel bénéfique, Voboril a fondé le SPR et s'y est ménagé d'importants contacts, alors que Sladek donnait à Voboril une plus grande envie de s'impliquer dans la vie politique tchèque.

Les autres néo-nazis

• La Narodni Obec Fasticka (NOF), la «Communauté fasciste nationale», est basée à Prague et déclare avoir entre 50 et 200 membres actifs. Elle publie un magazine, *Agresor*, et collabore étroitement avec les organisa-

tions suivantes :

- La Narodni Sourucenstvi, l'Unité nationale, basée à Prague.
- Le Vlastenecka Fronta, le Front patriotique, qui est basé à Brno et s'est officiellement déclaré parti politique en septembre 1993. Le VF publie un magazine, *Fenix*, auparavant intitulé *New Order*.

- Le Narodni Fronta, le Front national.

- La National Socialist Union of Czechs and Moravians, l'Union nationale-socialiste des Tchèques et des Moraves.

• Le Bedford, qui est de nos jours appelé Vlastenecka Liga, Ligue patriotique, sert d'organisation-écran à un mouvement connu sous le nom de Kalisnici, autrement dit les Hussards ou Porteurs du Calice. Ce dernier se divise principalement en trois groupes : la Jednota Kalicha, l'Union du Calice, qui s'occupe des skins néo-nazis impliqués dans le mouvement ; la Nova Ceska Jednota, l'Unité tchèque nouvelle, qui s'est montée pour devenir un groupe social, mais n'existe certainement plus de nos jours ; la Liga Vlastenecka, qui compte à peu près 100 militants et publie une revue intitulée *Cesky Stir*, «le Bouclier tchèque».

Les autres magazines fascistes sur le marché sont les suivants : *Cech* (Le Tchéque) qui a publié trois numéros ; *Der Stürmer*, de Brno ; *Sudetack* (Le Sudète) ; *Prace* (Le Petit Guerrier) ; *Politika*, de Brno, qui diffuse un antisémitisme virulent, et est le seul journal de l'après 1989 qui a été interdit. C'est l'éditeur Joseph Tomas qui était chargé de diffuser la propagande fasciste et antisémite. L'interdiction est survenue lorsque Tomas a publié une liste de 169 Juifs qui ont été impliqués dans les activités culturelles tchèques. Un éditorial proclamait que «la stupide nation tchèque se contente d'observer et de laisser purement et simplement le pillage juif se poursuivre».

Dnesek (Aujourd'hui) a succédé à *Politika*, et il est produit par les mêmes personnes, qui ont par ailleurs collaboré avec le Vlastenecka Fronta. Pendant ce temps, *Mein Kampf* était traduit en tchèque et était librement mis en vente sur le marché. En une semaine, au printemps 1994, il s'en est vendu 8000 exemplaires dans 300 librairies. Il a été publié par Dialog, une mai-



son d'éditions dirigée par Petr Novotny, qui a affirmé avoir uniquement publié les extraits «les plus fondamentaux» du texte, et dit l'avoir fait afin de «mettre en garde contre les nouveaux Hitler qui cherchent à transformer l'Europe». Dialog a aussi publié une biographie de Hitler signée Karol Grunberg, une historienne polonaise qui a été le témoin des procès de Nuremberg.

Les revanchistes allemands

Pour les néo-nazis allemands, récupérer les territoires qui appartenaient à l'Allemagne avant la Seconde Guerre mondiale est devenu l'une de leurs principales exigences.

Ces territoires si convoités comprennent Kaliningrad (Königsberg) sur la Baltique, la Silésie en Pologne ainsi qu'une grande portion des Sudètes. Le territoire des Sudètes est composé de la Bohême et de la Moravie, formant la quasi-totalité de la République tchèque actuelle.

Les Allemands des Sudètes ont été et sont toujours des Allemands de souche qui ont vécu

sur ces terres jusqu'à aujourd'hui et durant la guerre. La plupart d'entre eux ont été rapatriés de force en Allemagne après la conférence de Postdam. Quelques-uns vivent encore à l'intérieur des frontières tchèques.

Bien que le gouvernement allemand ait récemment signé un traité avec la République tchèque, garantissant que les frontières établies après la chute du III^e Reich seraient respectées, ce n'est cependant pas des néo-nazis allemands que les Tchèques ont peur, mais bien du gouvernement allemand. En avril 1992, 10 000 personnes appartenant à différentes organisations revanchistes ont défilé dans Berlin, demandant que l'Allemagne récupère ses anciens territoires de l'Est.

La Sudetendeutschen Landsmannschaft (SL), l'Association des Allemands des Sudètes, a mené une campagne au Bundestag, visant à récupérer ces territoires. La SL, fondée par des dirigeants nazis à la fin de la guerre et liée au néo-nazi Michael Kühnen, aujourd'hui décédé, compte parmi ses membres au moins un

délégué du ministre de l'Intérieur, Eduard Lintner, et possède de l'influence partout où elle a des membres. En décembre 1991, le Bundestag a donné son accord pour fournir plus de trente millions de marks de fonds pour soutenir la SL et d'autres organisations similaires. À partir de 1993, le budget pour les activités des revanchistes est passé à 200 millions de marks.

Ces organisations achètent de grandes propriétés terriennes en République tchèque grâce à cet argent : pas besoin d'envoyer l'armée cette fois ! En raison de la situation économique en République tchèque, l'entrée de marks a exercé une pression intolérable sur les petites villes et les villages. Pour accéder à l'aide économique et aux investissements dans les industries promises par le gouvernement allemand, la République tchèque a été obligée de mettre le nom des rues en allemand. De plus, la langue allemande et les centres culturels allemands se sont incroyablement développés dans tout le pays. Toutes ces activités sont financées par les marks du gouvernement allemand.

Une revue antifasciste d'Allemagne (*Germany Alert*, du 31 janvier 1994) a annoncé que le service de renseignement allemand, le Bundesnachrichtendienst (BND) avait conspiré avec des groupes de néo-nazis pour organiser l'annexion de la République tchèque, de Kaliningrad et de différents territoires de la Pologne. Le BND a déjà entamé une campagne de désinformation et de déstabilisation dans ces régions. Les partis politiques impliqués dans cette affaire sont les Republikaner, la Deutsche Volksunion (DVU) et le NPD.

Le complot consiste à aider les Allemands de souche à s'installer sur ces territoires, en leur donnant des conseils, en leur fournissant de l'argent et des provisions, et en entreprenant des «actions». L'information a été confirmée par voie diplomatique à Bruxelles et à Washington. Mais le complot a déjà été condamné par le gouvernement allemand. ■

SOURCES

- Rapport de HOST, groupe antifasciste basé à Prague.
- *Free to hate*, de Paul HOCKENOS, 1993.
- Coupures de presse diverses.

Waffen SS : passé recomposé

Le 5 mai de cette année, un car d'une cinquantaine de personnes entre dans le petit village normand d'Esquay Notre-Dame, et ses occupants en descendent pour déposer des couronnes à un monument dédié aux Français morts pendant la Seconde Guerre mondiale. La couronne était ornée d'un calicot aux bords noirs et aux lettres d'argent, portant la phrase «Des vétérans de la Waffen SS en souvenir des morts. 1944» et les deux éclairs de la Waffen SS.

Les cinquante personnes présentes à cette cérémonie étaient des survivants de la 10^e Panzer Division SS Frundsberg, leurs femmes ou leurs familles. L'histoire de cette commémoration étrange a été racontée pour la première fois par VSD, et causa un scandale... moins à cause de la présence des Waffen SS que de celle du maire du village, Antoine Lepeltier, à

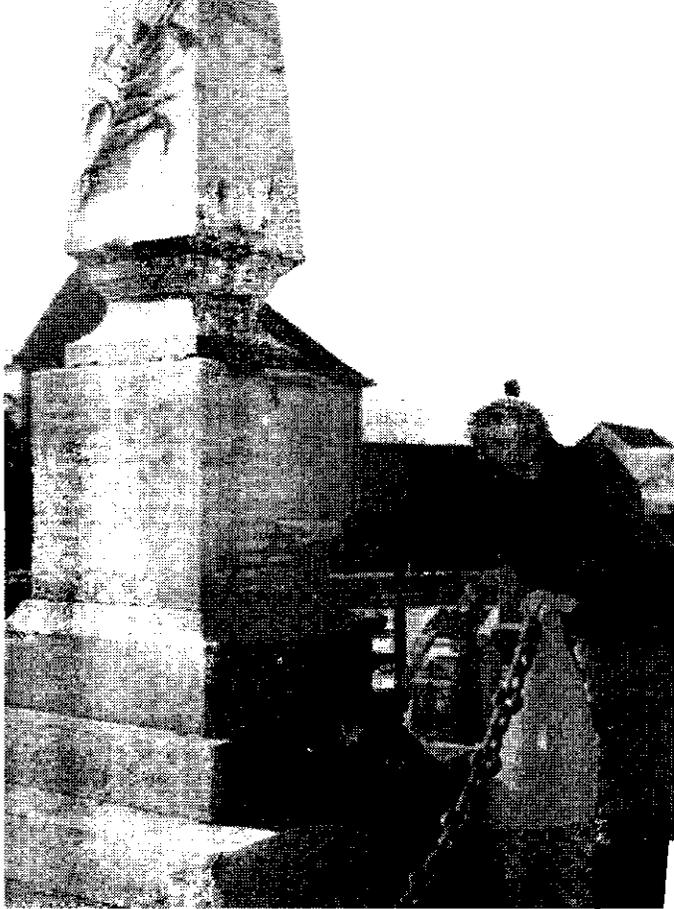
cette cérémonie. REFLEXes a repris l'enquête.

La 10^e Panzer Division SS Frundsberg était une des unités d'élite de l'armée allemande*. Comportant environ 19 000 SS dans sa composition maximale, la division Frundsberg est mentionnée la première fois dans les livres d'histoire pour avoir été envoyée sur le front est en mars 1944. Jusqu'à cette date, elle était à

l'entraînement, pendant près d'un an. Malgré cela, elle est considérée comme une des meilleures unités, ayant un équipement et un entraînement de haut niveau. Un nombre important des recrues venait de divisions d'élite comme les divisions Leibstandarte Adolf Hitler et Das Reich (1^{re} et 2^e divisions SS), et de divisions uniquement composées de ressortissants du Reich, c'est-à-dire d'Allemands de naissance. La division Frundsberg était dirigée par le SS Brigadeführer Karl von Treuenfeld. Le nom de la division vient du nom d'un chevalier, Georg von Frundsberg (1473-1528), qui s'était battu au cours de nombreuses guerres pour les Habsbourg. La

division Frundsberg est restée dans l'est, en Pologne, jusqu'en juin 1944, lorsqu'elle fut envoyée en urgence en Normandie afin de se battre contre les Alliés qui venaient de débarquer. Ils n'arrivèrent sur le champ de bataille que le 25 juin. À son arrivée, la division Frundsberg fut placée sur une ligne entre Caen et le bocage de Villers. Le 29 juin, cette division participa à une opération qui fut couronnée de succès, pour reprendre la colline 112 et la rivière Odon, alors aux mains des Alliés. Fin août, la division avait souffert de nombreuses défaites, il n'y avait plus ni tank ni artillerie, et il ne lui





restait que quatre bataillons d'infanterie. Elle se replia vers la Hollande, loin derrière les lignes allemandes, afin de se reposer et de se reformer. Puis, début 1945, elle fut envoyée en Poméranie où elle participa à la contre-offensive contre le général russe Zhukov sur le premier front biélorusse, qui avançait rapidement sur Berlin. La 10^e Panzer Division SS Frundsberg est sans doute une des véritables unités d'élite de la SS Ordre et Bataille. Il s'agit également d'une des rares divisions SS uniquement militaire (Waffen SS) et non policière (direction de camps).

Le fait que la division Frundsberg ait participé aux tentatives allemandes visant à stopper le débarquement allié est sans appel. Mais ce qui pose question, c'est ce que faisaient les vétérans allemands à Esquay Notre-Dame et dans le village proche de Maizet en mai 1994. Le 5 mai à 8h30, un car dépose ces anciens SS à Esquay, et une petite cérémonie se tient devant le monument, derrière l'église. Après une minute de silence à laquelle assistait le maire Lepeltier et celui de Maizet, Robert Boulais, ils se rendent à la mairie pour signer le livre d'or. Sur le livre, il n'y a pas de signe d'une visite officielle, mais juste la date et quelques signatures de SS. M. Lepeltier, un charmant fer-

mier de 61 ans, maire du village depuis 26 ans, a raconté la cérémonie à REFLEXes. Il nous a déclaré clairement qu'il n'avait pas invité les SS dans son village, mais il a admis qu'il les avait déjà reçus en 1984, 1987 et 1991. Il a indiqué qu'ils avaient écrit pour demander l'autorisation de faire cette cérémonie, et que lui-même y avait participé pour se souvenir des morts de tous les camps. Lepeltier nous a parlé de son enfance durant la guerre... Il s'est très rapidement rappelé le débarquement et les combats qui s'en suivirent. Le village a totalement été détruit en juin 1944, et il restait seulement quarante habitants. Il y avait trois divisions allemandes stationnées à Esquay en 1944. M. Lepeltier a déclaré qu'il recevait tous les vétérans qui venaient dans son village, sans distinctions. Il souhaite aider vraiment à la réconciliation et se définit lui-même comme un citoyen d'Europe. Il a insisté sur le fait que les gens de la 10^e Panzer Division SS Frundsberg étaient venus en tant que touristes, et qu'il était malheureux de voir la publicité qui s'en était suivie et il a ajouté qu'ils seraient à nouveau les bienvenus s'ils vou-

laient se réconcilier. Nous n'avons pas de raison de ne pas le croire. Il a ajouté : « Les Waffen SS n'étaient pas comme la Gestapo, ils étaient seulement des soldats. Ils avaient tous une âme quand ils sont morts ». Il ne croit pas que les vétérans qui sont venus à Esquay étaient des nostalgiques.

Cependant l'histoire est différente à trois kilomètres de là. À Maizet (260 habitants), village relié par une petite route bordée d'arbres, nos tentatives pour trouver le maire ont échoué, et il nous a semblé d'après différents témoignages qu'il était bien possible qu'il ait lui-même invité les Waffen SS. Ainsi à trois reprises, nous avons demandé à M. Lepeltier son opinion sur M. Boulais, et il a refusé de nous parler de ce dernier. Il est sûr que si Boulais avait la même opinion que Lepeltier sur la réconciliation, il nous en aurait parlé. Mais il s'est refusé à tout commentaire, nous donnant ainsi l'impression que

quelque chose clochait. À Maizet, les Waffen SS ont tenu une autre cérémonie près du monument aux morts, où ils ont déposé la même gerbe avec la même signature. Ils ont aussi signé le livre d'or, mais cette fois avec le cachet officiel de la mairie... Boulais a ensuite indiqué qu'il avait brûlé la gerbe. Dans le village, nous avons noté que la seule affiche pour les élections européennes était celle du Front national... Quels sont les sentiments du maire de Maizet vis-à-vis de cette période de notre histoire ? A-t-il invité les vétérans dans son village ? Si oui, pourquoi ? Nous ne saurons peut-être jamais les réponses à ces questions. ■

* Les informations historiques sur cette unité ont été trouvées dans *The SS - Hitler's Instrument of Terror*, Gordon Williamson, Sidwick & Jackson, London, 1994.



Panzer SS dans un village de la côte normande, 1944

RWANDA

La solution finale

25 août 1994, Paris. Une voie privée dans le XVI^e arrondissement. Des gardiens de la paix se relaient pour monter la garde devant le n°3. Gérard est de ceux-là. Et c'est justement son tour de garde quand un passant, soucieux de l'utilisation du denier public, l'interroge : «Qui protégez-vous là, monsieur l'agent ?» «J'sais pas», répond Gérard, qui n'est pas là pour savoir mais pour accomplir sa mission de service public. «Tout ce que j'sais, c'est qu'ils habitent à 18 là-dedans, dans un 4 pièces. Vous savez, ce sont des nè... enfin des Africains quoi».

Gérard a pourtant compris que si la police protège ces Africains au lieu de les expulser, c'est que ce ne sont pas des Africains comme les autres. «Le comble, continue Gérard, c'est que leur appartement est payé par l'État. Et nous, on est là sous la pluie à poireauter. J'ai attrapé la crève, j'avais me plaindre au syndicat».

Les ennuis de Gérard ont commencé le 6 avril 1994, à plusieurs milliers de kilomètres de là, à Kigali, capitale du Rwanda, petit État de la région des lacs, mais l'un des plus densément peuplés du continent : presque 300 habitants au km². Ce 6 avril, l'avion qui ramène Juvénal Habyarimana, président de la République rwandaise, s'écrase, victime de deux roquettes sol-air. Tous ses occupants, dont les présidents rwandais et burundais ainsi que les deux pilotes français, sont tués.

Trente minutes plus tard, dans les rues de Kigali, des barrages sont mis en place par les Forces Armées Rwandaises (FAR), les Interamwe («ceux qui combattent ensemble», milice du MRND, le parti au pouvoir) et les Impuzamugambi («ceux qui ont le même but», milice du CDR, parti d'extrême droite hutu allié au MRND). Les militaires et les miliciens sont munis de listes de noms, de plans de maisons. On distribue des armes, des consignes. L'extermination peut commencer.

Résultat : entre 500 000 et un million de victimes. Elles étaient considérées comme racialement ou politiquement dangereuses par les dirigeants de l'État rwandais. Ceux-ci ont mis en place de véritables structures parallèles pour arriver au résultat que l'on connaît. Le travail de «sensibili-

sation» a débuté en 1990. Désormais, plusieurs responsables de cette machine à exterminer sont réfugiés, voire accueillis en France. Tranquillement. A-t-on si peu de considération pour le continent africain que l'extermination de centaines de milliers de personnes par le nazisme tropical n'a pas le même poids que ce que nous avons pu connaître en Europe ? Y a-t-il aussi deux poids et deux mesures pour les antifascistes ?

De la manipulation d'un peuple...

Le génocide tutsi a été longuement préparé. En toute impunité. Plusieurs personnalités politiques, universitaires ou journalistiques rwandaises, toutes proches du pouvoir du président défunt, Juvénal Habyarimana, ont élaboré puis diffusé une idéologie raciste devant, d'une part, séparer les Hutus des Tutsis, et d'autre part, nettoyer le Rwanda des Tutsis et de leurs «complices», les Hutus opposants au régime. La communauté Twa (30 000 au Rwanda) n'a pas été oubliée par les massacres. Le moyen le plus utilisé pour diffuser ces idées racistes auprès de l'ensemble de la population hutue rwandaise reste la presse, écrite et surtout audiovisuelle, plus efficace pour sensibiliser les 53% d'analphabètes. Dans le numéro de décembre 1990 du mensuel *Kangura* (L'Éveil), à nouveau diffusé dans les camps de réfugiés de Goma et de Bukavu (Zaire) en septembre, on peut lire les dix commandements du parfait Hutu pour contrer «l'ambition tutsie» et «la mise en application du plan tutsi au Rwanda». «Les Tutsis sont assoiffés de sang et de pouvoir et veulent imposer leur hégé-

monie au Peuple rwandais par le canon et le fusil», peut-on lire dans ce texte. En conséquence, «les Hutus doivent cesser d'avoir pitié des Tutsis» : interdiction d'épouser une femme tutsie, de prêter de l'argent à un Tutsi, les postes stratégiques de l'administration, le secteur de l'enseignement et les forces armées doivent être réservées aux Hutus, etc. Le rédacteur en chef de *Kangura*,

Entre 500 000 et un million de victimes.

Elles étaient considérées comme racialement ou politiquement dangereuses par les dirigeants de l'État rwandais. Désormais, plusieurs responsables de cette machine à exterminer sont réfugiés, voire accueillis en France.

Hassan Ngeze, avait l'intention en 1991 de créer un parti politique transnational, le Parti démocratique pour la révolution, qui aurait regroupé l'extrême droite hutue du Zaïre, du Burundi et du Rwanda. Quelques autres journaux, comme *Umurava* (Honnêteté) ou *Interahamwe* (Unis), proches du parti au pouvoir, le Mouvement Républicain National pour le Développement et la Démocratie (MRND), ou du parti d'extrême droite, la Coalition pour la Défense de la République (CDR), diffusent de manière plus ou moins explicite ce même type de discours.

Une nouvelle étape est franchie en août 1993 avec la création de la tristement célèbre *Radio-Télévision Libre des Mille Collines* (RTL), du surnom donné au Rwanda : le pays aux mille collines. Entre musique populaire et animateurs jeunes, la RTL diffuse des messages de haine contre les Tutsis ou les opposants politiques. Exemple du second degré employé par cette radio : dans ses émissions diffusées le 6 avril, le jour de l'assassinat du

chef de l'État, on entend une chanson censée être interprétée par deux Tutsis. «Moi je hais les Hutus, je hais les Hutus qui deviennent Tutsis [référence à un rituel datant d'avant la colonisation qui permettait à un Hutu de devenir tutsi], je hais leur hutitude qui les amène à vouloir nous égaler...» À partir du 6 avril, la RTL ne cache plus ses objectifs. «Le 5 mai, le nettoyage des Tutsis devra être terminé», «les fosses ne sont pas encore pleines», «ne commettez pas la même erreur qu'en 1973, il faut tuer les enfants», telles sont les consignes données par la «Radio coupe-articulation», nouveau surnom de la RTL.

... par un État raciste

Qui se dissimule derrière ces médias de la haine ? Le Conseil d'administration de la RTL compte 50 noms. On y trouve un certain Ferdinand Nahimana, professeur d'université. Celui-ci est auteur d'une thèse de doctorat soutenue en 1986 à l'université de Paris VII (Jussieu) sous la direction de Mme Catherine

Coquery-Vidrovitch et intitulée *Histoire socio-politique des régions périphériques nord et nord-ouest du Rwanda actuel, du XVI^e siècle à 1931*. Non seulement actionnaire mais aussi journaliste de la RTL, Ferdinand Nahimana est devenu le véritable idéologue du racisme rwandais. Le 7 avril, il est évacué de Kigali par l'armée française. Il est actuellement au Zaïre où il participerait à la réorganisation politique et militaire du régime déchu. Le directeur de la radio, Félicien Kabuga (expulsé de Suisse à la fin du mois d'août), est le père d'une belle-fille de Juvénal Habyarimana, le président-dictateur assassiné dont le beau-fils, Alphonse Ntilivamunda, est lui-même actionnaire de la radio. Séraphin Rwabukumba, beau-frère du chef de l'État, est le patron d'une société d'import-export, La Centrale, qui achetait en Europe du matériel technique pour la radio. Le 7 avril, il est lui aussi évacué par l'armée française. Le rédacteur en chef de la RTL n'est autre que Gaspard Gahigi, ancien responsable de

l'organe de presse du MRND, le parti du président. De son côté, le journal *Kangura* est soutenu financièrement par Augustin Nduwayezu, ancien secrétaire général des services de renseignement rwandais, et subventionné par... Agathe Habyarimana, l'épouse du président, évacuée comme son frère le 7 avril et disposant d'un logement dans l'ouest parisien, prêté gracieusement par la République et protégé par Gérard et ses collègues. Selon les dernières informations, elle serait repartie au Gabon. Ce qu'on appelle le clan de l'Akazu, qui regroupe la famille et les proches du couple présidentiel, dispose aussi d'un appui médiatique à l'extérieur du pays. À titre d'exemple : le journal *Africa International*, dans lequel Marie-Roger Biloa publie en mai 1994 un dossier intitulé «Le Complot»... celui du FPR contre le président rwandais. L'hebdomadaire *Jeune Afrique*, au départ pro-Habyarimana, s'est quand même senti obligé de retourner sa veste. Faut-il aussi citer quelques articles pour le moins ambigus publiés par *Le Figaro* durant les événements ? Pour ceux et celles qui douteraient encore de l'implication de l'État rwandais, certains signes ne trompent pas : sur la carte d'identité rwandaise, l'appartenance ethnique est notifiée. Séparés par une rue, les locaux de la RTLM et le palais présidentiel sont reliés par des câbles électriques...

Réseau 0 et État français

Dernière retouche avant l'exécution de la solution finale : la création et la préparation de groupes paramilitaires destinés à être le fer de lance de la machine exterminatrice. La garde présidentielle et plusieurs unités des FAR sont entraînées spécialement, notamment par des Français du Détachement d'Assistance Militaire (DAMI). Le MRND et le CDR créent leurs organisations de jeunesse, véritables milices politiques. Celles-ci sont exhortées par les dirigeants du mouvement. Le 22 novembre 1992, le discours d'un député du MRND, Léon Mugesera, définit clairement la marche à suivre. Les ennemis : le Front Patriotique Rwandais, le FPR, opposition armée composée majoritairement de Tutsis, victimes de la dérive raciste de l'État rwandais, réfugiés principalement en Ouganda, et les partis politiques légaux

mais non racistes, considérés comme les complices du FPR et donc de «l'ambition tutsie». Léon Mugesera les attaque en ces termes : «Qu'attend-on pour décimer et ces gens et ces familles qui recrutent [des jeunes combattants pour le FPR] ? Allez-vous sincèrement attendre que ce soit eux qui viennent vous décimer ? Nous demandons instamment que tous ces gens soient recensés et inscrits sur une liste en vue d'être traduits en justice. Et s'ils ne veulent pas, qu'on se souvienne de cet adage repris par ailleurs par notre constitution : la justice doit être rendue au nom du peuple. [Et si justice ne peut être faite], nous nous verrons obligés de prendre nos responsabilités en vue de décimer ces voyous». Ceci fut fait 18 mois plus tard... Dans ce même discours, Léon Mugesera compare les fellachas (juifs éthiopiens) «retournant» en Israël aux Tutsis qu'il se ferait un plaisir de renvoyer «chez eux», en Éthiopie. Quand on parle de nazisme tropical...

La coordination entre extrémistes civils et militaires est assurée par un mystérieux Réseau 0. Celui-ci se réunit clandestinement, planifie des assassinats politiques ou des actions commandos. Les milices, assistées d'éléments sûrs de l'armée, constituées en «escadrons de la mort» exécutent l'opération. Le FPR est systématiquement accusé de toutes ces exactions, ce qui renforce le sentiment anti-FPR et donc anti-tutsi de la population hutue. Un tube musical sur la RTLM, suivi d'un message vicieusement anti-tutsi, et une étape de plus est franchie vers la solution finale. Plusieurs témoins, dont un journaliste rwandais, Janvier Afrika, qui a participé à plusieurs des réunions du Réseau 0, citent des noms. Entre autres militaires haut-grades, on retrouve une fois de plus les trois beaux-frères du président, son gendre et... son épouse. Les exactions préparées par le Réseau 0 et exécutées par les escadrons de la mort n'ont pas suffi, à l'époque, à déclencher l'extermination massive tant attendue. L'attentat du 6 avril contre l'avion présidentiel aurait-il été l'ultime étincelle provoquée par le Réseau 0 pour déclencher le génocide et les assassinats politiques massifs ? Est-il encore nécessaire de préciser que sans la logistique en armes, munitions, conseillers techniques, assurée par l'État français aux Forces

Chronologie rwandaise

1898

Colonisation allemande. Le Rwanda passe sous mandat belge en 1922.

1959

• novembre - Révolte des Hutus contre leurs anciens seigneurs féodaux tutsis. Plusieurs milliers de morts.

1962

• 1^{er} juillet - Indépendance.

1963

Accession au pouvoir d'un parti hutu. Formation d'une guérilla tutsie. Répression anti-Tutsis.

1973

• 5 juillet - Coup d'état de Juvénal Habyarimana.

1990

• octobre - Première attaque du FPR. Début de la guerre civile. Massacres anti-Tutsis perpétrés par l'armée.

1991

• 10 juin - Instauration du multi-partisme. Neuf partis politiques sont reconnus.

1992

• octobre - Une commission d'enquête sur les Droits de l'Homme dénonce l'entourage du président Habyarimana et le rôle des escadrons de la mort.

1993

• 4 août - Signature des accords d'Arusha (Tanzanie) entre le gouvernement et le FPR qui prévoit la mise en place d'un gouvernement de transition et le déploiement d'une force multinationale.

• décembre - 600 soldats du FPR arrivent à Kigali, conformément aux accords d'Arusha. Leur mission est de protéger les cinq ministres du FPR.

1994

• 6 avril - L'avion qui revient de Dar es Salaam (Tanzanie) transportant Juvénal Habyarimana est abattu au dessus de l'aéroport de Kigali, à 20h30. Début des massacres de Tutsis et d'opposants politiques dans la capitale.

• 7 avril - Création d'un «Comité de crise» par des dirigeants de l'extrême droite hutue, civils et militaires.

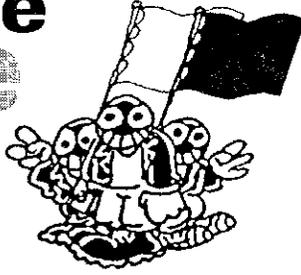
• 9 avril - Arrivée de 191 soldats français à Kigali. Début de l'offensive du FPR au nord du pays.

• 11 avril - Extension du génocide dans l'ensemble du pays.

armées gouvernementales rwandaises jusqu'en juin 1994, sans le soutien politique accordé par le plus haut mandataire de la Répu-

blique au régime rwandais jusqu'à sa chute, la solution finale rwandaise n'aurait jamais pu prendre cette ampleur. ■

Interview de l'Autonome Antifa (M) de Göttingen



REFLEXes : L'Antifa de Göttingen, l'Autonome Antifa (M), est criminalisée par l'État allemand.

Qu'est-ce que cela a signifié et signifie pour vous concrètement ? (Résultats, moyens, etc.)

Autonome Antifa (M) : Il y a une enquête sur l'Autonome Antifa (M) depuis deux ans et demi déjà. Le groupe tombe sous le coup des paragraphes 129 et 129 a, c'est-à-dire respectivement « formation, appartenance et soutien d'un regroupement criminel » et « formation, appartenance et soutien d'un regroupement terroriste ». L'année dernière, il y a eu plusieurs perquisitions et début juillet, la police a frappé un grand coup : en tout plus de quinze appartements ont été perquisitionnés, ainsi qu'une librairie de gauche, une imprimerie et un studio d'ordinateurs.

En tout, 19 personnes sont concernées, mais beaucoup plus de gens sont visés. L'Autonome Antifa (M) est le principal objet de cette enquête. Les motifs invoqués par le substitut du procureur sont la politique menée par l'AA(M) et en particulier les grandes manifestations avec un Schwarzblock (voir encart) : ce sont à peu près les termes employés par le substitut du procureur.

Mais la politique de Göttingen ne constitue qu'une partie des motifs invoqués pour cette enquête : les activités policières ciblent toute velléité d'organisation antifasciste. Pour ce faire, elle utilise deux moyens pour criminaliser :

- de façon traditionnelle, faire une enquête avec les paragraphes 129 et 129 a, dirigés contre des structures organisées.
- mettre des individus en prison pour des petits délits (trouble à l'ordre public), intimider des militants qui sont souvent très jeunes par la prison.

Et les immigrés, sont-ils également criminalisés par l'État allemand, individuellement et lorsqu'ils se regroupent en associations politiques ?

L'État ne criminalise pas seulement les antifas mais aussi les Kurdes : le PKK et des associations kurdes ont été interdits à l'automne dernier. La criminalisation se fait particulièrement sentir lors des manifestations kurdes : à ce propos, voir ce qui s'est passé à Hanovre en juin, le meurtre d'un jeune Kurde de 16 ans, Halim Dener, tué par un ZSK (Zivilsondereinsatzkommando¹) alors qu'il était en train de coller des affiches de ERNK. Pour la police, il ne s'agit que d'un accident, mais personne n'a cru à cette version des faits.

Il y a aussi le comportement répressif vis-à-vis des prisonniers de la RAF : parmi eux, beaucoup qui devaient être libérés ont été maintenus en prison parce qu'ils refusaient de se soumettre à un

examen psychologique devant montrer s'ils représentaient toujours un danger pour la société.

Pourrais-tu préciser les motifs invoqués pour mener une telle enquête sur votre groupe ?

Les motifs invoqués par la police pour criminaliser l'AA(M) sont les suivants : elle posséderait une armée privée de 800 personnes qu'elle pourrait mobiliser à tout moment, dépossédant ainsi la police du monopole de la violence. D'autre part, elle soutiendrait la RAF (voir l'affiche intitulée *Zusammen gehört uns die Zukunft*² qui demande la libération des prisonniers politiques, celle des prisonniers de la RAF entre autres, et qui porte en fond la photo de la prison de Weinstadt détruite par la RAF). Par ailleurs, l'AA(M) aurait soi-disant des contacts avec des commandos de la RAF, ce qui est faux.

Un peu d'histoire... Les procédures engagées par le

biais du paragraphe 129 a sont tout d'abord pour l'État une façon de savoir qui est dans quel groupe ; de plus, ce paragraphe 129 a donne des droits spéciaux à la police, qui lui permettent de s'affranchir des droits fondamentaux du citoyen (écoutes téléphoniques, etc.) Enfin, la police peut aussi avoir accès à beaucoup de moyens logistiques et techniques supplémentaires comme les ZSK déjà cités.

Normalement, la plupart des procédures provenant d'une enquête selon le paragraphe 129 a n'aboutissent pas à une inculpation, mais à Göttingen, il va y avoir procès parce qu'il ne s'agit pas d'individus mais d'un groupe organisé. Il n'y a eu que peu de précédents : la RAF et des groupes de squatters dans les années 1970 (Berlin, Francfort).

Quelles ont été les réactions à Göttingen, en Allemagne et à l'étranger face à cette criminalisation de l'Autonome Antifa (M) ?

Il y a eu dans toute la ville de Göttingen une large solidarité avec l'AA(M) : des autonomes, des députés SPD et Verts ainsi que des syndicalistes ont affirmé leur solidarité à notre égard. Quant à nous, nos réactions contre la criminalisation sont les suivantes : le travail principal est un travail d'information dirigé vers l'extérieur, vers l'opinion publique, en particulier dans les médias, et ce depuis de nombreuses années. Par exemple, la police a demandé des infos sur l'AA(M) à des néo-nazis, et elle l'a fait sans se cacher. C'est par exemple en diffusant ce genre



d'informations que nous réagissons contre la criminalisation de l'État allemand à notre égard. Dans toute la ville de Göttingen, il existe une solidarité importante. Beaucoup de personnalités connues ont exigé que l'enquête soit arrêtée (il s'agit de pasteurs, de professeurs, de cadres syndicaux, d'un ancien ministre, etc.) En fait, la gauche allemande a compris seulement après les perquisitions le danger qui menace l'Autonome Antifa (M). La première action nationale a été la manif du 16 juillet 1994, à laquelle ont participé environ 4000 personnes (en face, il y avait beaucoup de flics). Après les perquisitions, Göttingen était comme une ville occupée : partout, il y avait des policiers d'intervention (Bereitschaftspolizei) et des groupes d'intervention spéciaux (ZSK) ainsi que la Bundesgrenzschutz (c'est la seule police nationale en Allemagne en fait, puisque sinon, tout est géré land par land). Il y avait aussi des flics de Hanovre, de Brunswick et d'autres villes. Il n'y a pas eu d'arrestation pendant la manif, mais juste après, il y a eu quelques arrestations et une personne a été passée à tabac. Pendant la soirée, de nombreuses voitures de police ont été attaquées, ainsi que les policiers qui étaient dedans. Aujourd'hui, l'information est passée un peu partout en Europe et les prochaines actions sont à prévoir au moment de l'ouverture du procès (environ dans un an à dater de l'interview). D'autres arrestations et perquisitions sont vraisemblablement à prévoir. On a par ailleurs déjà eu du soutien de l'étranger (Grande-Bretagne, États-Unis, Italie et Danemark) et on espère bien du soutien de la part du SRA !

Un mot sur l'extrême droite ?

En ce moment, l'État allemand a intérêt à se faire passer pour une force antifasciste, surtout pour asseoir sa crédibilité par rapport aux autres pays de l'Union européenne. À Göttingen, il y a trois personnalités qui sont visées par des enquêtes motivées par le paragraphe 129 : elles ont d'ailleurs été arrêtées (mais c'est une exception). Lorsque les antifas sont actifs et que ça devient public, l'État s'attaque aux néo-nazis : il fait comme s'il se décidait à entreprendre quelque chose contre les néo-nazis. Trois exemples sont significatifs à cet égard :

• Cette année, il y a eu une manif

contre un centre du Nationalistische Front près de Bielefeld. La police a foutu le centre en l'air un jour avant la manif et un grand nombre de néo-nazis ont été arrêtés, mais relâchés quelques jours plus tard.

• La manif contre le FAP du 4 juin à Nordheim : deux jours avant la manif, Thorsten Heise (le premier président régional du FAP) a été incarcéré ; deux semaines après, il était libéré. C'était la décision du tribunal, mais le procureur de la République, autrement dit l'instance politique de l'État, l'a remis en prison. Il est encore en détention préventive car il est accusé d'avoir gazé des lycéens.

• Le 13 août, après la manif contre Arnulf Priem à Berlin : son appartement a été foutu en l'air et il a été arrêté. Une enquête a été mise en route contre lui pour «formation de bande armée» (il s'agit du paragraphe 123, qui est par conséquent largement en dessous du paragraphe 129).

La répression contre les néo-nazis est surtout dirigée contre les boneheads violents : l'État veut condamner les auteurs de meurtres ou de coups et blessures graves. Mais rien n'est fait contre leurs organisations. Ainsi, un membre du FAP de Berlin (Lars Burmeister, le président du FAP pour Berlin) a été condamné à une amende parce qu'il portait l'uniforme du FAP.

Les néo-nazis se retrouvent en fait en crise, mais pas à cause de la répression ; à l'est, beaucoup de groupes ont été réduits à néant. L'atmosphère euphorique est arrivée à son terme. La force néo-nazie la plus grande, c'est le FAP : le GdNF est presque mort, et l'action du 13 août (tentative de marche pour la mémoire de Rudolf Hess, le dauphin de Hitler) a été organisée par le FAP. Elle était dirigée par Siegfried Borchard (président régional du FAP pour la Nord-Rhénanie-Westphalie)

Cette interview a été réalisée en juillet-août 1994 à Göttingen.

Un grand merci aux camarades de Göttingen pour cette interview.

Espérons que la solidarité internationale se montrera de poids face à la criminalisation du mouvement antifasciste !

1. Il s'agit de commandos d'intervention spéciaux en civil, qui sont masqués la plupart du temps.
2. Ce qui signifie Ensemble, l'avenir nous appartient.

Schwarzbloc, le Bloc noir

À la fin des années 1970, le mouvement autonome est né : là où il faisait le plus d'agitation, c'était dans le combat des «besetzte Häuser» (maisons occupées, squats) et dans le combat anti-atomique. Le mouvement avait beaucoup de militants de base, mais l'État a tout de suite suivi l'évolution, et a réussi à identifier les gens.

Dans les manif anti-atomiques, les gens étaient casqués (ce n'était pas interdit) mais ils portaient des vêtements de toutes les couleurs et étaient donc facilement identifiables. Une couleur s'est donc imposée, en rapport avec un refus de la consommation (le noir se justifie donc de façon idéologique). Le noir était la couleur de la critique, et ce depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

La formation d'une chaîne constituait une protection contre la police, et pour l'État, cela a toujours représenté un danger à cause de l'escalade de la violence. Le danger existe à partir du moment où les gens se battent, armés ou de façon organisée, ou lorsque les gens peuvent se battre ensemble.

Le Schwarzbloc a été une démonstration de la force des autonomes contre les néo-nazis.

Il ne s'agit pas d'un uniforme, mais d'une évolution progressive, qui a ses raisons dans l'Histoire. Il n'y a d'ailleurs pas non plus de chef militaire, seulement les gens se connaissent les uns les autres.

Le Schwarzbloc n'existe sous cette forme qu'à Göttingen, dans les grandes villes, la police ne le permet pas. Par ailleurs, le Schwarzbloc n'est pas facteur de marginalisation, puisque l'Autonome Antifa (M) de Göttingen s'efforce de pratiquer une politique d'alliance politique avec les partis et les syndicats établis, qui acceptent sans aucun problème le Schwarzbloc. Ainsi à Göttingen, le Schwarzbloc était accepté par le reste des manifestants (Verts, gauche sociale démocratique).

Des négociations ? Quelles négociations ?

Après la guerre du Golfe, le Nouvel Ordre mondial de Bush incluait une solution pacifique du conflit israélo-palestinien et une dénonciation de la politique de deux poids, deux mesures. Tout cela de façon formelle bien sûr. En effet, si les puissances industrielles ont été le moteur de la guerre du Golfe, celle-ci n'aurait probablement pas pu avoir lieu sans la participation, ne serait-ce que symbolique, de nombreux États du Tiers-Monde. Cette participation n'a pu être obtenue que par des pressions inouïes, économiques notamment, sur des pays gravement endettés. Cela a été le cas de l'Égypte en particulier, mais aussi de nombreux pays africains. Et ceux des États qui se sont montrés réticents l'ont payé chèrement après la guerre : c'est le cas de la Yougoslavie et de l'Inde.

L'application sélective du droit international avait été tellement grossière, tellement évidente, les résolutions de l'ONU avaient été tellement bafouées par les uns – Israël notamment – et leur application avait été si rigoureusement exigée aux autres, que, la guerre finie, il a fallu redresser un peu la barre, au moins formellement, pour calmer l'opinion publique dans les pays du Tiers-Monde. C'est dans ce contexte qu'il faut placer les initiatives de l'administration américaine en faveur de négociations israélo-palestiniennes.

Saddam Hussein avait exigé de lier le règlement de la crise issue de l'occupation du Koweït par ses troupes et le règlement de la question palestinienne. Il ne se faisait probablement pas d'illusions, et son souci réel de la cause palestinienne était tout relatif, mais l'argument avait du poids auprès de l'opinion arabe, et c'était cela l'objectif recherché. En effet, cela fait quarante ans que des résolutions de l'ONU reconnaissent aux Palestiniens le droit de déterminer leur propre sort sur au moins une partie du territoire qu'ils occupaient avant 1948, droit bafoué par l'occupation israélienne. En posant cette revendication, Saddam Hussein ne faisait qu'utiliser une situation de fait et mettre le doigt sur les contradictions de la politique des grandes puissances. On entend souvent parler du soutien des «frères arabes» à la cause palestinienne. Bien rares sont les Palestiniens qui y croient, tout au moins dans les conversations privées. Par «frères arabes», faut-il entendre les populations des pays arabes ? Dans aucun de ces pays

les populations n'ont la possibilité de se manifester et d'influer réellement sur la politique des États. Faut-il entendre les États arabes ? Mais ces États sont comme tous les autres, ils sont régis par la raison... d'État. Aucun, en réalité, n'a intérêt à l'instauration d'un État palestinien. Tous utilisent la cause palestinienne en soutenant ou manipulant les fractions palestiniennes en fonction de leurs intérêts dans les rapports de force locaux. Ainsi Saddam Hussein, il y a quelques années, avait ligoté l'OLP en contribuant à suspendre le dialogue américano-palestinien. Le débarquement sur les plages israéliennes en mai 1990 d'un commando d'Abou Abbas a été commandité par Bagdad. Cette expédition avait mis fin à la stratégie diplomatique de l'OLP. Ceux qui avaient pensé que Saddam Hussein se faisait le champion de la cause palestinienne auraient pu se rappeler les assassinats, commandités par Bagdad, de leaders palestiniens par le groupe terroriste d'Abou Nidal, basé en Irak.

Les «lettres de garantie» américaines

La guerre du Golfe terminée, M. Baker fait sept voyages au Moyen-Orient avant de réussir à convoquer, à Madrid, une conférence, en novembre 1991, conférence à laquelle accepteraient de participer les protagonistes du conflit.

Des «lettres de garantie» définissaient le cadre dans lequel les négociations allaient avoir lieu ; les négociateurs palestiniens se raccrochaient désespérément à elles car c'étaient les seuls éléments concrets auxquels ils pouvaient se référer pour faire valoir leur légitimité diplomatique.

Mais quel était le contenu de ces lettres de garantie ?

1) Le rejet de toute conférence internationale au profit de conversations bilatérales. Autrement dit, les négociateurs israéliens ne se trouvent jamais face à l'ensemble des protagonistes du conflit. Les discussions avec un seul protagoniste à la fois permettent en outre la mise sur pied d'accords sur le dos des autres protagonistes.

2) Les États-Unis et la Russie, qui parrainent l'initiative, ne devront plus intervenir dans les débats après avoir présidé la séance d'ouverture. Leur seule intervention sera d'ordre formel, pour fixer les lieux et dates des pourparlers.

3) Les Nations unies et la GEE sont exclues des négociations. Cela signifie qu'il n'y a ni groupe de pays, ni institution internationale pour servir d'arbitre dans les négociations, auxquelles d'ailleurs les plaignants, c'est-à-dire les Palestiniens et les États dont les territoires sont occupés par Israël, ne peuvent même pas se présenter groupés.

4) Les Palestiniens ne sont acceptés que dans le cadre d'une délégation jordano-palestinienne. Seuls les représentants des territoires occupés sont admis.

• L'OLP est théoriquement exclue, puisque ce serait recon-

naître le fait national palestinien ; pas de représentants de Jérusalem, le statut de cette ville n'étant pas négociable puisque c'est la capitale éternelle d'Israël ;

• pas de représentant de la diaspora palestinienne, car ce serait admettre le droit au retour ;

• enfin, le but des négociations est clairement défini : d'auto-gouvernement pendant cinq ans ; au bout de trois ans, négociations sur le statut des territoires occupés. (Et pendant ce temps, la colonisation pourra continuer...)

En théorie, ces «lettres de garantie» étaient une garantie émise par les États-Unis à l'égard des parties en présence dans la négociation. En réalité, il saute aux yeux qu'elles ne font que reprendre toutes les exigences d'Israël, de même qu'elles ne sont que l'expression du rapport des forces réel dans la négociation. Les dirigeants palestiniens ont évidemment protesté auprès du gouvernement israélien, mais ils sont malgré tout obstinément accrochés aux négociations.

De la conférence de Madrid en novembre 1991 à celle de Washington, neuf sessions se sont déroulées sans qu'aucun résultat n'apparaisse. Pendant vingt mois de rencontres, tous les espoirs se sont effondrés. L'élection d'un premier ministre travailliste n'a rien changé, qui a reconduit purement et simplement la même délégation israélienne que sous Shamir.

Lors d'une conférence de presse organisée par l'association Justice et Paix en Palestine au début de l'été 1993, avec un membre de



la délégation palestinienne aux négociations, nous avons eu une confirmation de ce que nous savions déjà :

- la répression dans les territoires occupés ne s'est pas ralentie avec les négociations, elle s'est aggravée ; jamais il n'y a eu autant de tués et de blessés ;
- les destructions de maisons de Palestiniens, les expulsions de terres n'ont jamais été aussi nombreuses ;
- la colonisation n'a pas été ralentie : 13 000 unités de logement étaient prévues grâce à la distinction subtile qui est faite entre colonies « politiques » et colonies « stratégiques ». Les États-Unis ont évidemment fini par accorder le prêt de dix milliards de dollars sans garantie ni intérêt que le gouvernement israélien demandait, et sans aucun contrôle sur son utilisation.

Lorsqu'on demande aux responsables palestiniens : puisque la répression s'est accrue, puisque les conditions de vie ont empiré depuis le début des négociations, pourquoi continuer de négocier ? ils répondent invariablement : le fait de se trouver à la table des négociations est déjà un progrès et il ne faut à aucun prix la quitter.

Lorsqu'on demande : le fait que les négociations soient bilatérales ne fait-il pas craindre qu'Israël s'entende avec l'un ou l'autre protagoniste du conflit aux dépens des Palestiniens ? on s'entend répondre que là réside une des raisons pour lesquelles les Palestiniens ne doivent à aucun prix quitter la table des négociations, que leur présence à cette table est une garantie que les autres États arabes et Israël

ne signent pas d'accord séparé contraire aux intérêts palestiniens...

Et les « lettres de garantie » sont constamment évoquées, comme un document fondamental, incontournable. Or, lors d'une rencontre entre la délégation palestinienne et le Département d'État, à la veille de la reprise de la dixième session, Danny Ross, qui faisait office de factionnaire de service en l'absence de ses patrons partis assister à une conférence internationale sur les Droits de l'Homme à Vienne, a simplement enregistré les doléances de la délégation palestinienne, mais il a quand même pris la peine de transmettre à la délégation le point de vue du Département d'État : « Les Américains ne se sentent plus engagés par les lettres de garantie adressées à l'aube de la rencontre de Madrid. »

Clivages entre l'exil et l'intérieur ?

Il ne faut pas se laisser abuser par le discours apparemment unanime des dirigeants palestiniens. Il y a, au sein de la population palestinienne, les mêmes clivages que dans n'importe quelle société divisée en classes. Et c'est probablement là qu'il faut chercher la clé de ce qui se passe depuis la fin de la guerre du Golfe.

L'Intifada, commencée le 8 décembre 1987, était un authentique mouvement populaire dont l'origine se trouve dans le désespoir le plus absolu de la population des territoires occupés, et dans l'absence totale de perspectives politiques à leur situation. Au début, ce mouvement échappait complètement au contrôle de

la direction de l'OLP, et si les Palestiniens de l'intérieur continuent de se référer à elle, c'est pour le symbole qu'elle représente. Progressivement s'est créé le clivage habituel entre la direction en exil d'une organisation et le mouvement de résistance qui continue à l'intérieur. Les stratégies, les enjeux peuvent diverger. Le danger principal est l'apparition d'une direction de rechange à l'intérieur capable de se substituer à celle en exil et susceptible de développer des stratégies contraires aux intérêts de la bourgeoisie palestinienne qui dirige de Tunis. Des tensions n'ont d'ailleurs pas manqué d'apparaître entre l'une et l'autre direction.

Arafat est obligé périodiquement de rappeler que c'est lui qui parle au nom de l'OLP. Au mois d'août 1993, trois membres de la délégation palestinienne – et pas des moindres : Fayçal Hussein, Hanane Ashraoui et Saeb Erekat – l'avaient ouvertement défié, menaçant de démissionner après qu'il leur eut ordonné de défendre des positions auxquelles ils étaient opposés. Selon le magazine *Time* (Lisa Beyer, « Out of the Shadows », p. 32, 23 août 1993), Arafat les aurait convoqués à Tunis et leur aurait ordonné de « se comporter comme des employés ou de rentrer chez eux ». « Les dissensions se font de plus en plus nombreuses au sein même de la direction de l'OLP. Des voix se font entendre qui mettent en cause directement Yasser Arafat. Manque de démocratie, gestion financière incontrôlable, "le Vieux" n'est plus épargné par les critiques qui, jusqu'alors, ne s'adressaient qu'à ses proches.

Plus surprenant encore, la plupart des « contestataires » sont issus de l'entourage direct du leader de l'OLP. » (Annie Fiore, *Rêves d'indépendance, chronique du peuple de l'Intifada*, L'Harmattan, cf. note de lecture dans ce numéro.) En fait, les clivages créés par les accords et par la façon dont les accords ont été discutés et signés, ne sont pas tant verticaux, entre la direction de Tunis et les militants de l'intérieur, qu'horizontaux, c'est-à-dire qu'ils s'expriment à la fois à Tunis et dans les territoires occupés.

Le problème, c'est que le patron n'a plus les moyens de payer ses employés... au sens le plus littéral du terme : l'OLP est en situation de quasi-faillite. Les monarchies pétrolières, sanctionnant les positions qu'Arafat a prises pendant la guerre du Golfe, ont cessé d'approvisionner l'organisation palestinienne. En outre, les revenus des nombreux Palestiniens expulsés du Koweït – on parle de 300 millions de dollars – qui alimentaient à la fois les familles restées au pays et les caisses de l'OLP, ne sont plus disponibles. Arafat est littéralement dépendant de bailleurs de fonds de moins en moins nombreux ; il est acculé à négocier... et à faire des concessions.

L'Intifada était un moyen de lutte efficace : elle coûtait à l'État israélien des sommes colossales. Elle avait sur la population israélienne des effets dissolvants, en sapant le moral des soldats et notamment des réservistes qui étaient tenus de faire des périodes tous les ans dans les territoires occupés. Elle était efficace sur le plan médiatique, auprès de l'opinion publique internationale. Et elle avait un effet positif en structurant la société civile palestinienne par la constitution de réseaux d'entraide, d'auto-organisation. Mais aussi, elle présentait l'inconvénient d'avoir éclaté en dehors – et contre – tout contrôle de la direction en exil.

Les négociations ont littéralement abouti à casser l'Intifada comme mouvement de masse. Il ne s'agit pas de dire que les négociations sont en soi condamnables, mais elles n'ont de sens qu'avec un rapport de forces qui permet une véritable discussion. Mais l'Intifada risquait à terme de délégitimer l'OLP en suscitant progressivement une direction palestinienne à l'intérieur dont la stratégie et les objectifs pouvaient diverger de ceux de la



direction en exil.

Les négociations ont traîné en longueur pendant deux ans sans résultat. Pendant ce temps, la situation financière de l'OLP a empiré. Aussi longtemps que l'OLP conservait des cartes dans son jeu - l'Intifada, une force armée et de l'argent -, les États-Unis et Israël ont catégoriquement refusé de la laisser participer directement aux négociations de Madrid, bien que l'OLP n'en ait accepté le principe que sous la pression d'Arafat. Le Premier ministre israélien de l'époque, Itzhak Shamir, n'avait aucune intention d'entamer un processus de paix, et n'a accepté de négocier que sous la pression de l'administration américaine. Ce n'était un secret pour personne que les Palestiniens de l'intérieur avec lesquels les Israéliens négociaient étaient «conseillés» par les dirigeants de Tunis.

Pendant que les Palestiniens s'efforçaient d'obtenir que l'OLP soit officiellement admise à la table de négociations, le nouveau Premier ministre israélien, Rabin, déportait 415 islamistes au Liban, bouclait la rive Ouest et la bande de Gaza (forçant au chômage des milliers de Palestiniens), ordonnait à l'armée de tirer sur les jeteurs de pierres et envoyait des escadrons de la mort tuer des adolescents qui manifestaient.

Lorsque Rabin est arrivé au pouvoir pendant l'été 1992, il a repris la politique du Likoud, qui consistait à ne pas reconnaître l'OLP et à tenter de favoriser une direction locale avec laquelle il pourrait signer un accord séparé de capitulation. En fin de compte, il est parvenu indirectement à ses fins, en ce sens qu'aujourd'hui, l'autorité de la direction de l'OLP est largement contestée, et que les conditions israéliennes ont toutes été satisfaites : le pouvoir armé des Palestiniens a été liquidé, aucune décision des autorités palestiniennes ne peut être prise sans l'accord des Israéliens, aucune souveraineté palestinienne sur la terre et sur l'eau dans la plus grande partie de la bande de Gaza et de la rive Ouest, pérennisation du contrôle israélien sur les pentes de la montagne de la rive Ouest et sur la vallée du Jourdain, encerclement de toute ville arabe par des implantations de colons ou des camps militaires israéliens qui resteront sur place après la signature des accords, contrôle total sur le territoire appelé le Grand Jérusalem, représentant

18% de la rive Ouest, annexé en 1967, et sur lequel les Israéliens s'implantent frénétiquement, en dépit des accords.

Peu à peu, un glissement est apparu dans l'attitude des autorités israéliennes. Alors que dans un premier temps il était hors de question de négocier directement avec Arafat, ce dernier devient le seul interlocuteur. Deux faits, qui ont évolué parallèlement, peuvent expliquer ce glissement.

1) La remise en cause progressive de l'autorité d'Arafat, de plus en plus contesté ; la disparition de tous les éléments qui pouvaient peser en faveur des Palestiniens dans le rapport de force (liquidation de l'Intifada, rejet de l'action armée, etc.) ; la perte de tout soutien financier des États arabes font que, affaiblie, la direction de l'OLP devient de ce fait même un interlocuteur valable, c'est-à-dire prêt à un maximum de concessions. Les deux années de temporisation après le début des négociations de Madrid ont peut-être précisément servi à cela ;

2) En même temps, il est apparu que les négociateurs palestiniens de l'intérieur percevaient avec plus d'acuité les objectifs réels des autorités israéliennes, et étaient moins enclins à faire des concessions, ce qui les disqualifiait comme interlocuteurs. Il fallait donc s'en débarrasser, et en janvier 1993, Shimon Pérès, rejoint ensuite par Rabin, a décidé qu'il serait plus facile d'arriver à un accord avec Arafat qu'avec les Palestiniens de l'intérieur. C'est ainsi qu'Arafat a été transformé du jour au lendemain de terroriste en héros de la paix.

Les négociations, dans leur forme actuelle, ont été imposées aux autres composantes de l'OLP par Arafat. Le FPLP et le FDLP ne font plus partie de l'exécutif de l'OLP. La mise à l'écart des Palestiniens de l'intérieur dans toute prise de décision s'est faite progressivement, tandis que par un mouvement inverse, Arafat s'imposait comme seul interlocuteur. C'est que, en même temps que le discours israélien officiel était de ne pas négocier directement avec l'OLP, avaient lieu des négociations secrètes entre Arafat et Rabin, qui aboutirent aux accords Gaza-Jéricho, négociations dont les États-Unis aussi bien que la délégation palestinienne elle-même ont été exclus... Fin août 1993, Shimon Pérès, ministre israélien des Affaires étrangères, a rendu public l'existence de ces négociations.



Ce processus n'a été possible que par la capitulation à la fois politique et militaire de l'OLP, il aboutit à la création de zones administrées par l'OLP et implique la soumission de cette dernière au contrôle israélien. Arafat est devenu aujourd'hui le protégé d'Israël au même titre qu'auparavant il l'avait été tour à tour de Nasser, d'Al Assad, d'Hussein de Jordanie ou de Saddam Hussein.

Et cela n'est pas une formule de style. La fermeture périodique et le filtrage des passages entre Israël et les territoires occupés, empêchant les Palestiniens d'aller travailler en Israël, est révélatrice d'une véritable collaboration entre les deux parties. Pour obtenir un permis d'entrée en Israël, on doit d'abord se rendre au bâtiment de l'autorité palestinienne à Gaza. On reçoit alors un permis et on se rend à Eretz Checkpoint (point de contrôle) sous contrôle israélien. Les opposants aux accords Gaza-Jéricho n'obtiennent pas le permis.

Un autre exemple est révélateur, celui des prisonniers palestiniens (au nombre de 12 000). Un comité a été mis en place pour discuter de leur sort, alors que le problème aurait pu être partie intégrante de la négociation globale. 600 prisonniers ont été libérés, parmi lesquels très peu des personnes âgées, femmes, jeunes en dessous de 18 ans ou malades dont on attendait la libération. En fait, n'ont été libérés que les prisonniers à qui il ne restait que très peu de peine à

subir : certains ont même été retenus quelques jours de plus pour pouvoir faire partie du lot ! Rabin a clairement indiqué qu'il n'était pas question de libérer les opposants à l'accord Gaza-Jéricho. Les dirigeants palestiniens sont dans la situation d'entériner le point de vue suivant : qui-conque désapprouve la vision israélienne de la solution du conflit est un adversaire commun des deux signataires de l'accord. Autrement dit, les deux parties qui ont signé l'accord Gaza-Jéricho doivent collaborer pour combattre leur opposition commune. C'est précisément ce qui se passe. À l'intérieur des prisons, il a même été mis en place une discrimination criante dans le sort des détenus selon leur position par rapport à l'accord. Les délégués de prisonniers qui ne sont pas du Fatah (la tendance Arafat), notamment ceux du FPLP et du FDLP, ne sont pas reconnus par les autorités.

Les accords d'Oslo divisent clairement les tâches : aux Palestiniens revient le contrôle sur l'éducation, la santé, les services sociaux, le tourisme et les impôts directs ; aux Israéliens revient le contrôle sur l'industrie, l'agriculture, le commerce extérieur, les douanes, les impôts indirects... et l'eau. Bref, ce sont les Israéliens qui contrôleront les secteurs les plus déterminants de l'économie palestinienne.

Arafat et Rabin ont obtenu le soutien de l'Occident et celui des dirigeants arabes, trop heureux à la fois de signer des paix séparées et de nouer des rapports com-

merciaux avec Israël. Shimon Pérès demande une aide internationale pour la reconstruction de la Palestine, ce qui revient à dire que les contribuables des trente États contributeurs de l'aide vont payer les dégâts faits par les gouvernements israéliens successifs à la société palestinienne et compenser (un peu) l'absence totale d'investissements d'infrastructure depuis 27 ans. (À titre d'exemple, il y avait en 1967 dans la bande de Gaza 800 lits d'hôpitaux pour 360 000 Palestiniens, il y en a toujours 800 aujourd'hui pour 800 000 Palestiniens.)

Les Israéliens s'introduisent dans la «reconstruction» en tant que «partenaires cachés» pour les opérations de banque, les investissements étrangers, etc., ce qui revient à dire que les fonds internationaux seront affectés à des projets qui ne concurrenceront pas l'économie israélienne.

La direction de l'OLP a en effet donné son accord sur un certain nombre de points incontournables :

- contrôle de l'économie palestinienne par la Banque mondiale ;
- soumission du budget de la zone autonome, de son système bancaire et de sa planification aux besoins d'Israël ;
- abandon de l'idée d'une monnaie indépendante.

Autrement dit, Arafat a entériné le fait que l'économie palestinienne allait être contrôlée par Israël, à la fureur de certaines fractions de la bourgeoisie jordanienne qui remplissaient ce rôle jusqu'à présent.

Pour être sûr de son coup, Arafat s'est arrangé pour que les fonds alloués à la reconstruction palestinienne ne passent que par l'administration qu'il contrôle, tout en s'évertuant à obtenir l'arrêt des financements provenant des organisations non gouvernementales occidentales, qui soutenaient de nombreux projets et institutions dans les territoires occupés. Bien que cela ne soit pas un succès total, le gros des financements passe maintenant par les canaux centralisateurs de l'OLP. Parallèlement, Arafat a coupé les financements internes traditionnels par l'OLP de nombreuses institutions qui ne sont pas, ou pas complètement contrôlées par les arafatistes, ce qui affaiblit à la fois le poids des grandes familles de l'intérieur et des forces politiques indépendantes.

Un accord de dupes

La signature des accords Gaza-Jéricho n'a été rien d'autre qu'un coup médiatique sans signification réelle. La bande de Gaza est un petit bout de terrain qui n'est qu'un énorme bidonville ayant la plus forte densité de population de monde. Les militaires israéliens eux-mêmes demandaient depuis des années que le gouvernement abandonne aux Palestiniens ce territoire devenu ingérable. L'autonomie de Gaza consiste en réalité à donner à son voisin un cheval malade afin qu'il paie le vétérinaire. Quant à Jéricho, Israël accorde aux Palestiniens 30 km² sur lesquels ils auront le droit d'avoir une administration locale. On appelle cela des bantoustans.

Quelle peut être l'indépendance d'un territoire qui reste sous la soumission de l'ancien occupant ?

Il s'agit plutôt d'une nouvelle forme d'organisation de la dépendance...

La *International Herald Tribune* du 14 décembre 1992 cite cinq ministres du gouvernement de Rabin qui demandent un retrait unilatéral de la bande de Gaza. Maurice Jacobi, dans *Témoignage chrétien* du 19 décembre 1992, écrit : «La situation explosive dans la bande de Gaza est telle que les dirigeants israéliens ont perdu tout espoir de réussir à y maintenir "la loi et l'ordre". Les gouvernements successifs d'Israël ont eux aussi envisagé un retrait.» Maurice Jacobi cite également l'éditorial du 9 décembre du quotidien israélien *Haaretz* : «Il y a lieu de se demander combien de temps encore nous allons sacrifier les meilleurs de nos fils sur l'autel d'une politique erronée. Le gouvernement doit réaliser que nos jours de domination de la bande de Gaza sont comptés. Le manque à gagner de notre volonté à ne pas vouloir accepter cet état de chose est de loin beaucoup plus important que les bénéfices que nous pourrions tirer de notre présence ininterrompue dans la bande de Gaza.» Notons au passage que l'éditorialiste de *Haaretz* n'est pas le moins du monde motivé par des considérations de droit ou de justice, mais par des préoccupations de coût, en vies humaines (israéliennes) et en argent (manque à gagner).

Quant aux accords de coopération économique dont la presse a tant parlé, et qui sont censés réduire le fossé entre les deux communautés, parlons-en. Il s'agit d'accords entre des entre-

preneurs israéliens, détenant une grande majorité des parts, et quelques Palestiniens, pour produire, avec une main d'œuvre à très bon marché, des biens «made in Palestine» qui permettront aux produits israéliens de pénétrer l'énorme marché des pays arabes. Les avantages seront considérables pour Israël, et les Palestiniens auront droit à quelques miettes. Seule une poignée de capitalistes palestiniens tireront quelque avantage de la situation.

On a beaucoup parlé de la cérémonie si émouvante de Washington³. On a peu parlé du voyage que Rabin a fait le lendemain en Indonésie, pour signer des contrats d'armes très lucratifs. Ce

voyage dans un pays musulman aurait été impossible sans la petite cérémonie de la veille. Depuis, le Maroc a accru ses échanges avec Israël. Les États du Golfe n'attendaient qu'un prétexte pour pouvoir enfin commercer avec Israël. L'Arabie saoudite a acheté pour 10 000 dollars de billets pour un dîner du congrès juif américain, le 9 décembre 1993, histoire de montrer sa bonne volonté...

Mais le lendemain de la signature des accords, le gouvernement israélien lançait une série de raids dans Gaza et sur la rive Ouest. Des maisons continuent à être détruites, des terres confisquées. La colonisation continue, elle s'accroît même.

Arafat, traité jusqu'à une date récente de terroriste avec lequel aucune discussion n'était possible, est devenu le seul interlocuteur à la fois pour les puissances occidentales et pour les autorités israéliennes, dans la mise en place de ce qu'on ne peut qu'appeler des bantoustans palestiniens.

Arafat a retardé son arrivée dans les territoires devenus «autonomes» parce qu'il n'avait pas reçu l'argent promis, ce qui donne leur vrai sens aux accords d'Oslo. Ce versement reste en même temps très limité et tout à fait symbolique : 42 millions de dollars sur les centaines de millions prévues, qui serviront à la mise en place d'une bureaucratie n'ayant aucun plan de développement.

La direction palestinienne a cédé sur tous les plans lors des pourparlers économiques qui ont eu lieu à Paris avant l'accord du Caire du 4 mai. À Oslo bien avant, ils avaient déjà abandonné toute chance de développer une économie indépendante lorsqu'ils avaient abandonné la souveraineté sur les territoires, d'autant que la nouvelle autonomie palestinienne est soumise aux exigences de la Banque mondiale, qui s'est débrouillée pour se faire accorder le contrôle de la planification de l'économie des zones autonomes. Le ministre des finances nommé par Arafat est un conservateur bien vu par la Banque mondiale et le FMI, c'est aussi un membre d'un des plus importants clans palestiniens (Hamulot).

Quelle peut être l'indépendance d'un territoire qui reste sous la soumission de l'ancien occupant ? Il s'agit plutôt d'une nouvelle forme d'organisation de la dépendance : en effet, les Palestiniens doivent adapter leur politique fiscale aux besoins israéliens :

- l'import-export, même en provenance du monde arabe, est limité par Israël ;
- la force de travail reste totalement dépendante des emplois en Israël ;
- la police palestinienne maintient un ordre qui correspond aux besoins de l'ancien occupant. L'argent d'Arafat servira non pas à investir dans des infrastructures, mais à payer la police et l'appareil bureaucratique venu de Tunis. Arafat semble tellement certain de recevoir de l'argent qu'il a fait appel aux services d'une société d'investissement US, Morgan Stanley, pour gérer les finances de l'autonomie. Il fait preuve d'une effarante naïveté lorsqu'on songe que l'histoire de l'aide internationale est celle d'une longue suite de promesses jamais tenues. Israël ne laissera pas un dollar aux Palestiniens si cela va à l'encontre de ses intérêts. L'argent servira à bâtir un appareil qui renforcera les échelons les plus élevés de la société palestinienne avec, en haut de la pyramide, les membres de la bourgeoisie palestinienne pro-Arafat, les grandes familles, la classe moyenne de Jérusalem, Gaza ou de la rive Ouest.

Perspectives

L'occupation des territoires en 1967, les accords de Camp David en 1977 et l'expulsion des Pales-

tiens de Beyrouth en 1982 sont des étapes qui culminent avec la signature de l'accord de Washington le 13 septembre 1993 et qui expliquent la victoire de l'établissement israélien sur les Palestiniens. La bourgeoisie israélienne va pouvoir s'approprier et gérer selon ses propres intérêts une bonne partie du butin de «l'aide à la reconstruction» palestinienne. Elle a obtenu la fin du boycott des pays arabes et va pouvoir s'introduire sur l'énorme marché arabe dans tout le Moyen Orient et au-delà, sur le marché des pays musulmans non arabes. C'est ce que révèle clairement l'annexe III de l'accord, qui stipule l'établissement d'un fonds de développement israélo-palestinien, qui doit devenir plus tard une banque de développement du Moyen Orient afin de soutenir les marchés de la région, assurer le commerce du pétrole, du gaz, la coopération dans le domaine agricole, etc., le tout dans un contexte où les Palestiniens n'ont aucune souveraineté réelle...

«Nous assistons à un changement stratégique important dans le rapport entre le capital palestinien et Israël. Les territoires occupés sont en train d'être transformés en pont vers les marchés arabes, et c'est là l'objectif principal d'Israël en y développant sélectivement une infrastructure. Israël utilisera le nouveau partenariat avec les Palestiniens pour pénétrer les marchés arabes. Dans leur rôle, les capitalistes palestiniens doivent devenir des partenaires minoritaires pour les Israéliens, et ils tireront profit des services qu'ils rendront aux capitalistes israéliens. Les consommateurs arabes sont très sensibles au label "made in Israël". Maintenant que les produits israéliens auront le

label "made in Palestine", ce problème peut être surmonté. Un tel arrangement aboutira à un produit du savoir-faire israélien manufacturé par une main d'œuvre palestinienne bon marché. Cette division du travail favorise les investisseurs israéliens, laissant aux partenaires palestiniens des profits marginaux.» (Majed Sbeih, «Economy of Autonomy», *Challenge* n° 22, nov.-dec. 1993)

Majed Sbeih, dans l'interview citée, précise que les accords d'Oslo vont créer une bourgeoisie parasitaire qui profitera de sa situation d'intermédiaire entre le marché arabe et le capital israélien : elle s'engagera dans des opérations spéculatives qui produisent des profits rapides mais sont dépourvues de tout investissement productif. Cette nouvelle couche aura tout intérêt à renforcer la dépendance et à ne laisser aucune place au développement industriel.

L'afflux de sommes importantes au titre de «l'aide économique» peut avoir des effets extrêmement pervers sur une société économiquement sous-développée, en favorisant une bureaucratie disproportionnée qui utilisera l'argent à ses fins propres au détriment des investissements d'infrastructures ou productifs. Dans la pratique, on assiste à la fin d'un rapport colonial classique et à la mise en place d'un néo-colonialisme, exactement de la même façon que ce processus a pu se développer en Afrique. Désormais, ce seront les autorités locales qui feront le sale travail du maintien de l'ordre. Israël va devenir le centre d'un nouvel ordre régional.

L'opinion publique des pays industrialisés, conditionnée par la vision «Walt Disney-CNN» de la

politique, est peu disposée à accepter l'idée que ces accords ne sont pas une bonne chose. C'est que pour elle, l'alternative à ces accords ne peut être que le terrorisme aveugle, et, après tout, même s'ils ne sont pas parfaits, c'est déjà un début... Notre intention n'est pas de dénoncer le fait que les deux adversaires négocient, loin de là, mais de tenter de mettre en évidence le contexte, les forces réelles en présence et les enjeux cachés ou masqués derrière de fausses bonnes intentions. Voir deux adversaires se serrer la main est certes une chose émouvante, mais cela ne doit pas nous aveugler ni nous rendre naïfs : ils peuvent en effet très bien se serrer la main parce qu'ils s'accordent sur le fait qu'ils ont un adversaire commun.

Ce que nous écrivions dans le *Monde libertaire* du 9-15 septembre 1993 reste plus que jamais d'actualité : «Ce à quoi nous assistons aujourd'hui, c'est la tentative d'Arafat d'assurer sa survie politique à tout prix alors qu'il est de plus en plus contesté par la masse des Palestiniens, et pas seulement les fondamentalistes. C'est aussi la tentative du gouvernement israélien de se garantir un interlocuteur dans une situation où précisément la tendance est à la remise en cause, par les Palestiniens, de la politique de la direction de l'OLP. Arafat et Rabin ont tous deux intérêt à ce que ce ne soit pas un soulèvement populaire dans les territoires occupés qui oriente les négociations.»

Mai-septembre 1994 R. B.

1. En réalité, de nombreux contacts informels avaient eu lieu, depuis longtemps. Ces contacts ont abouti à

une situation où au contraire Arafat apparaît comme le seul et incontournable interlocuteur, au détriment de l'intérieur et des autres composantes de l'organisation.

2. Les critiques que nous formulons à l'égard de la politique de Yasser Arafat ne nous font pas oublier qu'il reste, pour l'ensemble de la population palestinienne, le symbole de dizaines d'années de lutte. Les catégories que nous utilisons pour décrire et définir sa politique ne sont, pour nous libertaires, pas différentes de celles que nous utilisons pour n'importe quel homme d'État. Mais il convient de garder le sens de la mesure. Arafat et sa politique n'existent que parce que les Palestiniens ont été chassés de leur terre et, pour une grande partie d'entre eux, parqués pendant des dizaines d'années dans des camps ou contrains à l'exil. Arna Meir-Khamis nous a déclaré en 1991 : «La terreur qui fut subie par les Palestiniens est la terreur israélienne ; il n'y a pas pire terreur que l'occupation, et il n'y a pas pire occupation que l'occupation israélienne.» Les orientations présentes de la politique d'Arafat peuvent aussi être analysées à travers une autre grille de lecture : la direction de l'OLP est trop vieille pour recommencer la lutte, elle est trop fatiguée, la plupart des cadres qui auraient été capables de la remplacer ont été assassinés, tel Abu Iyyad et Abu Jihad : le vide a été fait autour d'un Arafat vieilli, fatigué, et qui cherche désespérément à poser le pied sur un bout de terre palestinienne indépendante, si petit soit-il, avant de faire le grand voyage. On ne peut totalement écarter cette hypothèse.

3. Stan Cohen, membre du Comité israélo-palestinien contre la torture, parle de «la version Walt Disney-CNN de l'histoire montrée sur les écrans de télévision du monde» *Challenge* n°22.

Abonnement

- REFLEXes (6 numéros)
Diffusion :
- No Pasaran I (10 numéros)
- REFLEXes + No Pasaran I
- Adhésion à l'association SCALP-REFLEX

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____ Ville : _____
Pays : _____ Téléphone (facultatif) : _____

REFLEX^{es}
21ter rue Voltaire 75011 Paris

100 francs	150 francs (soutien)
3 exemplaires	5 exemplaires
240 francs	400 francs
50 francs	100 francs (soutien)
140 francs	250 francs (soutien)

Ajouter 20 francs pour l'international

50 francs (précaire)	100 francs (soutien)
----------------------	----------------------

et à partir de 150 francs en soutien

Chèque à l'ordre de REFLEX
crivez-nous pour demander un catalogue
du matériel disponible (autocollants, T-shirts, badges, livres...)

«Oublions le passé»

C'est en ces termes que Mandela, le 10 mai, jour de son investiture comme premier président noir de l'histoire de l'Afrique du Sud, invitait ses concitoyens à la réconciliation et au pardon.

L'Inkatha dans le processus électoral

Une semaine jour pour jour avant l'ouverture du scrutin des premières élections multiraciales en Afrique du Sud, le parti zoulou Inkatha s'est finalement rallié au processus électoral. Dans un accord rendu public le 19 avril par Nelson Mandela, le leader de l'ANC, et le chef Buthelezi, dirigeant de l'Inkatha, ce dernier a annoncé la participation de son parti au scrutin du 27 avril, tant aux élections nationales qu'aux élections provinciales.

En échange, une réunion extraordinaire de l'ancien Parlement de l'apartheid devait se tenir afin d'entériner un amendement constitutionnel reconnaissant au Roi zoulou Goodwill Zwelithini (par ailleurs neveu de Buthelezi) un statut similaire à celui de la Reine d'Angleterre... Du même coup se trouvait reconnue, au sein de l'Afrique du Sud nouvelle, l'existence d'un royaume zoulou, dont les limites seraient celles du Kwazulu, le micro-État à la tête duquel le régime de l'apartheid avait nommé Buthelezi. Conformément à la Constitution, le Kwazulu disparaîtrait au lendemain des élections, mais Buthelezi conserverait dans son fief, en plus du poids qu'il peut tirer des urnes, un reste de légitimité féodale garanti par le nouveau régime.

Il semblerait donc que Buthelezi ait finalement choisi de prendre en marche le processus du règlement politique, plutôt que d'être laissé à l'écart de la répartition des postes qui a accompagné les élections. Peut-être a-t-il également reculé devant le risque d'une confrontation directe avec l'ANC et le nouveau régime. Toujours est-il que c'est à force de compromis que l'ANC a «invité» l'Inkatha à entrer dans le processus électoral, comme il l'avait fait peu de temps auparavant avec Viljoen (FF) et une partie de l'extrême droite blanche.

Les élections et le nouveau gouvernement

Les premières élections multiraciales sud-africaines ayant recueilli l'aval de tous, y compris des oppositions zoulou et conservatrice (Viljoen et un tiers du Parti conservateur), elles pouvaient dès lors avoir lieu, sans pour autant *a priori* aboutir au chaos. Prévu du 26 au 28, elles ont été prolongées jusqu'au 30 avril, du fait des difficultés rencontrées :

- problème technique, tout d'abord : dans la nuit précédant le début du scrutin, il a fallu imprimer en catastrophe des millions de bulletins inkathistes.
- problème de fraude ensuite, dans le Kwazulu notamment, mais aussi dans le Transvaal : piratage informatique, pressions sur les votants, stockage mystérieux de dizaines de milliers de bulletins dans les hangars militaires...

Le 6 mai enfin, tombaient les résultats définitifs consacrant la victoire écrasante de l'ANC (62,65%) suivi du Parti National (PN) de De Klerk (20,39%) et de l'Inkatha en troisième position (10,54%).

Outre la présidence, promise de fait à Mandela, les résultats électoraux assuraient à l'ANC la majorité à l'Assemblée nationale : 252 sièges contre 82 pour le PN et 43 pour l'Inkatha. Investi officiellement dans ses fonctions à la tête de l'État le mardi 10 mai, le président Mandela, fidèle à ce qui a été prévu, devait dès lors composer avec le Parti national et l'Inkatha le nouveau gouvernement de coalition.

C'était chose faite le 12 mai : le cabinet de Mandela, flanqué de deux vice-présidents, Thabo Mbeki (ANC) et De Klerk (PN), reflétait un subtil équilibre destiné à satisfaire l'ensemble des forces politiques, sans toutefois remettre en cause la suprématie de l'ANC.

La répartition des portefeuilles respecte les résultats des pre-

mières élections multiraciales :

- l'ANC ayant obtenu 62,65% des voix a donc 18 ministres, dont des ministères clés tels les Affaires étrangères, la Justice, la Police, la Défense, le Logement...
 - le PN, avec 20,39%, obtient six ministères dont les Finances, l'Agriculture, les Mines et Énergie... consacrant la pérennité de la mainmise blanche sur l'économie sud-africaine.
 - l'Inkatha, avec 10,54% des suffrages, en a trois, dont l'important ministère chargé d'organiser les prochaines élections de 1999, attribué à Buthelezi qui, après avoir boycotté les élections, se retrouve au gouvernement de coalition.
- Comme l'ANC avait réussi à intégrer l'Inkatha dans les affaires politiques de la nouvelle Afrique du Sud, il restait à Mandela à régler le problème de l'extrême droite blanche.

Une extrême droite isolée

Concernant l'aspiration d'une frange de la population blanche à un Volkstat (État blanc), le score du Front de la liberté (FF) est particulièrement intéressant : avec 424 555 voix, soit 2,17% des suffrages, ce dernier dispose de neuf sièges à l'Assemblée nationale pour y défendre l'idée d'un État indépendant. Rapportée aux quelques 3,5 millions théoriques d'électeurs blancs, force est de constater que la revendication d'un Volkstat, sensible en milieu rural, est minoritaire dans la population blanche désormais majoritairement urbaine. La grande faiblesse du FF est de n'avoir pu atteindre les 5% fatidiques qui lui auraient permis de siéger au gouvernement ; Viljoen est donc écarté de tout poste ministériel.

Fort de la certitude de l'isolement de plus en plus évident des partisans d'un Volkstat, Mandela, évoquant la nécessaire réconciliation des Sud-africains, annonçait le 2 juin la tenue d'un référendum sur l'État blanc. Référendum réservé aux seuls Blancs, de façon à ce que ces derniers ne puissent mettre en cause les résultats, et le désaveu de la voie indépendantiste conduite par Viljoen, Hartzenberg et Terre Blanche.

Totalement isolée dans le climat de quasi-euphorie qui règne dans le pays depuis les élections, divisée et presque apathique, l'extrême droite blanche paraît bien incapable de reprendre des forces avec le référendum qu'on

lui propose aujourd'hui. Désormais, quitte à entériner tant bien que mal la victoire de l'ANC, le CP d'Hartzenberg œuvre tout au plus à l'amnistie de «vieux amis», tels par exemple les deux assassins de Chus Honi, dirigeant du Parti communiste et de l'ANC, condamnés à mort le 15 octobre dernier. Quant à l'aile radicale de l'extrême droite, elle apparaît en tout cas de jour en jour un peu plus isolée.

L'AWB est responsable d'une série d'attentats, dont un à proximité du Quartier général de l'ANC à Johannesburg (neuf morts), l'avant veille de l'ouverture du scrutin ; ses plans ont été déjoués dans l'ensemble. Ainsi, le *Weekly Mail & Guardian* révélait dans son édition du 16 mai que l'AWB avait initialement prévu de faire «sauter» six tonnes d'explosifs le jour de l'investiture de Mandela à l'aéroport Jan Smuts lors du passage du nouveau président sud-africain. Mais l'arrestation de 32 militants de l'AWB, le 27 avril, a annulé ce projet. Plus que cet échec, c'est la surestimation des forces de l'AWB qui semble aujourd'hui responsable de l'impuissance du mouvement de Terre Blanche face au processus électoral, d'autant plus que la police et l'armée sont restées fidèles au gouvernement de transition.

Dans une nouvelle Afrique du Sud que tous semblent accepter bon an mal an (Viljoen, Hartzenberg), seule l'AWB persiste dans sa voie de la «résistance boer» avec comme seul recours le terrorisme (terrorisme désespéré du type de l'OAS). En attendant, «forte» de quelques centaines de militants et rejointe depuis peu par des néo-nazis européens, l'AWB, équipée de matériel de survie empilé dans des camionnettes, se déplace dans l'ouest du pays, campant chaque nuit sur un site différent, pour éviter d'être surpris par «l'insurrection communiste» !!

Si la menace des partisans d'un Volkstat a tendance à s'amenuiser dans un pays où le chômage touche 47% de la population noire, où 5% de la population blanche en général possède 88% des richesses, où les violences inter-ethniques qui découlent de ces inégalités sociales demeurent dans les townships, la route semble encore périlleuse vers une nouvelle Afrique du Sud débarrassée de ses préjugés et de sa misère sociale. ■

SEARCHLIGHT

THE INTERNATIONAL ANTI-FASCIST MONTHLY

Si vous voulez lire tous les mois *Searchlight* en VO vous pouvez :

- vous abonner : individus (24€), organisations (32€) à envoyer par mandat international ou Eurochèque à Searchlight 37B New Cavendish Street London W1M 8JR Grande-Bretagne (Chèque à l'ordre de Searchlight).
- acheter chaque mois *Searchlight* à Publico 145, rue Amelot 75011 Paris Métro République (20frs le numéro).
- ou commander les numéros à Réflex 21^{er} rue Voltaire 75011 Paris. (20frs le numéro, frais d'envoi inclus).

À août et septembre 1994 ont été témoins d'un accroissement de la violence du British National Party (BNP) et de Combat 18 (C18). À Leeds, dans le Yorkshire, les néo-nazis ont mené pendant plusieurs mois une série d'attaques (à la machette et à la batte de baseball) sur des cibles allant des magasins stockant du matériel antifasciste jusqu'aux appartements de certaines personnes. Des listes noires contenant des précisions sur des dizaines de personnes prises comme cibles par les néo-nazis circulent depuis le début de l'année dernière. Malgré les preuves désignant les responsables et malgré les arrestations des principaux militants néo-nazis (à trois reprises pour certains), les tribunaux remettent toujours les néo-nazis en liberté provisoire. La police semble avoir favorisé l'escalade de la violence en prétextant qu'il s'agissait «seulement [de] la droite combattant la gauche». Un documentaire a été diffusé début octobre dans le but d'embarrasser la police du Yorkshire et de Londres : les victimes, dont un membre du Parlement du Yorkshire, se plaignent de l'inefficacité de la police. Le reportage a aussi parlé du groupe paramilitaire Combat 18. Malgré les affrontements qui ont opposé les extrémistes du BNP et de C18 au début de l'année dernière, les deux groupes ont surmonté nombre de leurs différences, leur préférant la sécurité de leurs membres. Au début de l'année 1994, le BNP a dû limiter ses activités aux élections, n'ayant pas les forces suffisantes pour organiser des marches et des rassemblements. Certaines régions n'ont pratiquement vu aucun travail politique du BNP, qui a ainsi laissé la voie libre au très faible National Front qui a tenté de rétablir quelques-unes de ses anciennes sections dans les régions où les activistes néo-nazis avaient œuvré pour le BNP dans les années précédentes. D'un autre côté, le nombre d'attaques perpétrées par des commandos nocturnes a augmenté de façon régulière, ce qui

Holidays in The SUN

satisfait la plupart des membres du BNP et de C18. Ce ne sont cependant pas seulement les ennemis les plus évidents du BNP et de C18 qui sont victimes de leurs attaques.

Renouvelant leurs exploits du début des années 1980, les néo-nazis britanniques se sont rendus au festival néo-nazi annuel de Dixmude en Belgique ; à la fin du mois d'août de l'année dernière, ils ont été impliqués dans les trois batailles rangées qui les ont opposés aux Belges et aux Allemands à propos de la question de l'Irlande du Nord et du loyalisme. Traditionnellement, les néo-nazis européens du continent ont toujours soutenu l'IRA alors que la plupart des néo-nazis britanniques soutiennent les loyalistes. La question est plus compliquée car la League of St George, un groupuscule national-socialiste, s'en tenait à la ligne d'Oswald Mosley, en faveur d'une Irlande unie, et récupérait certains éléments nationalistes irlandais, ce qui a attiré la sympathie de nombreux néo-nazis américains comme Sean McGuire, le plus vieil allié

de l'un des fondateurs de C18, Harold Covington. En 1993, la League of St George a annoncé qu'elle abandonnait son discours républicain pro-irlandais pour soutenir les loyalistes, mais *Searchlight* pense que cette situation a conduit à des différends à l'intérieur de l'organisation, qui avait rejoint les attaques de C18 en publiant *Target*, composée d'une liste noire et d'une feuille de renseignement néo-nazi, comme supplément à sa revue *League Sentinel*. Les affrontements en Belgique ont conduit à l'expulsion d'au moins 50 Allemands et à l'arrestation de nombreux néo-nazis belges et britanniques.

L'autre rassemblement international annuel néo-nazi, prévu le week-end du 13 au 14 août en mémoire de Rudolf Hess, a vu la participation de certains Britanniques, dirigés par le responsable du BNP de l'East Midlands, John Peacock, qui a fini à une petite manifestation dans le Schleswig-Holstein. La plupart des néo-nazis allemands se sont rendus au Luxembourg où ils se sont faits rouer de coups par les

forces de l'ordre ; le lendemain, ils ont été arrêtés et expulsés.

Bien que C18 ait dans une certaine mesure revu sa ligne de conduite vis-à-vis du BNP, il continue à demander la démission de John Tyndall, le vétéran nazi devenu chef du BNP, et son remplacement par quelqu'un de plus jeune et plus énergique. Les jeunes activistes de C18 pensent que Tyndall a fait son temps.

Stephen Sargent, qui s'occupe de Resurgam, le club de lecture qui sert de couverture aux nombreuses activités illégales de C18, a été arrêté avec trois de ses camarades néo-nazis le jour du premier match de la saison du club de football de Chelsea. Ils avaient menacé une femme vivant seule près du stade de football de Chelsea parce qu'elle avait accroché à sa fenêtre une affiche de l'Anti Nazi League. Une heure après, la police les a écroués, et un important groupe d'activistes de C18 a fait une descente dans pub fréquenté par des supporters de Chelsea, dont certains avaient pris part à une action nationale contre le racisme dans les stades de football. De nombreuses personnes ont été grièvement blessées. Les attaquants avaient entre 28 et 40 ans et la descente semble avoir été planifiée à l'avance.

À Camden, dans le nord de Londres, le meurtre d'un jeune Blanc tué par une bande de jeunes Asiatiques le 13 août 1994 a provoqué une explosion de racisme dans la presse nationale, avec *The Sun* qui titrait : «Tué parce qu'il était blanc». En opposition à l'opinion publique, la police, les parents du jeune garçon et le quartier se sont unis pour empêcher le BNP et C18 d'exploiter la situation. Ian Dell, un activiste du BNP, a rendu visite aux parents, mais il a été reconduit à la porte. Les affiches de C18 proclamant «À bas la police, les Blancs luttent» n'ont eu aucun impact sur le quartier. D'une façon générale, cet été a été marqué par la progression des attaques antisémites et par la poursuite des très nombreuses attaques menées contre la communauté asiatique de Grande-Bretagne. ■



Couple de syndicalistes gallois attaqués 7 fois par C18 chez eux.

Le procès des 7 de Berlin

Organisons la solidarité internationale !



Le SRA (Solidarité Résistance Antifa), comité de soutien en France aux sept antifascistes turcs, kurdes et allemand accusés du meurtre de Gerhard Kaindl. Ce comité, qui regroupe la CNT/FAU, l'OCL, le SCALP-REFLEX et quelques groupes du réseau No Pasaran !, s'est donné comme objectif, au-delà de l'affaire de Berlin, de faire vivre concrètement la solidarité internationale, tâche qui lui semble d'autant plus importante que la criminalisation des antifascistes à travers l'Europe prend des proportions de plus en plus inquiétante.

Le 4 avril 1992, des cadres néonazis se réunissent à Berlin dans un restaurant, au cœur d'un quartier à forte population immigrée. Étant donné le climat de terreur fasciste en Allemagne, cette réunion est prise comme une véritable provocation : une mobilisation spontanée est organisée. Un groupe de personnes masquées attaque alors le meeting, blessant grièvement deux fascistes, dont Gerhard Kaindl, cadre de la Deutsche Liga, qui succombe à ses blessures. La police a aussitôt engagé ses recherches dans le milieu antifasciste immigré, et ce de façon particulièrement sévère : perquisitions, menaces... Suite aux déclarations d'un jeune Kurde antifasciste arrêté, obtenues dans des circonstances troubles, sept antifascistes ont été arrêtés ou recherchés, se sont livrés d'eux-mêmes à la police. Leur procès, qui a débuté le 20 septembre dernier, s'est achevé le 11 novembre. Après que l'acte d'accusation a été requalifié, passant de «meurtre en commun avec préméditation» à «coups et blessures ayant entraîné la mort sans intention de la donner», le procès, qui devait normalement s'étendre jusqu'au 6 décembre 1994, a tourné court, en partie à cause de la très mauvaise impression faite par la police berlinoise pendant le procès et des contradictions dans les témoignages, mais en partie aussi grâce au soutien qu'ont reçu les prisonniers avant et pendant le procès, aussi bien en Allemagne qu'ailleurs dans le monde...

Le comité de soutien en Allemagne nous ayant mis au courant des événements, nous avons décidé de créer en France un comité de soutien aux sept de Berlin, le SRA (Solidarité Résistance Antifa), constitué du regroupement de la CNT / FAU, de l'OCL et du SCALP-REFLEX, regroupement rejoint par la suite par un certain nombre de groupes de province. En criminalisant ainsi les immigrés et les antifascistes, l'État allemand ne fait pas autre chose qu'appliquer les pratiques d'isolement et de contrôle qui sont les bases de la politique de la plupart des pays européens. La construction européenne se fait sur les mêmes bases, comme le montrent les projets concernant l'euro-police ou le contrôle des frontières. C'est pourquoi, au-delà même de la manifestation d'une solidarité concrète avec nos camarades turcs, kurdes et allemand, c'est aussi une certaine

idée de l'Europe que nous voulons défendre : ouverte, solidaire, égalitaire.

Le SRA participe de cette volonté de coordonner nos actions avec celles de nos camarades des autres pays. Face à l'élaboration d'outils répressifs à l'échelle européenne de la part des États, et à la construction de réseaux européens d'extrême droite, il nous semble impératif de nouer des liens de solidarité et de travail hors du cadre national.

Cette campagne de soutien, qui ne sera pas la dernière du SRA, nous a permis de mesurer la portée concrète d'une action à l'échelle internationale. D'une part dans le travail collectif avec le comité de Berlin, et d'autre part sur l'influence et les résultats que peuvent apporter une telle campagne.

Si des liens existaient déjà, bien entendu, avec nos camarades antifascistes de l'étranger, et particulièrement d'Allemagne, le SRA a permis une collaboration étroite qui ne se limitait pas à un échange simple d'informations : cette campagne nous a permis de mieux comprendre la situation outre-Rhin, en particulier en ce qui concerne le rôle de la police, et ainsi de réfléchir sur la situation dans notre propre pays dans une perspective différente. L'investissement, tourné vers un

autre pays, de groupes et d'individus ici en France et la venue de camarades allemands du Comité ont été l'occasion de discussions sur la situation en Allemagne et, de façon plus générale, en Europe.

Mais, au-delà de l'intérêt de la campagne au niveau de la réflexion et du débat, il faut aussi souligner le résultat concret qu'elle a obtenu. Si nous devons rester vigilants, aussi bien vis-à-vis du sort des sept de Berlin, en particulier pour ceux qui risquent l'expulsion, qu'au regard des autres tentatives de criminalisation du milieu antifasciste en peu partout en Europe, et si nous ne devons pas oublier que la police de Berlin s'est en fin de compte tirée à bon compte, on peut malgré tout admettre que l'issue du procès a été considérée, à Berlin et ailleurs, comme un soulagement. Et l'on peut également admettre que la pression du soutien manifesté en Allemagne et dans le reste du monde, quelle qu'en fût l'étendue, n'y a pas été étrangère.

Aussi petit qu'il soit, un signe de protestation venu de l'étranger est toujours considéré par un État comme gênant, autant et sinon plus qu'une action concernant un problème intérieur. De plus, une campagne à l'échelle européenne, voire mondiale, a toujours plus d'influence.

C'est pourquoi, malgré ses limites, le SRA doit se renforcer, se développer pour participer à l'élaboration d'une véritable solidarité et coopération européenne entre les groupes antifascistes. ■

À propos du procès...

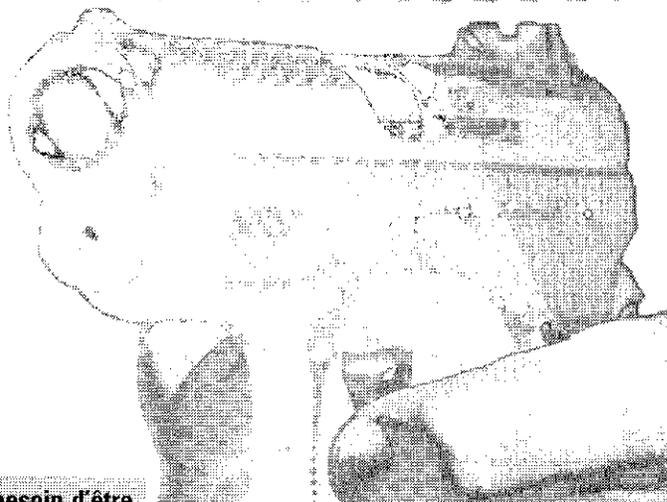
Mardi 15 novembre 1994, le verdict du procès a été rendu.

Aujourd'hui, les 7 de Berlin sont libres, en attendant le début de leur peine. Abidin a été mis hors de cause, Carlo, Seyho et Mehmet ont été condamnés à 3 ans de prison ferme, Bazdin à 2 ans avec sursis, Fatma à 18 mois avec sursis et Erkan a été définitivement relaxé. Deux mandats d'arrêt lancés contre des personnes recherchées ont été abandonnés.

Pour tout renseignement et soutien financier (chèque à l'ordre de DEB), n'hésitez pas à prendre contact avec nous.

SRA • 21^{ème} rue Voltaire 75011 Paris

Police : L'arme au poing



«L'immense majorité des policiers de la police nationale n'a pas besoin d'être armée.» En prononçant cette phrase le 28 mai 1990, Pierre Joxe, alors ministre socialiste de l'Intérieur, avait semé l'inquiétude et la consternation parmi ses troupes.

La Fédération Autonomes des Syndicats de Police (FASP), majoritaire chez les policiers en tenue, avait immédiatement répliqué que l'idée du ministre était «utopiste» en ajoutant : «Supprimer le port d'arme ? 99% des policiers sont contre et ne veulent pas être désarmés. Nous sommes dans un pays latin où les malfaiteurs sont armés, et parfois même, ils le sont mieux que les policiers.» Pour l'Union des Syndicats catégoriels, la déclaration est «provocatrice», et la remarque est la même : «Il est plus facile de désarmer les policiers que les truands». Quant au Syndicat National Autonome des Policiers en Civil (SNAPC), majoritaire chez les inspecteurs, il s'interroge : «Par quoi remplacer l'armement ? Cela suppose une redéfinition complète du fonctionnement de la police et du recrutement.»

Devant le tollé déclenché, Pierre Joxe avait fait marche arrière en jurant ses grands dieux que jamais il n'avait voulu agir en ce sens, rappelant toutefois «qu'un grand nombre de fonctionnaires de police n'ont pas l'usage de leur arme dans leurs missions. Certains en ont besoin toujours, d'autres parfois, et d'autres jamais.» Le ministre de l'Intérieur s'exprimait en fait sur une des 32 propositions du rapport Clauzel (sur le statut des policiers municipaux), qui préconisait le désarmement de ces derniers. Cependant, le même Joxe avait été en 1985 l'initiateur d'une loi programme dite de modernisation de la police. C'est cette loi qui a permis de remplacer les Pistolets Automatiques (PA) Unique en 7.65 mm par des revolvers Manurhin MR73, 357 magnum dont la puissance de feu est considérable. Il s'agit d'armes d'arrêt prévues pour le tir de combat, ou instinctif. Depuis c'est une version améliorée, le Manurhin RMR Spécial Police, toujours en 357 magnum qui équipe la majeure partie des corps urbains tant à Paris qu'en province.

On a ainsi doté la police d'un armement si redoutable que l'on peut légitimement s'interroger sur la nature des missions

confiées aux forces de l'ordre, qui parfois s'interrogent elles aussi. Bernard Deleplace, secrétaire général de la FASP, dans son livre *Une vie de flic* estime que : «Notre métier n'est pas de tirer, c'est de neutraliser et de remettre notre client à la justice. À elle de juger, à elle d'exécuter les sentences, pas à nous.» Ainsi, malgré le comique que peuvent susciter de tel propos au vu de l'actualité récente¹, le choix des munitions n'est évidemment pas sans conséquences. Celles qui sont utilisées sont si «performantes» qu'elles peuvent traverser un individu, ricocher sur un mur et faire une seconde victime. Sans parler des dégâts provoqués par les munitions dites THV (Très Haute Vitesse), les organes sont partiellement ou totalement détruits, les tissus réduits en

pulpe, et des fractures osseuses ou des ruptures de vaisseaux peuvent apparaître dans des zones adjacentes au passage du projectile.

On comprend que certains policiers eux-mêmes puissent être effrayés à l'idée d'avoir à utiliser de telles armes (Ce qui ne les empêche toutefois pas de les porter).

Pire, en juillet 1986, lorsque le CRS Gilles Burgos abat dans le dos Loïc Lefèvre, il est armé d'un mousqueton AMD Ruger de calibre 5.56 mm, qui est une munition classée en 1^{ère} catégorie dans la législation française sur les armes, à savoir celle qui regroupe les armes de guerre et leurs munitions. Autrement dit, la politique de sécurité publique de l'État français, qui se veut démocratique, est fondée en partie sur la puissance de feu des armes de ses gardiens de la «paix».

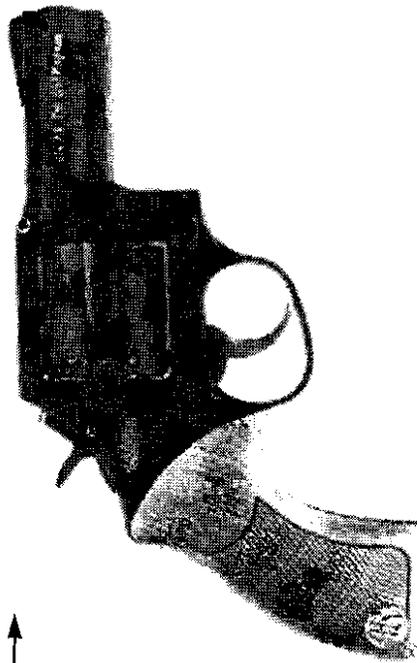
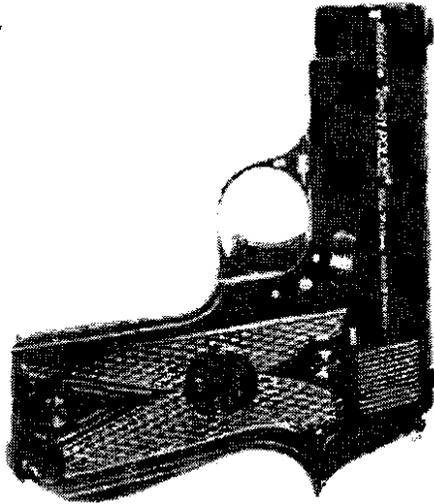
Il est vrai que l'on a pu voir apparaître durant les manifestations contre le CIP de mars 1994 des armes dites non létales au sein de certaines unités de maintien de l'ordre. En particulier des fusils *Flash Ball*, qui tirent des balles en caoutchouc. Dans le même ordre d'idée, il est prévu de doter les fonctionnaires de police de «tonfas» à l'image de leurs homologues d'outre-Atlantique.

Au vu des résultats, on ne peut qu'être pour le moins réservé quand Bernard Deleplace demande que «la police scientifique [étudie] des armes qui immobilisent, paralysent, neutralisent, sans tuer.» Sans tuer, peut-être² mais si l'on s'intéresse à l'entraînement au tir dispensé aux policiers, on constate là encore qu'il est totalement inapproprié.

À l'école ou au centre de formation, le futur policier est seulement acclimaté aux armes. Ensuite, tout au long de sa carrière, l'entraînement consistera à tirer chaque année et ce «en fonction des possibilités», 80 cartouches (60 à l'arme de poing et 20 au pistolet-mitrailleur), ce qui représente à peine quelques dizaines de minutes chaque semaine. Autrement dit, un policier qui, même si les probabilités de faire usage de son arme en service sont faibles, sortira son arme, souvent dans des conditions de stress et d'environnement qui n'ont rien à voir



Unique Rr51 7,65 mm : pistolet en dotation jusqu'en 1989 dans les principaux corps de police française. Ils ont depuis été recyclés et équipent désormais les policiers auxiliaires (appelés faisant leur service dans la police)



Manurhin MR73 357 magnum (9mm) : a remplacé l'Unique Rr51 dont la munition était considérée comme « dépassée » pour une arme d'intervention, entendez pas assez meurtrière.

avec un stand de tir, le fera souvent au détriment de ceux qu'il est censé protéger. Qui plus est, si en Allemagne où aux Pays-Bas, les policiers qui touchent les jambes de la cible obtiennent la meilleure note, en France, c'est justement le contraire. Car les cibles françaises n'ont pas de jambes du tout et s'arrêtent au niveau des parties génitales. Pour résumer, plus l'impact est théoriquement mortel, mieux le tireur est noté. Enfin depuis plusieurs années, on enseigne aux jeunes recrues les techniques de la police américaine, le tir instinctif, tir de combat qui a pour but de tuer. Il consiste à toucher l'adversaire sans viser, et de manière à ce qu'il ne puisse plus riposter. Autant dire qu'il s'agit bien d'un tir « d'élimination ».

La liste des bavures est d'ailleurs malheureusement là pour confirmer qu'on ne tire pas impunément dans la tête ou la poitrine

d'un individu. En examinant cette liste, on voit que la majorité des victimes sont des jeunes, et que la proportion d'étrangers ou de Français d'origine étrangère est importante.

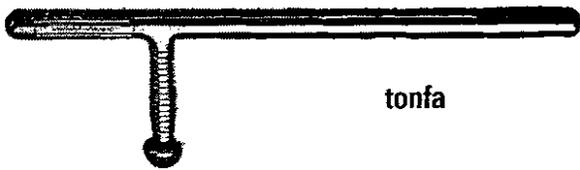
«Lorsqu'il est autorisé par la loi à utiliser la force et en particulier, à se servir de son arme, le fonctionnaire de police ne peut en faire qu'un usage strictement nécessaire et proportionné au but à atteindre.» Cet extrait, tiré de l'article 9 du Code de Déontologie de la police nationale, adopté en 1986 et calqué sur l'article 386 du Code pénal (avant 1994), rappelle qu'en matière

d'usage d'armes, le policier n'a pas plus de droits que n'importe quel citoyen. Contrairement au personnel pénitentiaire qui a légalement le droit de tirer sur un détenu tentant de s'évader, ou aux gendarmes qui peuvent ouvrir le feu après sommations. Dans la mesure où il peut aboutir à tuer ou blesser une personne, la loi prévoit que le droit à la légitime défense ne doit être utilisé que dans des conditions particulièrement strictes : il faut tout d'abord que le policier – ou la personne qui se défend – soit exposé à une agression violente et qu'il coure un grave danger. De plus, la défense doit être proportionnée à l'attaque et au risque encouru. Si l'homme qui fait face au policier n'est armé que d'un couteau, il n'est pas forcément indispensable d'ouvrir le feu sur lui. De la même façon, les blessures causées par un policier doivent être strictement nécessaires pour faire cesser le danger. Il ne saurait donc être question de loger une balle dans la tête de quelqu'un si le blesser à la main suffit à lui faire abandonner toute attitude agressive.

Lors du procès du policier responsable de la mort de William Normand, l'avocat général reconnaissait que cela ne suffisait pas à éviter les « incidents de police », « la police est le seul corps de l'État doté d'une arme, et à qui on n'a pas donné d'instruction pour son usage. » Les règlements internes de la police nationale imposent tout au plus de ne sortir et de n'armer son revolver, c'est-à-dire de se préparer à tirer, qu'en cas de danger, et cela afin d'éviter les accidents dus aux chutes et à l'énerverment. Pour la police, c'est clair, les bavures ne sont à aucun moment des actes volontaires mais au pire de malheureux concours de circonstances.

Loïc Lefèvre. William Normand, Abdelhai Benyahia, Malika, Saad Saoudi, Makomé, tous morts par balles. Ces six bavures et des centaines d'autres ne sauraient être le fait exclusif de quelques brebis galeuses non représentatives du corps entier. Ce sont plutôt le résultat direct de la politique sécuritaire

28



tonfa



Flash Ball



taire qui est depuis dix ans la seule réponse de l'État au problème de l'insécurité. Dominique Lhuillier, psychologue, qui a travaillé à la direction de la formation des personnels de la police de 1981 à 1983, explique que les policiers sont amenés « à porter un regard différent sur la société, parce que leur perception de la vie sociale passe par le filtre déformant du commissariat. [...] le recours à l'arme révèle presque toujours une réaction de peur, voire de panique, qui fait que les référents réglementaires sont oubliés. »⁴

Il faut dire de plus que les actes répréhensibles commis par les policiers ont été tolérés et couverts par certains membres de la plus haute hiérarchie du ministère de l'Intérieur, jusqu'à Charles Pasqua lui-même qui assurait en 1986 que les policiers pouvaient se sentir couverts en cas de bavures. Pratiques dont ils ne se sont apparemment pas privés puisqu'en octobre 1988, Pierre Verbrugghe, préfet de police de l'époque, adressait une « mise en garde solennelle » à tous les policiers parisiens contre « deux comportements intolérables : l'incitation à la haine raciale et un mauvais usage de leur arme de dotation. »⁵

Ces déclarations de bonnes intentions n'effacent cependant pas celle de Robert Pandraud, alors directeur général de la police nationale, à l'occasion du congrès des délégués du SNAPC réunis à Angers le 2 juin 1976. Il conseillait alors à ses ouailles d'apprendre à devenir de bons tireurs, car « dans des conditions difficiles et périlleuses du métier qui est le nôtre, il est nécessaire que, dans tous les cas où le feu doit être ouvert, ce soit le policier qui ait le dernier mot. Et quand je dis le dernier mot, je veux dire régler définitivement le problème. »⁶ On ne peut être plus clair. ■

1. Quand on sait que pour M. Pasqua un individu qui a été neutralisé signifie qu'il a été abattu. cf. les déclarations faites suite à la prise d'otages du 28 décembre dernier.

2. Une balle en caoutchouc tirée à courte distance, au visage ou touchant certains points vitaux, reste dangereuse, voire mortelle.

3. Cf. Article 31 « Les bavures policières », numéro spécial, 1987.

4. Cité dans *J'accuse*, spécial été 1990, pp. 8 et 10.

5. *ibidem*, p. 10.

6. *ibidem*, p. 10.



Tir au PM
Position «crouch»
(sans rire !)

Fiche technique

Le remplacement des pistolets de la police nationale par des revolvers 357 magnum est essentiellement le résultat de l'expansion qu'a prise une branche de la balistique, la balistique lésionnelle. Des études très poussées sont menées afin de déterminer le « moyen d'accroître l'efficacité lésionnelle (les dégâts utiles) [afin] d'élargir la cavité permanente. Cet élargissement accroît la quantité de tissus vitaux endommagés, accroît aussi les chances d'un coup moins bien placé d'atteindre les tissus vitaux, et augmente les chances de provoquer une hémorragie plus rapide. [...] plus l'hémorragie est rapide, mieux cela vaut ». « Tout d'abord, on a tiré sur des vaches, en notant le nombre de coups tirés et le temps nécessaire pour ôter à l'animal toute capacité de réaction. » Depuis, (que les antisécistes se rassurent) les animaux étant mieux protégés que les hommes, on se contente de tirer dans des blocs de gélatine qui permettent d'obtenir l'expansion maximale d'un projectile, et toutes proportions gardées, de disposer d'un modèle physique extrapolable à l'homme. Des chercheurs ont donc mis au point différentes munitions « d'interventions ». Les résultats de ces recherches sont éloquentes. Dans les années 1980 a été mise au point une cartouche dénommée « Alta ». Ce projectile de forme conique, « constitué d'un alliage spécial, ultra-léger, renfermant un noyau super-perforant [est] pourvu de quatre gorges circulaires, dans lesquelles se trouve un lubrifiant destiné à réduire le frottement dans le canon. L'ensemble assure à ce projectile un gain considérable en vitesse initiale et en énergie développée. L'Alta traverse comme à l'emporte pièce une plaque de tôle [...] de 16 mm d'épaisseur et continue sa course. [...] Aucun gilet pare-balles actuel ne résiste à cette cartouche ». Cette description faite par un enquêteur de police se termine toutefois par une mise en garde : « L'utilisation de cette phénoménale cartouche sur la voie publique lors d'une intervention, serait à mon sens extrêmement dangereuse pour les tiers, en raison de ses qualités de perforation ». Toutefois, en 1982, l'inventeur de l'Alta récidive avec une cartouche THV (Très Haute Vitesse). Étudiée spécialement pour les forces de l'ordre, elle allie deux objectifs

contradictoires, à savoir haute perforation sur surface dure et freinage intensif dans les tissus « mous ». De plus, « cette munition révolutionnaire perce sans inconvénient les gilets pare-balles et toutes les carrosseries d'automobiles [...], elle est conforme aux conventions de la Haye, qui interdit les projectiles à tête de plomb nu. » Cette cartouche est fabriquée depuis 1982 par SFM (Sté Française de Munitions) pour le compte de la police française.

1. *Cibles*, oct. 1994, p. 46.

2. in *Les Armes de la police nationale*, Michel Malherbe, Jacques Grancher, éditeur, sept. 1983, p. 122.

3. *ibidem*, p. 124.

Ci-dessous : différence de cavité temporaire (mesure de la puissance d'arrêt) sur bloc de plastiline :
- à gauche, une cartouche Arcane 357 Magnum
- à droite, une cartouche Winchester 357 Magnum «metal piercing»



Quand les liaisons se font dangereuses

Il arrive parfois, parfois seulement, que des liaisons se créent entre intellectuels de gauche et ce mouvement d'extrême droite appelé «Nouvelle Droite» ou «Nouvelle Culture». De tels rapprochements, à première vue incompréhensibles, posent aujourd'hui de véritables problèmes auxquels ils nous faut répondre. Si l'affaire Taguieff ne nous a pas permis de trouver réponse, l'affaire Watzal-Korinman, exemplaire de par les rouages qu'elle mit en place, nous permettra peut-être d'y voir plus clair...

L'affaire Watzal commence, ne l'oublions pas, lors d'un séminaire de maîtrise d'allemand de M. Korinman (directeur à l'époque de l'UFR Geroslapha) à l'université de Nanterre. Ce dernier annonce la tenue d'une conférence sur le thème «Germanophobie, Germanophilie, l'Allemagne en question». Il se dit déçu de ne pas avoir réussi à réunir les intervenants de renom qu'il aurait souhaités mais tout de même heureux d'accueillir Claus Leggewie et Ludwig Watzal, «un proche de Brunner, un anti-Maastricht» ! Rien de sensationnel *a priori*, sauf lorsque l'on connaît Manfred Brunner, créateur il y a peu d'un nouveau parti, le Bund freier Bürger (BfB), se situant dans la mouvance de la Nouvelle Droite, de la Révolution conservatrice.

Nous ne pouvions accepter que cet inconnu proche de Brunner puisse prendre la parole en toute impunité sans s'expliquer précisément sur ses liens avec Brunner.

Ainsi, nous sommes une trentaine le lendemain, prêts à dénoncer la présence d'un tel personnage, avec un tract explicite et quelques éléments sur le parti de Brunner.

Il est enfin 17h30, nous sommes une cinquantaine et remplissons la moitié de l'amphithéâtre C1, lorsque le colloque commence. Après une brève présentation par des étudiants, M. Korinman prend la parole : «Je suis très heureux de vous voir si nombreux ce soir... et je m'en vais présenter immédiatement nos invités en commençant exceptionnellement, à l'inverse de leur position respective sur l'échiquier politique, par la droite...» En clair, le premier était d'extrême gauche et le dernier au moins de droite. Ainsi, après avoir présenté, à sa droite, Jean-François Tournadre, «membre du PCF», Claus Leggewie, professeur de sciences politiques à l'université de Giessen et Bernd Zielinski, lecteur à Nanterre (et «d'extrême gauche»), il présente, à sa gauche Klaus Hubbe(r),

correspondant à Paris du *Rheinischer Merkur*, une étudiante chargée de la traduction et enfin «extrêmement heureux», Ludwig Watzal, écrivain au sein de la revue *Aus Politik und Zeitgeschichte*, dépendant de «l'organisme national pour la culture politique».

Intervention au sein du public : «Il me semble qu'il y a un problème, nous ne pouvons accepter qu'un membre de la Nouvelle Droite prenne la parole dans ce colloque...» Puis «Fascistes hors des facs et hors de nos vies» résonne dans l'amphi alors que Korinman scandait : «Il n'est pas d'extrême droite, il n'appartient pas à la Nouvelle Droite».

Document 1

SCHÜTZ-BÜCHER
Künder der historischen Wahrheit

EVA
BRAUN

1989
1990

Am Pranger
der
Nation

Deutschland
im Kreuzfeuer
großer Mächte

Traduction du sous-titre :
Les messagers de la vérité historique (sic !)

Nous aurions dû lui demander à ce moment précis de qui il parlait ! Avions-nous cité un nom ? Montré quelqu'un du doigt ? Non, mais le silence se fit afin de lui donner la parole : «De quoi voulez-vous parler ? Mais on peut dialoguer avec tout le monde dans une démocratie, il est nécessaire de confronter nos positions». Avec qui ? Qui est «tout le monde» ? Watzal tenta de s'exprimer et lâcha «Me, fascist ? Ha, ha, ha...» Rire tendu, il s'assit alors que le débat dans la salle s'échauffait, que l'un d'entre nous demandait des éclaircissements sur ses liens avec Manfred Brunner et qu'un autre partait donner à la tribune les preuves de ce que nous avançons. À peine mettait-il le pied sur l'estrade que M. Korinman «répondait» : «Le Bund freier Bürger n'est pas un parti d'extrême droite, du moins pas à mon avis. Qu'en pensez-vous M. Leggewie ?». «Ce n'est pas mon avis non plus». Les facultés de M. Korinman sont grandes puisqu'il sait deviner à l'avance ce qui est écrit sur le document que lui tend notre camarade. Qui d'autre avait cité le nom du BfB avant M. Korinman ? Personne, absolument personne d'autre que lui n'avait mentionné le fait qu'une personne de l'assistance puisse être membre ou même sympathisante du BfB.

Malheureusement, nous n'avons pas pu en apprendre davantage puisque quelques minutes plus tard, l'ensemble des personnalités présentes décidèrent, sur proposition de M. Korinman, de quitter ensemble la tribune. Accompagnés par nos soins, Messieurs Korinman, Watzal et Leggewie sortirent ensemble de l'amphi, prétextant alors une erreur de notre part, une incroyable méprise...

Les événements qui survinrent ensuite furent utilisés par nos détracteurs comme argument de choc. Bien qu'ils nous paraissent futiles, nous nous y attarderons donc quelque peu.

Le petit groupe se dirigeait vers le bâtiment A, à l'opposé du RER. Tout au long du trajet, nous avons échangé quelques phrases avec les différents protagonistes et scandé des slogans aussi clairs que radicaux : «Halte à la compromission entre la gauche et l'extrême droite», «Non à la légitimation de l'extrême droite». Alors que M. Leggewie nous adressait ses salutations, le majeur tendu vers nous, nous arrivions aux portes de l'université.

L'histoire aurait dû s'arrêter là. Malheureusement, M. Korinman avait cru bon de mêler un éminent professeur de philosophie de l'université à l'histoire, lui racontant sa version des faits. Un moment de flottement aux portes du bâtiment, une histoire de valise restée à l'autre bout de l'université, une éventuelle voiture introuvable... La tension montait: Nous avons décidé - à tort ou à raison - d'en finir avec cette histoire et de raccompagner ces messieurs jusqu'au RER. Le trajet fut long et entrecoupé de quelques bousculades sans qu'aucun coup n'ait été porté. Accompagnés alors par les vigiles qui n'eurent nullement besoin d'intervenir, ils purent trouver refuge à la RATP.

Cette action, menée quelque peu dans la hâte, se terminait finalement assez bien et les liens entre Watzal et la Nouvelle Droite nous semblaient alors clairs. Le seul coin d'ombre à nos yeux résidait dans le pourquoi d'une telle invitation de la part d'un professeur, ancien gauchiste, et aujourd'hui proche du Mouvement des Citoyens. La question était de taille et n'aurait peut-être jamais eu de réponse si ce dernier n'avait décidé de donner suite à l'affaire.

En effet, dès le lendemain, M. Korinman décidait d'attaquer sur tous les fronts... privilégiant principalement deux axes :

- Qualifier leur sortie de l'amphi de «scène de pogrom rappelant la dénonciation puis l'expulsion des universitaires juifs sous le Troisième Reich», et ce dans le but d'indigner la communauté universitaire et de focaliser l'attention sur «ces scènes d'une rare violence».

Tactique ô combien payante puisqu'elle regroupera les signatures de plus d'une centaine d'universitaires dans un appel à la démocratie au sein de l'université et condamnant nos deux groupes sans équivoque. Dans cette entreprise, M. Korinman a su compter sur les innombrables contacts au sein des média et de l'intelligentsia française qu'il entretient de par son passé militant et ses contributions à la revue française *Hérodote* et à *liMes*, revue de géopolitique italienne. Qui n'a pas entendu parler alors de l'affaire Watzal ?

- Nier en bloc toute appartenance ou tout lien de Watzal avec la Nouvelle Droite et montrer comment derrière notre antifascisme se cachait un profond sentiment «anti-boche» inhérent aux lendemains de la guerre. Dans cette stratégie, nos détracteurs se sont également réfugiés derrière la dénomination «d'ultra-conservateur» pour désigner les positions politiques de Watzal afin de réfuter l'ensemble de nos arguments et preuves. En effet, nous n'étions pas en mesure de montrer une photo de Watzal en uniforme SS, arborant la carte du NSDAP/AO, parti de Hitler en exil !

Sans rentrer davantage dans les détails les plus sorniois de l'affaire, notons que dans les deux mois qui suivirent, la majeure partie des personnes s'étant intéressé à l'affaire se rangèrent du côté de M. Korinman, ne retenant de l'affaire que les soi-disant violences, entraves inacceptables au bon déroulement de la démocratie universitaire. Cette position s'est au fur et à mesure géné-

ralisée, alors que de notre côté, de plus en plus d'éléments venaient confirmer nos premières convictions. Mieux encore, si Ludwig Watzal était à nos yeux indésirable dans ce débat, différents éléments mettront en relief l'implication de messieurs Leggewie et Korinman dans cette volonté de débat avec la Nouvelle Droite.

1- Ludwig Watzal a collaboré à l'ouvrage de M. Zitelmann, *Westbindung*, qui tente de montrer que l'Allemagne a un destin propre, entravé depuis le traité de Versailles par des attaches forcées à l'Ouest. Si M. Watzal n'est pas très connu, M. Zitelmann s'est fait remarquer dernièrement au sein du quotidien *Die Welt*, par l'écriture de textes néo-droitiers. Ce membre du SPD (parti social-

démocrate) est l'auteur d'ouvrages sur la Seconde Guerre mondiale, comme *Hitler Selbstverständnis eines Revolutionärs* (Adolf Hitler, la profession de foi d'un révolutionnaire) ou encore *Die Braune Elite* (L'élite brune), et un livre consacré à Adolf Hitler, une biographie dite «non conventionnelle». Il est distribué par un club du livre nommé Schütz-Bücher, dépendant des éditions K. W. Schütz (voir document 1). Ces dernières se sont spécialisées dans la distribution de livres comme *Die SS Panzer Division Wiking* de Jean Mabire, *Verschöpfung und Verrat um Hitler* (Complot et trahison autour d'Adolf Hitler) de Otto Ernst Remer, criminel de guerre membre de la SS et aujourd'hui en fuite hors d'Allemagne, ou encore comme *Holland und das deutsche Reich* de Florie Rost Van Tonningen, veuve du collaborateur néerlandais du même nom. Citons

encore les livres du révisionniste Paul Rassinier, premier à avoir remis en cause l'importance de la Shoah, Karl Doenitz, David Irving, Leni Riefenstahl, Léon Degrelle ou encore Ernst Nolte, l'historien révisionniste...

2- D'autre part, le rédacteur en chef de la revue gouvernementale *Aus Politik und Zeitgeschichte*, à laquelle participe M. Watzal, vient de changer pour laisser place à une personnalité dite «plus à droite». Depuis son arrivée, on peut noter une radicalisation du discours, prenant des accents ultra-conservateurs, néo-droitiers, et l'arrivée de personnages plus marqués à l'ultra-droite. Autour de cette revue, on note qu'un article paru dans la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, intitulé «Qu'est-ce que la droite ?», définit, entre autres, la position d'une grande Allemagne ultra-conservatrice, forte et unie, détachée quelque peu de ses attaches à l'Ouest.

Aus Politik und Zeitgeschichte et la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* sont donc deux

grand journaux conservateurs allemands (le premier est un organe gouvernemental), qui laissent parfois une tribune à la Nouvelle Droite. Le BfB joue le même rôle que le parti de Jörg Haider en Autriche, le FPÖ, utilisant les mêmes méthodes et partageant la même philosophie. La connexion entre le BfB et le FPÖ a été mise à jour en particulier dans un article du quotidien allemand *Die Welt*, intitulé «Coalition contre Maastricht. Déclaration à Paris. Brunner se prépare à travailler avec Haider.»

3- On a pu lire dans le très officiel *Der Spiegel* de mars 1994 un article intitulé «Pleurier pour l'Allemagne» qui traitait d'un «désaccord entre politiciens et juristes». «Les attaques et les tirades antisémites d'extré-

Document 7

UNIVERSITES FRANCAISES : LES RAVAGES DU POLITIQUEMENT CORRECT

À la suite de l'article du Monde du 24 mai intitulé "L'affaire Watzal agite l'université de Nanterre" et qui traite de la dernière en date des atteintes intolérables à la liberté d'expression, l'I.E.D. a demandé à Ludwig Watzal, membre de l'Union chrétienne-démocrate (CDU), de nous raconter dans le détail ce qui s'est passé sur son campus universitaire français jusqu'à présent, en toute impartialité. Ludwig Watzal, docteur en philosophie et rédacteur de la revue *Das Parlament* publiée par le parlement allemand à Bonn, a étudié les sciences politiques à l'université de Berlin-Ouest, les relations internationales à l'université de Pennsylvanie et la philosophie à l'école de philosophie S.J. de Munich.

"Invité par le professeur Jean-Michel Korinman, doyen de l'université de Nanterre, je devais discuter le 28 avril 1994 avec des collègues français et allemands sur le Traité de Maastricht et le rôle de l'Allemagne en Europe.

Dès que je fus présenté, environ 15 à 20 personnes se mirent à scandaler des slogans tels que "nazi", "fasciste", "Auschwitz", "Moln, Solingen", etc. Dans un tract qu'ils distribuaient et où il était question de relations entre les partis de droite et d'extrême-droite, ils affirmaient que j'étais proche du parti de Manfred Brunner, la Fédération des Libres Citoyens. Je partage la critique de Brunner au sujet du Traité de Maastricht - mais sans plus. Après que j'eusse déclaré que je n'étais pas membre de ce parti, mais de l'Union chrétienne-démocrate (CDU), leurs injures ne diminuèrent nullement. Sur quoi le professeur Korinman interrompit le débat.

Ce fut alors le signal pour les participants - en particulier pour moi - d'une véritable séance de lynchage qui a duré tout le long de notre trajet sur le campus de l'université jusqu'à la station du RER. Pendant tout ce temps, l'agressivité de ces individus ne cessa de s'accroître. Je fus véritablement chassé du périmètre universitaire sous des cris haineux : "nazi", "fasciste". On me donna

des coups de pied, on déchira par derrière ma veste et on me cracha dessus. Le professeur Leggewie reçut une giflette parce qu'il "préparait des collaborateurs". À quelques pas de là se trouvaient trois hommes du service d'ordre de l'université apparent et cherchaient plus ou moins à me protéger, mais sans succès. Nous ne fûmes en sécurité qu'après avoir atteint le bureau du RER. Tous les collègues français qui m'accompagnaient firent de leur mieux pour me protéger jusqu'à ma sortie du campus.

Le président de l'université refusa de porter plainte en justice contre ces étudiants, comme Korinman le lui demandait. Sur quoi, Korinman démissionna de ses fonctions de doyen. Au cours d'une séance du conseil d'administration de l'université, il fut souvent question de "preuves" contre moi, "preuves" qui n'ont jamais existé. La direction de l'université ne fit rien pour démentir l'absurdité des accusations des étudiants bien que le professeur Korinman eût présenté plusieurs de mes articles ainsi que des déclarations attestant mon honorabilité signées par le Président Friedrich Ebert du parti socialiste allemand (SPD), la "Nouvelle société / Frankfurter Heite" (syndicats allemands), l'association germano-israélienne de Bonn, etc."

Désinformation-Hebdo 01/06/94

mistes de droite provoquent un malaise sans pour autant enclencher de conséquences. Par peur d'émeutes, les Anglais ont refusé de participer à un match de football prévu le 20 avril [date de la naissance d'Adolf Hitler] au stade olympique], telle est l'introduction de l'article. Quelques pages plus loin, on apprend que «Heiner Geissler, [...] CDU, veut prendre le mal à sa racine. Selon lui, ces racines sont un renouveau du nationalisme. Geissler accuse des écrivains comme Botho Strauss et des historiens comme Ernst Nolte et Arnulf Baring : en rendant le nationalisme acceptable, ils préparaient "le terrain à l'extrême droite aussi bien du point de vue intellectuel que moral". Puis l'auteur d'ajouter : «[Quand] des scientifiques comme le politologue de Giessen, Claus Leggewie, ou le politicien du SPD, Peter Glotz, ont voulu donner la parole à l'idéologue de la Nouvelle Droite, le philosophe Alain de Benoist, c'en a été trop pour les groupes et les partis de gauche mais aussi pour la CDU et le FDP. Quant au SPD,

il a opéré un retrait stratégique. Des coups de téléphone anonymes avaient annoncé que des groupes essaieraient d'empêcher ce genre de rencontre. La discussion avec de Benoist n'était pas possible. Pour Leggewie, cette action à l'air "d'une farce de province". Il la tient pour "exemplaire" (du refus d'une partie de l'intelligentsia de confronter ses idées avec celle de l'extrême droite en faisant régner une dictature de la pensée) et pense que ce genre de "bouffonnerie" peut s'étendre.

Ainsi, *Der Spiegel* fait état d'une rencontre prévue entre Claus Leggewie, universitaire invité et présent lors de la table ronde à Nanterre, Peter Glotz, soi-disant caution démocratique ou passeport d'honorabilité attribué à M. Watzal par M. Korinman, et le leader incontesté de la Nouvelle Droite française depuis les années 1970, Alain de Benoist. Cet événement constitue un précédent qui éclaire davantage la table ronde orchestrée par M. Korinman à Nanterre. Peut-on encore croire que messieurs Korinman et Leggewie ne savaient pas ce qu'ils faisaient ?

4- Quand Watzal décide enfin de s'exprimer, il le fait dans le journal *Désinformation-Hebdo* (voir document 2). Or voici ce qu'on peut trouver sur ce journal dans l'ouvrage de René Monzat et Jean-Yves Camus *Les droites nationales et radicales en France* :

«Le Cercle de la liberté de la presse, fondé en 1987, et réunissant 150 journalistes d'après ses animateurs, a créé l'IED (Institut d'Études de la Désinformation) la même année. Présidé par Daniel Trinquet, l'IED a organisé à Nice, du 13 au 16 novembre 1989, les premières assises internationales de la désinformation (et non «sur la désinformation» comme le voudrait la logique). Ces assises témoignent de l'alliance passée entre le système Médecin et l'extrême droite avec comme pivot une équipe issue de la Nouvelle Droite.»*

5- Dans le numéro d'avril-juin 1994 de la revue nationaliste-révolutionnaire de Robert Steuckers, *Vouloir*, qui paraît tous les trimestres, il est fait mention de l'Affaire Watzal dans une des notes de l'article de Steuckers «Vision d'Europe» (voir document 3).

Voici donc, une grande partie de ce qui constitua le dossier que la CNT/FAU et le SCALP-REFLEX ont produit durant l'année universitaire. Depuis, M. Korinman a trouvé le moyen de passer à l'acte dans sa volonté de dialoguer avec la Nouvelle Droite, nous donnant ainsi une preuve irréfutable de ce que nous n'avions cessé d'affirmer. En effet, dans le dernier numéro de la revue qu'il dirige, *liMes*, M. Korinman a jugé bon de donner une tribune à Ludwig Watzal afin qu'il expose sa position sur l'Allemagne d'aujourd'hui et le traité de Maastricht. Ce dernier fait alors une véritable apologie du BfB, «seule opposition démocratique au traité de Maastricht», qu'il com-

pare en passant au traité de Versailles. Citant pêle-mêle Mme Thatcher, Philippe Seguin, Karl-Heinz Weissmann puis Rainer Zitelmann... Ludwig Watzal met définitivement un terme à toutes les gesticulations autour de son engagement politique. Mais pour dire que Watzal est de la Nouvelle Droite, encore faudrait-il démontrer que le BfB appartient à la Nouvelle Droite. La réponse est sous-entendue dans ce même numéro, et ce dans un article de T. Lindemann sur la Nouvelle Droite en Allemagne où il n'est nullement fait mention du parti de M. Brunner ! Cousu de fil blanc, ce numéro de *liMes* révèle que les efforts d'une partie de l'extrême droite allemande pour apparaître respectable et démocratique ne sont pas vains. Elle peut pour l'occasion, remercier M. Korinman !

Affaire Taguieff, affaire Watzal-Korinman, nous pourrions en citer d'autres à titre d'exemple, mais leur profusion doit nous

conduire à nous interroger sur le fond, sur ce qu'*Éléments* qualifie de «fêlure historique de première importance dans le camp de la gauche». Rappelons-leur tout de même une chose : «Il ne faut pas poser les tapis avant de construire la mosquée». La Nouvelle Droite n'est pas, jusqu'à preuve du contraire, parmi les plus grand séismes qui aient secoué la gauche. Quoi qu'il en soit, nous ne pouvons tolérer que des intellectuels engagés à gauche, dans leur recherche de perspectives politiques, se tournent vers la Nouvelle Droite, lui permettant ainsi d'acquérir un semblant de respectabilité, d'honorabilité seule capable de faire grandir sa tribune. Car nous suivons R. Monzat sur cette idée : «Le travail entrepris par la Nouvelle Droite, par Alain de Benoist dans *Krisis*, par *Éléments*, c'est le visage d'une extrême droite moderne, c'est-à-dire qui affirme répondre à des enjeux du monde contemporain, une extrême droite qui ne porte pas le boulet de références ou de nostalgies explicites avec les années 1930. La capacité à voir ou à ne pas voir de travail idéologique en cours rendra certaines personnes plus ou moins aptes à comprendre les réorganisations et le futur des extrêmes droites européennes».

Ce texte n'aurait pu être réalisé sans le travail de la CNT/FAU

* L'engagement de l'équipe Médecin ne fait pas de doute : les assises ont bénéficié de la collaboration de Nice Communication, des services photos de la ville de Nice ; l'animateur de la première journée, Bernard Asso, est un député médeciniste ; Martine Daugreilh, député des Alpes-Maritimes dont Jacques Médecin était le suppléant, y est intervenu. [...] La présence importante de l'extrême droite tout au long de ces assises saute aux yeux : deux membres du bureau politique du Front national (Yvan Blot et Jean-Claude Martinez), trois journalistes de *Présent* (Jean Madiran, Alain Sanders, Francis Bergeron), Jacques Trémolet de Villers (président de Ictus et avocat de Paul Touvier), Henri de Lesquen (président du Club de l'Horloge), Jean Raspail (écrivain et ancien collaborateur d'*Initiative nationale*), Suzanne Labin (Ligue anticommuniste mondiale, *Présent*), Pierre Faillant de Villemarest (de *Monde et Vie*), Jean-Jacques Mourreau, en train de quitter le FN vers les cieux plus nettement fascisants de Espace nouveau (intervenant à l'université d'été 1989 du GRECE), André Delaporte, jusqu'en 1988 un des plus virulents rédacteurs de la revue *Militant* (intervenant à l'université d'été 1989 du GRECE), le représentant de la Confédération pour une Pologne indépendante (KPN), P. Zawadski [...].

Document 3

(15) Nous ne nous attarderons pas aux interdictions de folicules extrémistes de mauvais goût, qui n'ont qu'un tirage et une diffusion confidentiels, mais nous entendons tirer les leçons de la scandaleuse affaire Watzal. Le Dr. Ludwig Watzal (*1950) est diplômé de sciences politiques (Université Libre de Berlin), de relations internationales et de philosophie (University of Pennsylvania) et de la Haute école de philosophie de la S.J (où il s'est spécialisé dans la philosophie de Romano Guardini et dans les problématiques d'immanence et de transcendance). Depuis 1986, il est rédacteur du supplément au journal *Das Parlament*, édité par le Bundestag, supplément qui porte le titre de *Aus Politik und Zeitgeschichte* et propose des dossiers pratiques aux parlementaires et aux hauts fonctionnaires allemands. Ce brillant intellectuel, qui n'a aucun passé politique, n'a jamais milité dans un parti extrémiste, avait été invité à Nanterre par le Prof. Michel Korinman, spécialiste des questions géopolitiques et collaborateur de la revue *Hérodote*. Le débat portait sur l'Allemagne. Pendant la conférence, une cinquantaine de voyous surexcités ont surgi dans le local où se tenait la conférence, ont insulté les enseignants qui discutaient paisiblement, ont visé particulièrement le Dr. Watzal, l'ont arraché à son siège, l'ont traîné dehors, frappé à coups de poing et à coups de pied et l'ont poursuivi jusqu'à la gare la plus proche. Ces énarqueux se réclamaient d'une association anti-fasciste, le SCALP. Or, quelques jours plus tard, le service d'ordre du Front national français, neutralise une dizaine de militants du même groupe, venus chauffer une manifestation politique : parmi ces dix crapules vociférantes, sans doute les mêmes qui avaient osé troubler le débat académique de Nanterre, cinq possédaient une carte de police!! Dans l'Europe aux frontières ouvertes, dans les pays qui ont signé les accords de la CSCE, de tels atteintes à la liberté de parole et aux libertés universitaires sont intolérables. Quand le Bundestag réclamera-t-il une enquête pour savoir si les petites frappes qui ont osé porter atteinte à la dignité du Dr. Watzal, avaient aussi dans leur poche une carte de police? Faudra-t-il réclamer la dissolution de ce groupe terroriste et la démission éventuelle des services et du ministre qui couvrant un tel comportement de la part de leurs policiers? Faudra-t-il mettre sur pied un tribunal européen pour les juger par contumace et leur interdire l'accès à tous les Etats de droit qui ont signé les accords d'Helsinki? Elio di Rupo a cru faire sa publicité en proclamant urbi et orbi qu'il ne serrerait pas la main des ministres MSI, élus en Italie récemment. Or ces ministres n'ont encore commis aucun acte à l'encontre des libertés fondamentales de l'homme. Refusera-t-il de serrer la main aux ministres et fonctionnaires français qui ont toléré ces "missions spéciales" de leur police?



WEB OF HATE Inside Canada's Far Right Network p. 33

ANTISEMITISM WORLD REPORT 1994 p. 33

LES MAÎTRES-ESPIONS (tome 2) : de la guerre froide à nos jours p. 34

L'AFFAIRE GLADIO p. 34

RÊVE D'INDÉPENDANCE chronique du peuple de l'Intifada p. 35

WEB OF HATE INSIDE CANADA'S FAR RIGHT NETWORK

par Warren Kinsella
Harper Collins,
Toronto,
1994,
26,95\$

ANTISEMITISM WORLD REPORT 1994

Liz Fekete & Frances Webber
Institute of Race Relations
1994
68 pages • 4\$

Lorsqu'on parle d'extrême droite en Amérique du Nord, on pense spontanément à l'extrême droite aux États-Unis. On pense au Ku Klux Klan, au mouvement suprémaciste blanc, aux chrétiens fondamentalistes. La lecture de ce livre provoque un choc, car on y apprend comment l'extrême droite canadienne est organisée, et combien elle est puissante.

Le Canada a une longue réputation justifiée de tolérance, mais aujourd'hui cette tolérance perd pied face à l'intolérance. Les organisations d'extrême droite se développent, dans un climat de peur et d'incertitude quant à l'avenir. C'est une situation qui nous est familière. À travers l'Europe, l'extrême droite a obtenu un soutien croissant et est parvenue à recruter pour son idéologie haineuse, dans des conditions similaires. La droitisation des pays occidentaux a créé une idéologie de haine et de peur et a produit deux classes de gens, ceux qui font partie du système et ceux qui n'en font pas partie.

Pour les exclus (les pauvres, les marginalisés, les nons-blancs), les conséquences ont été désastreuses : chômage, absence de droits politiques, absence de sécurité. L'extrême droite s'est glissée dans le paysage politique en exploitant des peurs justifiées. Deux stratégies sont employées par l'extrême droite. Premièrement, elle excite les petits Blancs pauvres ou déclassés à propos des menaces que les immigrants ou ZOG (Zionist Occupied Government - gouvernement d'occupation sioniste) font so-disant peser sur leurs emplois,

leurs cultures ou leurs foyers. Sa seconde stratégie est de s'attaquer aux immigrants eux-mêmes. Les immigrants et les gens de gauche sont les cibles de plus en plus nombreuses d'attaques physiques, d'attaques verbales.

Ce livre fait le point sur les deux aspects de la situation : l'influence américaine dans l'ouest du pays et l'influence franco-anglaise à l'est. Kinsella rappelle les origines du Ku Klux Klan et détaille comment le Klan a développé sa propre identité au Canada. Cette histoire fascinante remonte aux années 1920. Pendant longtemps, certains suprémacistes blancs de l'ouest canadien se sont battus pour être séparés de la partie est, ils se sentaient défavorisés dans un État fédéral, à l'instar de la situation dans certains états de l'ouest américain.

Dans l'est, la communauté anglophone a hérité des traditions «fascistes» de la culture impérialiste britannique et a imposé une culture dominante, une religion et une politique anglo-saxonne dans les structures locales. Par exemple, l'extrême droite à Toronto a une longue histoire d'antisémitisme et de soutien à Hitler qui peut être comparée à celles des collaborateurs britanniques pendant la guerre comme Lord Haw-Haw. Alors qu'au Québec, le mouvement francophone trouve son origine dans sa volonté historique d'être séparé du reste du pays. Là, le nationalisme franco-canadien est la force montante.

Ce qui unit les différentes tendances de l'extrême droite canadienne, c'est cependant

l'influence américaine. Partageant une même langue et une culture similaire, les suprémacistes blancs canadiens ont très vite pensé à établir des contacts de l'autre côté de la frontière et à importer de la propagande néofasciste américaine illégale. Cela peut même s'appliquer à beaucoup de francophones du Québec, en dépit de la différence de langue. L'autre facteur unificateur est la personnalité même des responsables des organisations d'extrême droite : l'avocat Doug Christie, qui défend tous les principaux dirigeants d'extrême droite, comme entre autres Wolfgang Droege du Heritage Front, Ernst Zundel, le négationniste, et Terry Long d'Aryan Nations.

Plusieurs chapitres du livre comportent des biographies de ces hommes (car il s'agit presque de la chronique très détaillée de leurs activités). Le chapitre sur les skinheads apporte un aperçu intéressant de la scène skinhead néo-nazie : Québec se distingue par sa capacité à produire des skins néo-nazis et par sa réputation non disputée d'être le lieu le plus violent.

Kinsella a écrit son livre dans un style vivant, liant histoire, analyse et informations récentes. C'est un livre facile à lire, très informatif, et troublant par endroits. On ne peut qu'espérer qu'il soit traduit en français et disponible. Si vous lisez l'anglais et que vous vous intéressez à l'extrême droite canadienne, ce livre vous est indispensable.

Le rapport de cette année est plus important et plus compréhensible que celui de l'année passée. Il est difficile de dire si c'est à cause d'un développement de l'antisémitisme ou parce que les compte-rendu sont plus fouillés. En fait, l'antisémitisme se développe à travers le globe et ce rapport est une évaluation complète qu'il est impossible de trouver ailleurs. Ce rapport est divisé en grandes zones géographiques couvrant l'Europe, le Moyen Orient, l'Afrique, l'Asie, les Amériques et l'Océanie. Ces zones sont découpées en chapitres par pays. Chaque article comprend des sections sur l'histoire, la religion, le négationnisme, la vie politique, les média et un aperçu des activités de l'extrême droite. Cette dernière partie est une des plus importantes, car elle replace l'antisémitisme dans le contexte politique du pays et procure un guide des éléments les plus dangereux du pays. Comme guide général sur l'extrême droite et sur l'antisémitisme, ce rapport est incontournable. Un rapport utile pour les militants, les chercheurs et tous ceux qui sont concernés par le racisme. L'Institute of Jewish Affairs a rendu un service à tous en publiant ce rapport. C'est dommage qu'il soit si nécessaire.

LES MAÎTRES-ESPIONS
HISTOIRE MONDIALE DU RENSEIGNEMENT
TOME 2 : DE LA GUERRE FROIDE À NOS JOURS
L'AFFAIRE GLADIO
LES RÉSEAUX SECRETS AMÉRICAINS AU CŒUR
DU TERRORISME EN EUROPE

Les maîtres espions
 Histoire mondiale du renseignement tome 2
 De la guerre froide à nos jours
 Roger Faligot et Rémi Kauffer
 Robert Laffont
 Paris, 1994.

L'affaire Gladio
 Les réseaux secrets américains
 au cœur du terrorisme en Europe
 Jean-François Brozzu-Gentile
 Albin Michel
 Paris, 1994.

Dans leur passionnante histoire de l'espionnage de l'après-guerre, Roger Faligot et Rémi Kauffer consacrent quelques pages au réseau Gladio en Europe et apportent des précisions importantes et inédites sur la branche française.

Les gladiateurs français sont issus de la Résistance non communiste, et certains dépendent des services américains et d'autres des services britanniques. En 1947, des membres d'un premier réseau Gladio français ont été arrêtés pour avoir participé à une tentative de complot très vite évanouie. Parmi les conjurés, on trouve l'ancien chef de la milice lyonnaise, Paul Touvier. Après cette affaire une autre organisation s'est mise en place, cette fois-ci sous l'égide des services secrets français ; elle a pris les noms de Mission 48, Rose des Vents, Arc en ciel... Ont été recrutés essentiellement des résistants, parmi lesquels un personnage, François de Grossouvre, dont le suicide l'année dernière à l'Élysée a défrayé la chronique. Cet ami personnel de Mitterrand est devenu son conseiller pour les services secrets. Il semble qu'avec le retour de De Gaulle aux affaires en 1958, les réseaux se soient profondément endormis, même s'ils n'ont été démantelés officiellement qu'en 1990. Par ailleurs, les auteurs ont découvert une autre branche de gladiateurs qui dépendait de la Sécurité militaire, branche camouflée dans une association

d'anciens combattants. Jean-François Brozzu-Gentile a quant à lui synthétisé dans son ouvrage une importante documentation sur les réseaux Gladio européens qu'il replace dans le contexte de la guerre froide puis de la coexistence pacifique.

S'il n'y pas de grandes révélations, le livre est néanmoins intéressant. Le chapitre sur la France est quant à lui plutôt curieux : l'auteur commence en 1958 (date à laquelle, on l'a vu, Faligot et Kauffer pensent que le réseau Gladio est vidé de sa substance), puis il compare l'action psychologique de l'armée en Algérie à celle des réseaux Gladio, avant d'embrayer sur la Main rouge, qui est une émanation des services spéciaux français dans la lutte contre le FLN.

THE DARK SIDE OF EUROPE

par Geoffrey Harris
 Edinburgh University Press,
 1994 (nouvelle édition)

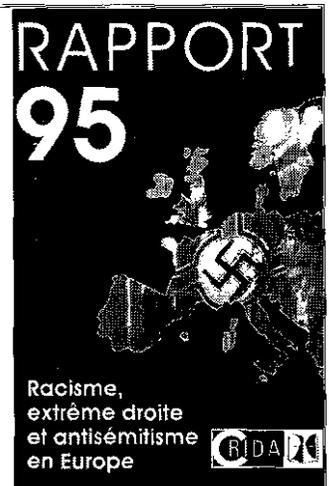
Geoffrey Harris travaille au Parlement européen, il est donc dans une excellente position pour écrire un livre sur la montée de l'extrême droite en Europe. *Dark Side in Europe* est principalement consacré aux partis d'extrême droite représentés au Parlement européen, comme le Front national. Malheureusement, il a été dépassé dès sa publication, bien qu'il ait été complété cette année, la situation ayant évolué après les élections de juin 1994. Cependant, ce livre est toujours important et utile à avoir. Il débute par une histoire du fascisme d'après-guerre en Europe et va jusqu'aux résurgences

Le CRIDA, Centre de Recherche, d'Information et de Documentation Antiraciste) vient de publier son rapport concernant les actes racistes et l'extrémisme de droite en Europe pour l'année 1994. Il traite de la plupart des pays européens (dans et hors de l'Union européenne), et est accompagné de plusieurs textes généraux écrits par des spécialistes.

Vous pouvez le commander pour 55 francs (port compris)



CRIDA c/o CEDIDELP
21^{er} rue Voltaire
75011 Paris



La fin de ce chapitre, qui met en scène les réseaux d'extrême droite des années 1960-1980, est confuse et assez peu convaincante, même si certains éléments

sont troublants. À noter en annexe la traduction non censurée du rapport transmis par Andreotti à la commission d'enquête sur le Gladio. ■

nationalistes après l'écroulement du bloc de l'Est. Cette nouvelle édition tient compte des développements à l'Est. Le long chapitre sur le Front national, qui plus que tout autre avait popularisé le néo-fascisme électoral, est suivi d'un aussi long chapitre sur le terrorisme d'extrême droite, en particulier en Italie.

Harris décrit aussi la construction européenne (l'Europe forte) gangrenée par les peurs de l'immigration et par le racisme. Il évoque le rôle des services secrets et de leurs relations avec des groupes d'extrême droite, le négationnisme et la montée de la Nouvelle Droite (encore une merveilleuse invention française). Ce qui rend le livre d'Harris différent des nombreux ouvrages sur ce thème, c'est qu'il analyse tout d'un point de vue européen,

alors que beaucoup d'ouvrages, souvent écrits par des universitaires, décrivent la situation dans leur pays et laissent à la conclusion le soin de faire les liens. Les autres ouvrages ne sont pas inutiles, car la plupart d'entre eux ont une analyse habile de la situation, mais celui d'Harris envisage chaque phénomène avec une perspective européenne.

Dark Side in Europe est un excellent livre à consulter, lorsque l'on recherche des informations sur la scène européenne. L'index et les annexes seront aussi très utiles. Sachant que Geoffrey Harris travaille pour le Parlement européen, il est étonnant que son livre n'ait pas encore été traduit dans les neuf langues officielles de l'Union européenne. Essentiel pour les anglophones.

UN BAR ASSOCIATIF À TOURS : UTOPIA !

Depuis plusieurs mois, le Groupe libertaire de Tours tente d'impulser une dynamique pour qu'un bar associatif puisse s'ouvrir à Tours. Un des objectifs est d'associer dans un même lieu les dimensions politique, culturelle et conviviale. Bien souvent, ces trois éléments sont pour le moins séparés, pour ne pas dire opposés. Agir et réfléchir politiquement,

c'est vouloir peser sur la réalité, ne plus laisser à d'autres le soin de décider ce que nous voulons vivre et comment ; autrement dit, c'est vouloir agir sur nos conditions de vie. Celles-ci ne peuvent se réduire à une seule dimension, qu'elle soit politique, culturelle ou conviviale (et d'autres encore : plaisirs, désirs, amour, amitié...) ; bien au contraire, il importe de favoriser leur imbrication.

L'un de nos objectifs est de lutter, à travers des actions concrètes sous-tendues par des travaux de réflexion, contre l'éclatement de l'individu. Ce dernier ressemble à un saucisson coupé en tranches ; il est tantôt travailleur, tantôt consommateur ou usager, tantôt citoyen réduit à sa dimension d'électeur... Ces différents statuts rentrent bien souvent en contradiction les uns par rapport aux autres. Il est donc difficile pour l'individu d'avoir une appréciation de la globalité dans laquelle il vit ; par conséquent, il est dans l'impossibilité d'agir fondamentalement sur ses conditions d'existence et leur évolution.

Notre deuxième objectif est de casser le rapport de consommateur qu'ont bien des gens par rapport à des initiatives. À cette fin, nous souhaitons que ce lieu ne se limite pas à la gestion d'un bar associatif dans lequel se dérouleraient quelques

débats ou des expositions... mais qu'il serve aussi de tremplin, d'outil, de moyen permettant à des gens ayant des projets politiques, sociaux, culturels, conviviaux de les réaliser. Cela suppose une participation effective des initiateurs : ils participent à leur réalisation et gestion quotidienne. À ce titre, nous avons déjà quelques idées qui seront mises en chantier une fois le bar ouvert, par exemple créer une structure de prêt d'outillage.

Globalement, nous souhaitons créer un espace, un pôle dans lequel nous pourrions parler, réaliser et vivre d'autres rapports entre les personnes, dans lequel et avec lequel nous pourrions agir sur notre quotidien, sans oublier nos désirs, nos plaisirs, nos utopies !

Nous faisons appel aux soutiens financier, matériel (dons de matériel...) et d'aide pour les travaux qui sont importants afin de réhabiliter le local auquel nous aspirons.

**GROUPE LIBERTAIRE DE
TOURS
c/o FA BP 2114
37021 TOURS CEDEX**

REVE D'INDÉPENDANCE CHRONIQUE DU PEUPLE DE L'INTIFADA

par Annie Fiore
L'Harmattan • 1994
collection «Comprendre le
Moyen-Orient»

Il y a quelques mois, lors d'une réunion publique dans l'Est de la France sur la Palestine, quelqu'un m'a demandé, en toute sincérité : pourquoi les Palestiniens veulent-ils prendre les terres des Israéliens ? Cette simple question révèle l'in vraisemblable ampleur de l'ignorance de la majorité de la population concernant la question israélo-palestinienne.

Le livre d'Annie Fiore constitue la meilleure réponse à ce genre de question. Ce n'est pas un exposé politique, une analyse de la situation dans les territoires occupés. C'est un film fait de séquences rapides qui n'est pas destiné à démontrer mais à montrer. C'est une succession d'images de l'occupation telle qu'aucune démonstration n'est plus nécessaire : on comprend non seulement la situation des Palestiniens, on comprend aussi ce qu'ils peuvent éprouver.

Rêves d'indépendance est un livre éprouvant. On sait que les militaires israéliens détruisent les maisons des Palestiniens au moindre prétexte, encore aujourd'hui. Cela, on l'a lu dans les journaux. Avec Annie Fiore, on comprend un peu ce que peut

penser une famille à qui les soldats viennent de dire : «Vous avez trente minutes pour évacuer, et on va détruire votre maison». L'affolement, la précipitation. Que choisir parmi les mille choses qu'il y a dans la maison ? Les voisins qu'on appelle, les objets qu'on leur jette par la fenêtre. Et la maison qui se transforme en un tas de ruines.

Par touches successives, Annie Fiore montre, à travers le vécu d'une population, la dépendance totale et entretenue de l'économie palestinienne par rapport à Israël, les harcèlements quotidiens et systématiques des militaires, la situation sanitaire désastreuse, les meurtres et mutilations, les commandos de la mort, le désespoir.

Ce livre est un récit de la vie quotidienne sous l'occupation, le témoignage de la peur d'une population impuissante devant les manifestations de la haine des soldats et des colons. Il révèle le sentiment de total abandon qu'éprouvent les Palestiniens devant l'indifférence et la partialité de l'opinion occidentale. C'est un livre sans héros, qui donne aussi quelques éléments de réponse à une question que bien des gens posent lorsqu'on leur parle de la situation dans les territoires occupés : comment diable en êtes-vous arrivés à vous intéresser à cette question finalement si peu importante ? **R. B**

UN LOCAL, UN ESPACE SUR TOURS

- Un lieu politique de réunions pour des associations, des individus.
- Un lieu convivial où l'on peut rencontrer du monde, discuter, boire des coups, proposer et réaliser des projets...
- Un lieu d'information, de débats sur les luttes, les alternatives, les projets...
- Un lieu de documentation pour consulter des dossiers, voire organiser une bibliothèque de prêt
- Un lieu culturel et contre-culturel (fêtes, musiques, préparation concerts, zines, arts plastiques...)

35

BON DE SOUTIEN À UTOPIA !

(à retourner à UTOPIA !, 3 rue J. Charpentier 37 000 Tours)

NOM

PRENOM

ADRESSE

TELEPHONE

JE VERSE LA SOMME DE

chèque (restitué si le projet échoue) à l'ordre de S. Lecouffe.

DATE

SIGNATURE

